



Syndicat de la Magistrature

1918-1924, 1949-2004

Sous-série 256J1-1066

Syndicat de la Magistrature

1918-1924, 1949-2004

Sous-série 256J1-1066

Répertoire numérique détaillé établi par Naïla Kebbati sous la direction de Guillaume Nahon, directeur des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Bobigny
Conseil général de la Seine-Saint-Denis
2014

Introduction

Identification synthétique

Producteur :	Syndicat de la Magistrature
Référence :	256J/1-1066
Dates extrêmes :	1918-1924, 1949-2004
Niveau de description :	Fonds
Langue(s) des documents :	Français
Importance matérielle :	25 ml
Modalités d'entrée :	Dépôt
Conditions d'accès :	Communication libre après un délai de 30 ans, sauf pour les documents contenant des informations personnelles qui sont soumis à un délai de 100 ans
Conditions de reproduction :	Sur autorisation du déposant.

Historique du producteur

Créé le 8 juin 1968 par de jeunes magistrats, élèves du Centre national d'études judiciaires, le Syndicat de la Magistrature (SM) est un syndicat professionnel autonome. Dans l'enthousiasme général des événements de mai, le SM favorise la forme syndicale et le militantisme. Il rompt ainsi avec les formes traditionnelles de groupements professionnels de magistrats préexistants. Dans ses premiers articles statutaires de 1968, il se fixe quatre objectifs. Une mission de contrôle qui consiste à veiller à l'exercice d'une autorité judiciaire indépendante. Une mission d'étude des questions liées à l'organisation judiciaire, au recrutement, à la formation et à la carrière des magistrats. Représentatif des intérêts professionnels des membres du corps judiciaire, il se doit de les défendre. Enfin, il se veut un pôle d'information pour ses membres, tant sur le plan professionnel que syndical.

Le SM est dirigé par un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire général et d'un trésorier. Ce bureau est élu pour un an par les membres du Conseil national du SM, qui est composé de 13 membres élus au scrutin majoritaire uninominal à un tour par le congrès pour une période de deux ans. Chaque juridiction - tribunal de grande instance (TGI) et cour d'appel - est dotée d'une section syndicale¹. Le congrès est l'organe souverain du syndicat. Il se réunit tous les ans à date fixe, le dernier week-end du mois de novembre, pour faire le bilan des activités de l'année en cours et tracer les nouvelles orientations pour l'année suivante. Il définit la politique du syndicat. Le congrès en tant qu'organe directeur du syndicat, est considéré par les dirigeants du SM comme étant l'expression d'une démocratie directe². Lors de son premier congrès de 1968, le SM décide la création d'un journal intitulé *Justice*. Le premier numéro paraîtra en juillet 1969. Il est l'organe d'expression du syndicat pour l'information des militants et pour la mise en œuvre de l'action syndicale.

Les moyens d'action qu'il met en place sont la grève «totale» en cas d'atteinte grave à la liberté et à l'indépendance des magistrats, les journées d'action nationale ou régionale, l'utilisation de la presse et l'intervention ou la protestation ainsi que la formation syndicale³. Dans son premier congrès de 1968, il réclame le droit de grève pour les juges. Le statut particulier du magistrat dans la fonction publique lui interdit la grève et le soumet à l'obligation de réserve. Cette contradiction fait la singularité du Syndicat de la Magistrature car c'est une difficulté juridique qu'il va devoir résoudre⁴. La magistrature garante traditionnelle du pouvoir en place se retrouve dans la contestation pour la première fois de son histoire⁵. Le SM se positionne pour

¹ cf. Statuts du SM, 256J/1.

² cf. Rapport du 5^e congrès, journal *Justice* 72, p.5, 256J/739.

³ cf. 256J/1044, p.9.

⁴ cf. 256J/1044, p.20.

⁵ cf. Jean-Claude FARCY, *L'histoire de la justice française de la Révolution à nos jours*, PUF Droit et justice, 2001, p. 41.

la conquête et l'établissement de la liberté syndicale pour le juge. La grève nationale qu'il organise le 10 juin 1976 pour soutenir le substitut Étienne CECCALDI est un bon exemple des difficultés qu'il devra résoudre. Il s'agit de la question des libertés syndicales et de la liberté d'opinion. Le SM décide cette grève pour protester contre la mutation du substitut à Hazebrouck. CECCALDI refuse cette mutation et fait l'objet de poursuites disciplinaires par le ministre de la Justice. Cette mutation était liée également à une affaire dite des «Pétroliers» dont on voulait dessaisir le substitut. Le SM proteste contre cette mutation qu'il estime être une sanction déguisée. 600 magistrats suivront le mot d'ordre de grève. Il apparaît ainsi que le magistrat se heurte à la Loi et au statut qui lui interdit « toutes démonstrations de nature politique incompatibles avec la réserve que leur imposent leurs fonctions⁶ ». Conscient de l'obstacle que représente le statut du magistrat dont il réclame la réforme dans ses toutes premières revendications⁷, le SM se défend de toute utilisation abusive du statut du magistrat et l'explique longuement dans son journal *Justice 76* qu'il consacre au droit de grève et aux limites de ce moyen d'action dans la magistrature⁸. « À défaut de supprimer la hiérarchie, il cherche à réduire l'effet des pressions et la dépendance qu'elle entraîne. La stratégie syndicale visée par le SM étant le contrôle des mécanismes de recrutement, de mutation et d'avancement, il visait la levée du secret sur les mécanismes de sélection et de carrière, l'objectivation des critères, et le contrôle par le corps »⁸⁹. Il s'intéresse aux mécanismes qui régissent la carrière du magistrat, notamment, la question de sa notation car elle est liée directement à l'indépendance et à liberté d'action du juge. Le pouvoir de la hiérarchie s'applique sur le magistrat par le moyen de la notation. Dans un premier temps, le SM contribue à obtenir la communication des notes à ceux qui en sont l'objet et à remettre la notation en question. C'est par le moyen de la notation que la hiérarchie sanctionne de manière déguisée les magistrats syndiqués et actifs. Le SM conteste le procédé de notation et remet en cause la hiérarchisation du système judiciaire. La représentativité du SM au niveau de la commission d'avancement est aussi un objectif visé par l'action syndicale. Il conteste «les pouvoirs presque exclusifs du ministère public sur la carrière des magistrats». C'est le ministre et son cabinet qui nomment les magistrats à des postes précis¹⁰. La formation professionnelle et le recrutement sont également un domaine privilégié de réflexion pour asseoir une base solide à la carrière du magistrat. En 1969, le SM rédige un « livre blanc » sur la formation initiale, puis un autre livre blanc sur la formation permanente en 1972. La question du recrutement est posée comme une nécessité.

Pour donner une légitimité aux actions qu'il veut dégager à partir d'une concertation et d'une participation des magistrats à la gestion de leur corps, le SM relance la dynamique des assemblées générales. La circulaire du 25 avril 1969 va établir le principe du développement de cet organisme à l'échelle des sections et garantir ainsi

⁶ cf. 256J/1044, p.14, 18.

⁷ cf. Rapport de congrès 1968, p. 11, 256J/1.

⁸ cf. Journal *Justice 72*, 256J/7389.

⁹ cf. Journal *Justice 76*, p.11. 256J/739.

¹⁰ Cf. 256J/5, rapport de congrès, 1972 et *Justice 72*, p. 9.

une participation des magistrats et des fonctionnaires de justice à la vie de leurs juridictions. La reconquête des moyens d'action du juge et de ses libertés nécessite des moyens matériels et par conséquent l'augmentation du budget de la justice. En mars 1970, le SM crée le Comité national de liaison justice (CNLJ) en association avec des organisations professionnelles de magistrats telle que l'Union fédérale de la magistrature (UFM) et des syndicats de fonctionnaires afin de promouvoir une augmentation du budget de la justice. Le CNLJ élabore chaque année une note sur l'insuffisance du budget, destinée aux parlementaires. S'il vise la défense du corps judiciaire, le SM veut également la réhabilitation de la justice dans la société. Son ambition vise un changement de la société. Les thèmes qu'il choisit de débattre lors de ses congrès annuels expriment l'ambition de changer le rapport de la société à la justice. Il traite de la question de la justice et son rapport à l'argent, thème de réflexion de son 4^e congrès en 1971. Il n'hésite pas à poser la question de savoir si «le juge n'est pas juste qu'avec les riches». Les congrès successifs du SM abordent tous les domaines de la société, traitant de thèmes aussi divers que la justice et la propriété, la justice le pouvoir et la hiérarchie, la justice et la technocratie, le juge et les libertés individuelles, la justice et le changement, l'immigration et l'exclusion, les libertés syndicales, les prisons, le droit du travail, le logement et la consommation, la justice et la famille, la justice et la sexualité, le service public, les banlieues de la République et l'Europe judiciaire.

Présentation du contenu

Le plan de classement qui a été appliqué au fonds d'archives du Syndicat de la Magistrature est à la fois thématique et chronologique. Il s'articule autour de six thèmes directeurs qui se déclinent en plusieurs ensembles, sous-ensembles et objets.

Le premier thème concerne les instances dirigeantes du Syndicat de la Magistrature et son fonctionnement interne. Les congrès, conseil syndical, bureau et comité de rédaction du journal *Justice* donnent lieu à un premier ensemble de documents (1968-1989). Un autre concerne les travaux des délégations régionales et sections syndicales, notamment les réunions de la section de la Chancellerie et le suivi des activités des sections locales classées par ordre alphabétique des tribunaux de grande instance et ressorts des cours d'appel (1968-1997).

Le deuxième thème regroupe les dossiers consacrés aux principales actions revendicatives : les journées d'action nationales et régionales ainsi que les grèves nationales (1969-1989).

Le troisième thème, le plus important en volume, porte sur les grands domaines d'intervention du SM. Une grande partie des dossiers a pour objet la défense du corps professionnel de la magistrature. On y trouve les actions revendicatives touchant aux réformes du statut du magistrat, la formation professionnelle et le rôle de l'École nationale de la magistrature dans la scolarité des nouveaux élèves (1970-1996). Un autre sous-ensemble se rapporte au recrutement, nomination et avancement des magistrats (1961-1998). Un autre traite des autres professions judiciaires ou parajudiciaires telles que les greffiers, avocats, huissiers et notaires.

Un autre encore regroupe des documents sur l'organisation et le fonctionnement du ministère de la Justice, les juridictions, le rapport de la magistrature au service de la police judiciaire. Plusieurs sous-ensembles portent sur les actions menées dans le domaine de la justice civile et sociale, le droit des mineurs et des étrangers, le fonctionnement des prisons et les droits des détenus, les libertés individuelles à l'échelle nationale et internationale.

Le quatrième thème concerne les moyens de communication du Syndicat de la Magistrature et les événements qu'il organise ou auxquels il participe. On trouve des dossiers sur les états généraux de la justice, des colloques et tables rondes relatifs à la sécurité, l'état de la démocratie en Europe et le rôle des juges dans la société. D'autres documents découlent des interventions du SM dans la presse écrite et à la télévision. Dans cette partie sont classées la collection du journal *Justice* publié par le SM entre 1968 et 2004 ainsi que des affiches de quelques congrès du SM et les affiches d'organisations partenaires.

La cinquième partie regroupe des documents archivés par deux membres fondateurs du Syndicat de la Magistrature. Les documents de Bernard JOUVE, juge d'application des peines et délégué régional du ressort de la cour d'appel de Rennes, attestent de la mise en place des premières sections régionales du SM et de leur fonctionnement initial. Les documents archivés par Étienne BLOCH, juge, membre fondateur du Syndicat de la Magistrature en 1968 - membre du conseil national - fondateur et corédacteur en chef de la revue *Justice*, concernent sa participation aux activités syndicales et interventions aux congrès et colloques de *Magistratura democratica* et de *l'Associazione nazionale di magistrati italiani*.

Dans la dernière partie figure une riche documentation sur la justice dans ses différents domaines d'intervention.

Historique de la conservation

Le fonds d'archives du Syndicat de la Magistrature est un fonds privé. Il est entré aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis le 17 décembre 2004. Un contrat de dépôt a été formalisé et signé le 4 avril 2005.

Le fonds est conservé aux Archives départementales sous la cote 256J. À son arrivée, il représentait un volume de 51 mètres linéaires environ. Après tri, classement et reconditionnement, il ne comptait plus que 48 mètres linéaires, des documents en double – essentiellement de la documentation - et des coupures de presse en vrac ayant été éliminés.

Les archives qui sont décrites dans ce répertoire relèvent de la période chronologique couverte par le contrat de dépôt, c'est-à-dire 25 mètres linéaires de documents produits entre 1968 et 1990 (256J 1-1066). Quelques uns sont antérieurs à 1968 : des numéros du périodique de la Fédération nationale de l'ameublement CGT datant de 1918 à 1924 et des publications du *Journal Officiel* de 1949. D'autres sont postérieurs à 1990 car ils appartiennent à des dossiers ouverts avant et clos après cette date, dont il convenait de conserver la cohérence.

Un reliquat de 23 mètres linéaires de documents produits après 1990, trié et récolé demeure à cette étape sans classement définitif.

Sources complémentaires

Sources sans lien de provenance

Autres services d'archives

Institut d'Histoire du Temps Présent : ARC 3017 – Fonds Étienne Gustave BLOCH.

Bibliographie

Frédéric CHAUVAUD et Jacques-Guy PETIT, *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*. Société des amis des archives de France. Ouvrage publié avec le concours de la Mission Droit-Justice et de l'HIREs (Centre d'Histoire des Régulations et des Politiques sociales de l'Université d'Angers). Diffusion : Librairie Honoré Champion, Paris, 1998, 490 p. (8°2728)

Anne DEVILLE, *Le syndicat de la magistrature en France 1968-1988. Interprétation de la construction d'une action collective*. Dissertation doctorale en sociologie. Université catholique de Louvain, Département des sciences politiques et sociales, 1992, 376 p. (256J 173).

Anne DEVILLE, « L'entrée du syndicat de la magistrature dans le champ juridique en 1968 », article paru dans *Droit et Société* 28-1994, pp. 639-671.

Jean-Claude FARCY, *L'histoire de la justice française de la Révolution à nos jours*, PUF Droit et justice, 2001, 494 p. (8°3316).

Benoît GARNOT, *Histoire de la justice : France, XVI^e-XXI^e siècles*, Gallimard, collection Folio Histoire, 2009, 789 p. (16°144).

Jean-Michel OLIVIER et A. BÉNICHOU, *Etude sur le syndicat de la magistrature*, avril 1972, 29 p. (256J 170).

Gérald SIMON, *Un syndicat dans la magistrature : le Syndicat de la Magistrature*, mémoire en vue du D.E.S. de Science politique. Faculté de droit et de Science politique de Dijon, février 1975, 79 p. (256J 172).

N.B. : On a fait figurer entre parenthèses les cotes des documents consultables aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Répertoire

256J/279-281	Personnel non judiciaire du ministère de la Justice.....	68
256J/282-294	Action interprofessionnelle.....	68
256J/282-285	Agents des services de police.....	68
256J/286-294	Autres corps de la Fonction publique.....	69
Organisation et fonctionnement de la Justice.....		71
256J/295-326	Ministère de la Justice.....	71
256J/327-337	Juridictions.....	78
256J/338-339	Élections professionnelles.....	81
Indépendance de la Justice.....		82
256J/340-342	Pouvoir politique et Justice.....	82
256J/343-350	Police et Justice.....	82
256J/351-353	Indépendance de la magistrature.....	84
Justice civile.....		85
256J/354-356	Juge unique pour les affaires civiles.....	85
256J/357-364	Procédure de conciliation.....	86
256J/365-366	Procédure de divorce.....	87
256J/367-369	Régime matrimonial et familial.....	87
Justice sociale.....		88
256J/370-372	Agriculture et industrie agro-alimentaire.....	88
256J/373-374	Aide sociale.....	89
256J/375-385	Discriminations.....	89
256J/384-385	Racisme et antisémitisme.....	91
256J/386-412	Entreprises et salariés.....	91
256J/411-419	Environnement et cadre de vie.....	97
256J/420-425	Protection des consommateurs.....	98
256J/426-428	Protection des locataires.....	99
Justice des mineurs.....		100
256J/429-435	Droit des mineurs.....	100
256J/436-439	Éducation surveillée.....	101

Justice pénale.....	102
256J/440-462 Réforme en matière pénale.....	102
256J/463-476 Affaires criminelles.....	106
256J/477-480 Délinquance.....	109
256J/481-490 Indépendantismes.....	110
256J/491-492 Infractions financières.....	112
256J/493-497 Institution militaire.....	112
256J/498-500 Légitime défense.....	113
256J/501-503 Peine de mort.....	114
256J/504-507 Stupéfiants et substances psychotropes.....	114
256J/508-509 Troubles psychiatriques.....	115
256J/510-514 Organisations partenaires.....	115
 Libertés publiques.....	 116
256J/515-524 Informatique et libertés.....	116
256J/525-531 Liberté de la Presse.....	119
256J/532-534 Liberté syndicale.....	121
256J/535-538 Libertés individuelles.....	121
256J/539-540 Publicité des débats judiciaires.....	122
256J/541-559 Sécurité et libertés publiques.....	122
 Droits des étrangers.....	 126
256J/560-565 Droit d'asile.....	126
256J/566-570 Étrangers en situation irrégulière.....	127
256J/571-572 Expulsions.....	128
256J/573-580 Législation.....	129
256J/581-589 Main d'œuvre étrangère.....	130
256J/590-595 Organismes d'aide aux étrangers.....	132
 Prison.....	 133
256J/596-605 Application des peines.....	133
256J/606-619 Conditions de détention.....	135
256J/620-623 Établissements pénitentiaires.....	138
256J/624-625 Insertion et probation.....	139
256J/626-635 Organisations partenaires.....	140

256J/636-640	Groupements de défense des détenus.....	141
Départements et territoires d'Outre-mer.....		142
Europe et international.....		143
256J/643-646	Actions collectives.....	143
256J/647-655	Afrique.....	144
256J/656-657	Amérique centrale - Antilles.....	145
256J/658-662	Amérique du Nord.....	145
256J/663-676	Amérique du Sud.....	147
256J/677-679	Asie – Moyen-Orient.....	150
256J/680-685	Asie – Proche-Orient.....	150
256J/686-721	Europe.....	151
256J/722-725	Organisations partenaires.....	159
COMMUNICATION ET EVENEMENTS.....		160
Événements organisés par le syndicat de la magistrature.....		160
Interventions dans les médias.....		161
Publications du syndicat de la magistrature.....		162
ARCHIVES DE PERSONNALITÉS.....		167
Bernard JOUVE.....		167
Étienne BLOCH.....		168
DOCUMENTATION.....		170
Corps professionnels.....		170
Départements et territoires d'Outre-Mer.....		177
Droit (généralités).....		177
Droit international.....		179
Économie, finances.....		180
Étrangers, immigration.....		180
Faits de société.....		185
Fonction publique.....		186
Institution militaire.....		186
Justice (généralités).....		188

Justice des mineurs.	189
Justice pénale.	190
Libertés publiques.	196
Mouvement ouvrier.	197
Organisation et fonctionnement de la Justice.	199
Politique.	202
Prison.	203
Syndicat de la Magistrature.	207
Travail, emploi.	209
Troubles psychiatriques.	211

Liste des sigles

AAGREF	Association amicale du génie rural des eaux et des forêts
ADUA	Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture
AEBF	Association des étudiants burkinabés en France
AFASPI	Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran
AFJ	Association des femmes journalistes
AFJD	Association française des juristes démocrates
AI	Amnesty international
AIJD	Association internationale des juristes démocrates
AMACJ	Association des magistrats et anciens magistrats de l'administration centrale du Ministère de la Justice
AN	Assemblée nationale
ANAF	Association nationale des avocats de France
ANEJI	Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés
ANJAP	Association nationale des juges de l'application des peines
APLI	Association pour la protection des libertés
APM	Association professionnelle des magistrats
APRODIF	Association nationale pour la promotion et la défense des habitats de loisirs
ARAPEJ	Association réflexion action prison et justice
ARPP	Association région Paris presse
ATD	Mouvement A.T.D. Quart Monde
CAD	Comité d'action droit
CAIF	Conseil des associations immigrées en France
CAP	Comité d'action des prisonniers
CCPD	Conseil communal de la prévention de la délinquance
CDLIM	Comité droits et libertés dans l'institution militaire
CEDAS	Centre d'études et de développement des applications en sciences sociales
CEDETIM	Centre d'études anti-impérialistes
CEEPP	Collectif d'enquête et d'études sur les pratiques psychiatriques
CEFRAS	Centre d'études de formation et de recherches en action sociale
CEMEA	Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active
CEPIA	Centre d'études pratiques d'informatique et d'automatisation
CESDIP	Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGL	Confédération générale du logement
CGT	Confédération générale du travail
CHS	Comité d'hygiène et de sécurité
CHSD	Comité d'hygiène et de sécurité départemental
CIEMM	Centre d'information et d'études sur les migrations méditerranéennes
CIII	Centre d'information et d'initiative sur l'information
CIL	Commission informatique et liberté
CILJ	Comité international liaison justice
CIMADE	Comité inter mouvements auprès des évacués / Service œcuménique d'entraide
CIPP	Comité d'information sur les prisonniers politiques au Québec
CIRC	Collectif d'information et de recherches cannabiques
CISE	Centre d'informations et de solidarité avec l'Espagne
CNAAS	Conseil national d'administration de l'action sociale
CNEJ	Centre national d'études judiciaires
CNERP	Centre national d'études et recherches pénitentiaires
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés
CNL	Comité national de liaison des clubs et équipes de prévention spécialisée
CNL	Confédération nationale du logement
CNLJ	Comité national de liaison justice

CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CNSTP	Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans
CPAL	Comité de probation et d'assistance aux libérés
CPE	Commission permanente d'étude des professions judiciaires et juridiques
CPPJ	Comité presse police justice
CRAAS	Conseil régional d'administration de l'action sociale
CREDIF	Centre de recherche sur les entreprises en difficulté
CREDOC	Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
CRFJ	Centre de recherche et de formation juridique
CRIDC	Centre de recherche et d'information des consommateurs
CRIOC	Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs
CRIV	Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucluse
CSCV	Confédération syndicale du cadre de vie
CSDA	Commission de sauvegarde du droit d'asile
CSE	Cour de sûreté de l'État
CSF	Confédération syndicale des familles
CSLPA	Comité de soutien aux luttes du peuple argentin
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
CSPP	Comité de soutien aux prisonniers politiques aux États-Unis
CTJ	Collectif travail justice
CTPM	Comité technique paritaire ministériel
DASS	Direction des affaires sanitaires et sociales
DSJ	Direction des services judiciaires du ministère de la Justice
ENA	École nationale de l'administration
ENAP	École nationale d'administration pénitentiaire
ENM	École nationale de la magistrature
FAF	Fédération des avoués de France
FASP	Fédération autonome des syndicats de police
FASTI	Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés
FEN	Fédération de l'éducation nationale
FGA	Fédération générale de l'agriculture C.F.D.T.
FGSOA	Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire
FGS/CGT	Fédération générale des syndicats CGT de la police nationale
FLNKS	Front de libération national kanak et socialiste
FNSEA	Fédération nationale de syndicats exploitants agricoles
FNUJA	Fédération nationale des unions de jeunes avocats
FO	Force ouvrière
FSAP	Fédération autonome des syndicats de police
FSEA	Fédération des syndicats d'exploitants agricoles
FSFCF	Fédération syndicale des femmes chefs de famille
FSPPP	Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police
GERICO	Groupe européen de recherche et d'innovation criminologique
GERS	Groupe d'études et de recherches éducatives économiques et sociales
GISTI	Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés
GMP	Groupe multi-professionnel des prisons
IDS	Information pour le droit des soldats (Organisation)
INEDEMO	Institut national d'études démographiques
INTERPOL	Organisation internationale de police
IPN	Imprimerie presse nouvelle
IVG	Interruption volontaire de grossesse
JAP	Juge d'application des peines
JNA	Journée nationale d'action
JOC	Jeunesse ouvrière chrétienne
JPN	Justice pénale nouvelle
LDH	Ligue des droits de l'Homme
MAJ	Mouvement d'action judiciaire
MC	Maison centrale
MRAP	Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix
MSP	Mouvement pour le socialisme par la participation

NAMDA	Association national medical and dental association
OAS	Organisation armée secrète
OIP	Observatoire international des prisons
OIPC	Organisation internationale de police criminelle Interpol
ONI	Office national d'immigration
OPJ	Officier de police judiciaire
PCF	Parti communiste français
PS	Parti socialiste
PSU	Parti socialiste unifié
QHS	Quartier de haute sécurité
QPGS	Quartier de plus grande sécurité
QSR	Quartier de sécurité renforcée
RFA	République fédérale allemande
RMI	Revenu minimum d'insertion
SACD	Société des auteurs et compositeurs dramatiques
SAF	Syndicat des avocats de France
SCHFPN	Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale
SEDS	Service des études de la documentation et des statistiques
SEPC	Service d'études pénales et criminologique du ministère de la Justice
SGEN/CFDT	Syndicat général de l'éducation nationale CFDT
SGP	Syndicat général de la police
SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle
SM	Syndicat de la Magistrature
SNAPC	Syndicat national autonome des policiers en civil
SNCTA	Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien
SNEPAP	Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire
SNESUP	Syndicat national de l'enseignement supérieur
SNJ	Syndicat national des journalistes
SNN	Syndicat national des notaires
SNOMAC	Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile
SNPES-PJJ	Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée protection judiciaire de la jeunesse
SNUI	Syndicat national unifié des impôts
SPIP	Services pénitentiaires d'insertion et de probation
SSAE	Service social d'aide aux émigrants
TGI	Tribunal de grande instance
TPFA	Tribunaux permanents des forces armées
UDR	Union des démocrates pour la République
UDR	Union pour la défense de la République
UFM	Union fédérale des magistrats
UJA	Union des jeunes avocats
UNM	Union nationale des magistrats de première instance (Belgique)
UNSJ	Union nationale des syndicats de journalistes
USM	Union syndicale des magistrats
UNEK	Union nationale des étudiants du Cameroun

254J/1-159

INSTANCES INTERNES ET FONCTIONNEMENT.

1949, 1967-1998

256J/1-44

Instances dirigeantes.

1968-1989

256J/1-22

Congrès.

1968-1989

Contenu type des dossiers :

Organisation et déroulement : programmes, affiches, convocations, invitations, rapports et procès-verbaux du bureau et du conseil syndical, rapports financiers, documents préparatoires diffusés aux congressistes, documentation, discours et allocutions, rapports des commissions, projets de motions, motions adoptées, comptes rendus des débats.

Élections au conseil syndical : listes des candidats et résultats des élections au conseil syndical, déclarations des candidats, statuts, projets de modification des statuts, bulletins de vote, communiqués de presse, documentation, correspondance.

Modifications statutaires : statuts, projets de modification des statuts, communiqués de presse, documentation, correspondance

La composition des dossiers est variable. La typologie documentaire indiquée ci-dessus correspond aux dossiers les plus complets. À partir des années 1980, la plupart des dossiers semblent lacunaires.

La présence d'éléments relatifs aux élections au conseil syndical ou aux modifications statutaires est signalée entre parenthèses dans les analyses ci-dessous.

Les dates mentionnées ci-dessous sont les dates de tenue des congrès.

256J/1	1 ^{er} Congrès (élections au conseil syndical, modification des statuts).	1968 (23-24 novembre)
256J/2	2 ^e Congrès.	1969 (22-23 novembre)
256J/3	3 ^e Congrès, « Syndicalisme, Justice et Liberté » (élections au conseil syndical, modification des statuts).	

		1970 (27-29 novembre)
256J/4	4 ^e Congrès, « La justice et l'argent » (élections partielles au conseil syndical).	
		1971 (26-28 novembre)
256J/5	5 ^e Congrès, « Justice et propriété ».	
		1972 (24-26 novembre)
256J/6	6 ^e Congrès, « Justice, pouvoir et hiérarchie ».	
		1973
256J/7	7 ^e Congrès, « Justice et technocratie » (élections au conseil syndical, modification des statuts).	
		1974 (22-24 novembre)
256J/8	8 ^e Congrès, « La crise, le juge et les libertés ».	
		1975 (28-30 novembre)
256J/9	9 ^e Congrès, « Pouvoirs et libertés » (élections au conseil syndical).	
		1976 (26-28 novembre)
256J/10	10 ^e Congrès, « L'enjeu judiciaire » (élections au conseil syndical).	
		1977 (25-27 novembre)
256J/11	11 ^e Congrès, « L'action syndicale dans la justice » (élections au conseil syndical, modification des statuts).	
		1978 (24-26 novembre)
256J/12	12 ^e Congrès.	
		1979 (23-25 novembre)
256J/13	13 ^e Congrès, « L'état d'urgence... Ministre de circonstance... Résistance ».	
		1980
256J/14	14 ^e Congrès, « Justice et changement » (Élection partielle au Conseil syndical).	
		1981 (27-29 novembre)
256J/15	15 ^e Congrès, « Le citoyen au carrefour de ses droits » (élections au conseil syndical).	
		1982 (26-28 novembre)

256J/16	16 ^e Congrès, « Les immigrés, des exclus parmi d'autres » (élections au conseil syndical). 1983 (25-27 novembre)
256J/17	17 ^e Congrès, « Libertés, précarités, modernités » (élections au conseil syndical). 1984 (30 novembre-2 décembre)
256J/18	18 ^e Congrès, « Les prisons : en sortir ». 1985 (22-24 novembre)
256J/19	19 ^e Congrès, « Justice et libéralisme » (élections au conseil syndical, projet de modification des statuts). 1986 (28-30 novembre)
256J/20	20 ^e Congrès, « Travail, Famille, Justice : Un nouvel ordre social » (élections au conseil syndical). 1987 (27-29 novembre)
256J/21	21 ^e Congrès, « Justice et libertés » (élections au conseil syndical). 1988 (25-27 novembre)
256J/22	22 ^e Congrès, « Justice : vous avez dit service public ». 1989 (1 ^{er} -3 décembre)
256J/23-44	Conseil syndical, bureau et comité de rédaction du journal <i>Justice</i>. 1968-1989 Contenu type des dossiers : procès-verbaux (copies et originaux), communiqués, notes préparatoires aux réunions du conseil, motions, déclarations, notes d'information des syndiqués, correspondance.
256J/23	1968
256J/24	1969
256J/25	1970
256J/26	1971
256J/27	1972
256J/28	1973

256J/29	1974
256J/30	1975
256J/31	1976
256J/32	1977
256J/33	1978
256J/34	1979
256J/35	1980
256J/36	1981
256J/37	1982
256J/38	1983
<i>Série incomplète.</i>	
256J/39	1984
256J/40	1985
256J/41	1986
256J/42	1987
256J/43	1988
256J/44	1989

Certaines années sont incomplètes. Pour compléter, voir les archives JOUVE (256J/747-759) et les archives BLOCH (256J/760-769).

256J/45-96

Délégations régionales et sections.

1949, 1968-1997

256J/45-47

Sections de la Chancellerie.

1968-1992

- 256J/45 Réunions : courrier, notes manuscrites, convocation des sections, communiqué et courrier du SM, copies de JO ; communiqué et statuts de l'association professionnelle des magistrats (APM) ; notes de réflexion concernant la carrière des magistrats de l'administration centrale du ministère de la Justice (AMACJ) ; note concernant le tableau d'avancement à l'administration centrale ; copie de l'arrêté créant la commission permanente d'études (CPE) du ministère de la Justice (1968).
1968, 1980-1982
- 256J/46 Réunions : comptes rendus d'activités et de réunions des sections, note du SM au sujet des élections professionnelles.
1973-1974
- 256J /47 Réunions : correspondance et notes manuscrites, comptes rendus de réunions des sections, questionnaire, comptes rendus de réunions du conseil et bureau syndical, courrier, motion, notes d'information, listes des magistrats syndiqués, coupures de presse.
1968-1978,1992
- 256J/48-96 Sections locales (classement par ressort de cour d'appel).**
1949, 1964-1995
Contenu type : notes, correspondance, documentation.
Les tribunaux de grande instance du ressort de la Cour d'appel sont indiqués entre parenthèses.
- 256J/48-82 France métropolitaine.**
1964-1995
- 256J/48 Agen (Agen, Auch, Cahors, Marmande).
1968-1990
- 256J/49 Aix-en-Provence (Aix-en-Provence, Digne-les-Bains, Draguignan, Grasse, Marseille, Nice, Tarascon, Toulon).
1966-1994
- 256J/50 Amiens (Amiens, Beauvais, Compiègne, Laon, Péronne, Senlis, Soissons).
1968-1974

256J/51	Angers (Angers, Laval, Le Mans, Saumur).	1969-1974
256J/52	Bastia (Bastia, Ajaccio).	1968-1991
256J/53	Besançon (Belfort, Besançon, Dole, Lure, Lons-le-Saunier, Montbéliard, Vesoul).	1968-1975
256J/54	Bordeaux (Angoulême, Bergerac, Bordeaux, Périgueux).	1968-1992
256J/55	Bourges (Bourges, Châteauroux, Nevers).	1969-1992
256J/56	Caen (Alençon, Argenton, Avranches, Caen, Cherbourg, Coutances, Lisieux).	1968-1989
256J/57	Chambéry (Albertville, Annecy, Bonneville, Chambéry, Thonon-les-Bains).	1968-1974
256J/58	Colmar (Colmar, Metz, Mulhouse, Saverne, Strasbourg).	1968-1992
256J/59	Dijon (Chalon-sur-saône, Chaumont, Dijon, Mâcon).	1968-1975
256J/60	Douai (Arras, Avesnes-sur-Helpe, Béthune, Boulogne, Cambrai, Douai, Dunkerque, Hazebrouck, Lille, Saint-Omer, Valenciennes).	1968-1992
256J/61	Grenoble (Bourgoin, Gap, Grenoble, Valence, Vienne).	1968-1995
256J/62	Limoges (Brive-la-Gaillarde, Guéret, Limoges, Tulle).	1968-1992

256J/63	Lyon (Belley, Bourg-en-Bresse, Lyon, Montbrison, Saint-Étienne, Villefranche-sur-Saône, Chambéry, Albertville).	1968-1995
256J/64	Montpellier (Béziers, Carcassonne, Montpellier, Narbonne, Perpignan, Rodez).	1968-1995
256J/65	Nancy (Bar-le-Duc, Briey, Épinal, Nancy, Saint-Dié, Verdun).	1964-1975
256J/66	Nîmes (Alès, Avignon, Carpentras, Mende, Nîmes, Privas).	1968-1992
256J/67	Orléans (Blois, Montargis, Orléans, Tours).	1970-1978
256J/68-72	Paris (classement des tribunaux de grande instance du ressort par départements).	1968-1990
256J/68	Paris.	1968-1978
256J/69	Seine-et-Marne (Fontainebleau, Meaux, Melun).	1972-1978
256J/70	Yonne (Auxerre, Sens).	1970-1974
256J/71	Essonne (Corbeil-Essonnes).	1970-1990
256J/72	Seine-Saint-Denis (Bobigny).	1970-1973
256J/73	Pau.	1970-1995
256J/74	Poitiers.	1972-1992

256J/75	Reims (Reims, Troyes).	1970-1983
256J/76	Rennes.	1973-1992
256J/77	Riom (Aurillac, Riom, Vichy).	1970-1974
256J/78	Rouen (Le Havre, Rouen).	1970-1991
256J/79	Toulouse.	1970-1992
256J/80-82	Versailles (classement des tribunaux de grande instance du ressort par départements).	1968-1974
256J/80	Eure-et-Loire (Chartres).	1970-1971
256J/81	Yvelines (Versailles).	1968-1974, 1988
256J/82	Val d'Oise (Pontoise).	1970-1974
256J/83-92	Départements et territoires d'Outre-mer.	1949, 1969-1989
256J/83	Cayenne (Guyane) : correspondance.	1982
256J/84-85	Fort-de-France (Martinique).	1969-1977
256J/84	Affaires Madame Roger ALBERT et Gérard NOUVET : notes, correspondance.	1975

- 256J/85 Activités des sections : notes, correspondance, compte rendu de réunion, coupures de presse.
1969-1977
- 256J/86-87 Nouméa (Nouvelle Calédonie).
1982
- 256J/86 Affaire de l'assassinat de Pierre DECLERQ, secrétaire général de l'Union calédonienne : courrier au ministre de la Justice.
1982
- 256J/87 Congé proportionnel anticipé d'un juge d'instruction à Nouméa : correspondance.
1982
- 256J/88 Papeete (Polynésie française).
1972-1992
- Contient des éléments relatifs à l'affaire Christine PERRIN, vice-présidente du TGI de Papeete, accusée de forfaiture (1992).*
- 256J/89-92 Saint-Denis (La Réunion).
1949, 1971-1982
- 256J/89 Traitement des fonctionnaires: notes, correspondance, documentation.
1949, 1971-1973
- 256J/90 Réunions : comptes rendus, correspondance.
1973-1974
- 256J/91 Cessation de fonction d'un magistrat affecté au TGI de Saint-Denis : notes, correspondance, comptes rendus de réunions, documentation.
1981-1982
- 256J/92 Affaire Charles BENATTAR, directeur de la société « Store soleil » : notes, correspondance, coupures de presse.
1982

256J/93-96

Dossiers de suivi (toutes sections – classement chronologique).

1968-1997

256J/93

Implantation territoriale du SM : listes des cours d'appel, listes nominatives des correspondants, courrier des correspondants.

1968-1971

En 1971, il y avait 11 tribunaux de ressort qui fédéraient des correspondants syndicaux de tribunaux d'instance. Les ressorts étaient les suivants: cour d'appel d'Agen, Bordeaux, Chambéry, Colmar, Douai, Grenoble, Nancy, Orléans, Riom, Toulouse et départements d'Outre-mer. Chaque ressort avait des correspondants juges d'instance dans des TGI d'autres villes. Par exemple, la cour d'appel de Colmar regroupait les correspondants de Strasbourg, Mulhouse, Metz, Sarreguemines, etc. Au cours du développement du SM, apparaissent de nouveaux ressorts fédérateurs.

256J/94

Liste des correspondants syndicaux, sections locales et régionales.

1973

256J/95

Questionnaire aux sections : réponses des sections.

1972

Fiches de 1 à 9. Questions portant sur la liberté syndicale, garantie de carrière, fonctionnement de la commission d'avancement, notation, régime des mutations, recrutement latéral, traitements, défense de fonctionnement des tribunaux et les assemblées générales.

256J/96

Suivi des sections locales et délégations régionales : notes, comptes rendus de réunions, motions, correspondance, documentation.

1968-1997

256J/97-106

Vie et fonctionnement interne.

1970-1989

256J/97

Affichage syndical : notes, correspondance, documentation.

1970-1973

256J/98	Formation syndicale au centre culturel de Goutelas (Loire) : bulletins d'inscription, courrier, listes des participants.	1970-1973
256J/99	Liberté d'expression interne : compte rendu du débat organisé par le « groupe de Melun », note d'analyse philosophique.	1974
256J/100	Débat interne sur l'action syndicale : correspondance, notes, motions, compte rendu de réunion, questionnaire.	1973-1977
256J/101	Affaire MAUREL, juge d'application des peines, membre du SM : correspondance manuscrite.	1973-1975
256J/102	Georges MAMAN, secrétaire général du SM : courrier de démission, notes du SM sur le fonctionnement des juridictions.	1989
256J/103-106	Trésorerie.	1980-1987
256J/103	Cahier de cotisations : liste nominative des adhérents.	1980
256J/104	Abonnement au journal <i>Justice</i> : courrier des abonnés, factures, petit timbre rouge du SM.	1980-1982
256J/105-106	Cahiers de dépenses.	1982-1987
	256J 105	1982-1987
	256J 106	1983-1986

256J/107-108

Contentieux.

1976-1977

256J/107	Affaire Philippe MALAUD (président du Conseil général de Saône-et-Loire), plainte pour diffamation à l'encontre de la
----------	---

Justice : notes, correspondance, déclaration de Philippe Malaud, extraits du registre des délibérations du TGI de Mâcon, coupures de presse.

1976

256J/108 Affaire Jean FOYER (ancien Garde des Sceaux), plainte pour diffamation à l'encontre de la Justice : correspondance, copie d'un projet de mémoire ampliatif de la Cour de cassation.

1977

256J/109-159

Correspondance.

1967-1998

256J/109-134 Collection chronologique principale.

1968-1989

256J/109 Cahier d'enregistrement du courrier.

1977-1978

256J/110- Courrier arrivé et départ.

1968-1989

256J/110 1968

256J/111 1969

256J/112 1970

256J/113 1971

256J/114 1972

256J/115 1973

256J/116 1974

256J/117 1975

256J/118 1976

256J/119 1977

256J/120	1978
256J/121	1979
256J/122	1980
256J/123	1981
256J/124	1982
256J/125	1983
256J/126	1984
256J/127	1985
256J/128	1986
256J/129	1987
256J/130	1988
256J/131	1989 (janvier-mai)
256J/132	1989 (juin-juillet)
256J/133	1989 (août-septembre)
256J/134	1989 (octobre-décembre)

256J/135-138 Autres collections chronologiques fragmentaires.

		1971-1998
256J/135	Courrier départ.	1971-1974
256J/136	Courrier arrivé.	1975-1982
256J/137	Courrier arrivé (27 décembre 1982-28 décembre 1983), courrier départ (6 juillet 1982-19 décembre 1983).	1982-1983

- 256J/138 Pièces isolées : lettres manuscrites au SM. 1975, 1998
- 256J/139-159 Collections thématiques.** 1967-1989
- 256J/139 Relations du SM avec les ministres de la Justice : communiqué, courrier et procès-verbaux concernant les relations du SM avec les gardes des sceaux René PLEVEN (1972-1973), Jean TAITTINGER (1973), Jean LECANUET (1974-1975) ; discours de Jean LECANUET (1974-1976). 1972-1976
- 256J/140-144 Relations avec les organisations politiques. 1974-1996
- 256J/140 Appel à la formation d'une force socialiste : note de contribution du Carrefour « Justice et les libertés », motions des sections du SM protestant contre la participation du SM à l'appel au développement d'une grande force socialiste et les conséquences syndicales qui en découlent, coupures de presse. 1974
- 256J/141 Parti socialiste unifié (PSU) : courrier et bulletin d'information du PSU consacré à la création du SM, *PSU Documentation* (bulletin édité par le service formation du PSU, n°96/97, septembre 1975). 1975
- 256J/142 Mouvement pour le socialisme par la participation (MSP) : courrier du MSP adressé à Pierre LYON-CAEN, secrétaire général du SM au sujet de sa participation au débat du 11 mai 1976 sur le thème « Justice 1976, garantie du citoyen », extrait de presse sur le colloque , trois photographies du représentant du SM prises lors de la rencontre. 1976
Contient 3 photographies noir et blanc, 21,4x29,6 cm.
- 256J/143 Parti communiste français (PCF) : courrier de Georges MARCHAIS, secrétaire général, et de Gaston PLISSONNIER, secrétaire du comité central,

concernant des rencontres SM-PCF autour de la sauvegarde des libertés, l'aide au logement.

1973-1976

256J/144 Parti socialiste (PS) : courrier concernant une consultation du SM sur les institutions et les libertés (1976) ; compte rendu de réunion de la commission justice du PS (1996).

1976, 1996

256J/145-153 Relations avec les organisations syndicales.

1975-1984

256J/145 Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) : courrier du syndicat adressé au SM concernant sa solidarité avec l'action du SM.

1975

256J/146 Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) : courrier adressé au SM.

1975

256J/147 Confédération française démocratique du travail (CFDT) : communiqué commun CFDT-SM, note manuscrite, bulletins d'information concernant un colloque sur la justice (6 mars 1976).

1974-1977

256J/148 Confédération générale du travail (CGT) : courrier de la CGT concernant des rencontres CGT-SM.

1975-1976

256J/149 Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) : courrier de la SACD au sujet d'une représentation « Un juge à la une ».

1977

256J/150 Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-JOCF) : courrier et cartes d'invitation au 50^e anniversaire de la JOC-JOCF.

1978

256J/151 Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN/CFDT) : courrier au sujet des activités syndicales du SGEN et des questions d'intérêt commun avec le SM.

- 1976-1978
- 256J/152 Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA) : courrier, bulletins et lettres d'information sur les questions de la sécurité aérienne, la collision aérienne de Nantes du 5 mai 1973, le budget de l'aviation ; statuts du syndicat.
- 1977-1978
- 256J/153 Syndicat de l'architecture : communiqués du syndicat de l'architecture, décisions du Conseil d'État (section du contentieux), extraits des minutes du secrétariat-greffe du tribunal d'instance de Lille, rapport et avis du Sénat.
- 1981-1984
- 256J/154-157 Relations avec les universités et centres de recherche.
- 1967-1989
- 256J/154 Universités : correspondance manuscrite de la faculté de Nanterre et réponse d'Étienne BLOCH au sujet de sa participation à une conférence débat sur les raisons et les conditions de création du SM (1969) ; correspondance au sujet de l'affaire du professeur Georges ROUHETTE (1970-1971) ; courrier au sujet de l'abonnement à la revue *Justice* du SM (1971) ; coupures de presse (1967-1969) ; périodiques.
- 1967-1973
- 256J/155 Groupe d'études et de recherches éducatives économiques et sociales (GERS) : correspondance.
- 1975-1976
- 256J/156 Institut national d'études démographiques (INEDEMO) : courrier, note d'information, appel, bulletins mensuels d'information.
- 1977-1978
- 256J/157 Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson (CRIV) : rapport scientifique (rapport d'activité) et bulletin d'information n°1.
- 1989
- 256J/158-159 Autres organisations.
- 1971-1989

256J/158 Projets d'actions communes : correspondance d'organisations diverses au sujet de demandes et sollicitations du SM pour des rencontres, contacts ou participations aux actions d'organisations humanitaires, syndicales ou professionnelles, (1971-1977) ; affaire Armand ROHART, ancien maire de Peuplingues (Nord), copie du dossier (1975) ; discours de Jean LECANUET, Garde des Sceaux, à l'occasion de l'inauguration du TGI de Bayonne (1975), compte rendu de l'audience du SM auprès du Garde des Sceaux (1976).

1971-1977

256J/159 Association Droits socialistes de l'homme (DSH) : courrier et brochure de l'association adressés au SM présentant les objectifs et les actions de l'association.

[1989]

256J/160-178

PRINCIPALES ACTIONS REVENDICATIVES.

1969-1987

256J/160 Plates-formes revendicatives : comptes rendus de réunions, programmes et catalogues des revendications, calendrier des actions, tracts, pétition, correspondance, appels et communiqués, affiches, bulletins d'information, coupures de presse.

1972-1978

256J/161 Élections législatives (4 et 11 mars 1973) : questionnaire du SM et de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) aux candidats, note de synthèse, notes, documentation.

1973

256J/162-163 Élections présidentielles.

1969-1981

256J/162 1969 : communiqués de l'UFM et du SM, appel aux candidats, réponses des candidats, correspondance, coupures de presse, communiqués de presse.

1969

L'appel aux candidats est adressé à Gaston DEFFERRE, Louis DUCATEL, Jacques DUCLOS, Alain POHER, Georges POMPIDOU, Michel ROCARD, Alain KRIVINE. Les réponses comprennent une lettre (originale) de Jacques DUCLOS, une réponse du cabinet d'Alain POHER, des copies de la réponse de Georges POMPIDOU et une lettre (originale) de Michel ROCARD. Enfin, la correspondance comprend une lettre de François ROMERIO, premier président de la Cour de sûreté de l'État (CSE).

256J/163

1974 : lettre du SM aux candidats, questionnaire et réponses des partis politiques, notes, correspondance, projets d'articles et notes préparatoires aux éditions du journal *Justice*.

1973-1974

Parmi les réponses figure notamment une lettre originale de François Mitterrand.

256J/164-165

1981.

1980-1981

256J/164

Candidature de COLUCHE : courrier du SM et coupures de presse.

1980

256J/165

Positions des candidats en matière de réforme de la Justice : correspondance avec François MITTERRAND et Valéry GISCARD D'ESTAING.

1981

256J/166-178

Grèves et journées d'action (classement chronologique).

1970-1987

Contenu type des dossiers : programmes des revendications, calendrier des actions, tracts, correspondance, notes, communiqués des sections, communiqués de presse, affiches, appels, bulletins, coupures de presse.

256J/166

Journée d'action nationale sur la crise de la Justice du 10 juin 1970.

1970

256J/167

Journée d'action sur les salaires, le financement des dépenses de fonctionnement des tribunaux, le droit

	syndical, le statut des magistrats et la réforme du conseil supérieur de la magistrature du 13 juin 1972.	1972
256J/168	Grève de fonctionnaires dépendant du ministère de la Justice du 6 décembre 1973.	1973
256J/169	Journée nationale d'information sur la justice des 25-26 avril 1975.	1975
256J/170	Grève de protestation contre des poursuites disciplinaires engagées à l'encontre du substitut Étienne CECCALDI du 10 juin 1976.	1976-1977
256J/171	Journée nationale d'action sur la réforme du statut et le recrutement des magistrats du 21 juin 1979.	1978-1979
256J/172	Action collective de défense des droits et libertés.	1979
256/173	Journées d'action des 23 mars et 21 juin 1979.	1979
256J/174	Grève contre la réforme du statut de la magistrature du 6 novembre 1979.	1979-1980
256J/175	Pétition pour une réforme de la procédure de mutation des magistrats de juin 1981.	1981
256J/176	Manifestation contre la privatisation de la chaîne de télévision TF1 du 14 juin 1986.	1986
256J/177	Journée d'action contre plusieurs projets du gouvernement du 23 octobre 1986.	1986
256J/178	Journée nationale d'action pour l'indépendance de la magistrature du 16 décembre 1987.	

256J/179-725

GRANDS DOMAINES D'INTERVENTION.

1950-2001

256J/179-294

Défense des corps professionnels.

1950-2001

256J/179-258 Magistrats.

1950-2001

256J/179-196 Statut.

1958, 1964-1990

256J/179-183 Action syndicale.

1976-1990

256J/179 Actions collectives : note de la CFDT, projet de décret sur l'ENM, projet de décret sur le statut de la magistrature, note de l'Union syndicale des magistrats (USM), courrier de l'association des magistrats et anciens magistrats de l'administration centrale du ministère de la Justice, appel des organisations syndicales de fonctionnaires, note du SM, allocution de Jean-François BURGELIN, directeur de l'ENM à l'occasion du 20^e anniversaire de l'école.

1976-1979

256J/180 Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature : note et courrier du SM et ministère de la Justice sur le projet de réforme statutaire, amendements déposés par le SM devant le Sénat, rapports parlementaires.

1979-1981

256J/181 Travaux préparatoires à la rédaction d'une note du SM sur le statut de la magistrature, 4 août 1981 : notes manuscrites sur le dossier administratif et personnel du magistrat et les poursuites disciplinaires, note

manuscrite du conseil syndical du 25 juillet 1981, note sur les modalités de gestion des personnels des services de l'administration centrale du ministère de la Justice, note du 4 août 1981 et ses manuscrits ; note et coupure de presse concernant l'indépendance de la magistrature par Salvatore SENESE.

1981-1982

256J/182 Réforme du statut de la magistrature : note du SM sur une rencontre avec la CFDT; notes, communiqués et procès-verbal du conseil syndical sur la réforme du statut et du CSM, notes de l'Union syndicale des magistrats (USM), bulletins d'information de l'USM, bulletin d'information de l'association des auditeurs et anciens auditeurs de justice, bulletins d'information du SM, coupures de presse.

1983

256J/183 Légalité du statut de la magistrature : notes critiques concernant le principe hiérarchique dans la magistrature et les règles de nomination (1986-1989) ; notes du ministère de la Justice, courrier et notes du SM concernant l'illégalité du statut des magistrats, questions écrites à l'Assemblée Nationale, notes manuscrites, comptes rendus parlementaires, comptes rendus des réunions de la CPE, notes sur le CSM, coupures de presse.

1986-1990

256J/184-194 Réformes du statut.

1958, 1964-1990

256J/184-185 Généralités.

1958, 1964-1981

256J/184 Structure hiérarchique du corps de la magistrature : courrier d'un auditeur de justice au sujet d'une brochure intitulée « Le nouveau visage de la magistrature » (1966) ; courrier du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (service du Premier ministre, 1968) ; note de réflexion sur la hiérarchie dans l'administration centrale ; texte d'un projet de loi organique du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature ; coupures de presse sur la crise de la justice.

1958, 1964-1971

- 256J/185 Structure hiérarchique du corps de la magistrature : propositions de modifications relatives au statut de magistrature (28 février 1967) ; essai d'analyse sur le phénomène hiérarchique dans l'administration judiciaire, par J. GENEVEY, paru dans la bulletin de l'association des auditeurs et anciens auditeurs de justice, n° d'avril 1968 ; courrier et note du TGI (Tarascon, Toulouse) concernant la réforme de la carte judiciaire (1968-1969) ; note de la direction des services judiciaire, plate-forme de revendication du SM, procès-verbal du bureau (13 décembre 1974) ; note sur le statut du parquet ; notes et courrier concernant la proposition de loi organique relative au statut de la magistrature présentée par FOYER, Garde des Sceaux.
- 1967-1975
- 256J/186 Notation et traitement des magistrats : circulaires du ministère de la Justice au sujet de la notation annuelle et de la réforme de structure du ministère de la Justice, courrier du SM, requête et mémoire de la section du contentieux du Conseil d'État au sujet des traitements des fonctionnaires en poste à Saint-Denis de la Réunion.
- 1971-1978
- 256J/187 Réforme du statut par voie réglementaire : notes manuscrites, courrier du Syndicat de l'administration centrale du ministère de la Justice CFDT, textes réglementaires relatifs aux concours et au classement dans la hiérarchie judiciaire des magistrats (JO).
- 1980-1981
- 256J/188-190 Statut des magistrats du Parquet.
- 1969, 1981-1982
- 256J/188 Enquête sur le ministère public : questionnaire.
- 1969
- 256J/189 Statut du parquet : procès-verbaux du conseil et bureau syndical, communiqué de presse, notes de réflexions, courrier et contributions des sections, coupures de presse.
- 1981-1982
- 256J/190 Projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes (Sénat) : courrier manuscrit du Syndicat des magistrats de la cour des comptes relatif aux modalités de recrutement et de désignation des magistrats de la cour des comptes ;

copie de l'avant projet de loi relatif au statut des magistrats des chambres régionales des comptes ; copie de l'avant projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales.

1982

256J/191-194 Grade unique dans la magistrature.

1974-1990

256J/191 Instauration d'un grade unique dans la magistrature : notes techniques de budget voté en 1981 concernant les rémunérations principales, échelonnement indiciaire des magistrats et fonctionnaires, note sur les éléments relatifs à l'instauration d'un grade unique dans la magistrature, note sur les obstacles techniques budgétaires au grade unique, note manuscrite.

1981

256J/192 Consultation sur la réforme du statut de la magistrature et du CSM : notes du SM sur la question d'une réforme constitutionnelle du statut et la proposition du grade unique, réponses au questionnaire, notes d'observations sur les résultats partiels et globaux de la consultation sur la réforme du statut de la magistrature et du CSM (1983-1984), notes du ministère de la Justice, notes manuscrites, communiqués, procès-verbal du conseil syndical, note de l'association professionnelle des magistrats (APM), notes d'analyses et critiques du projet de réforme du statut, coupures de presse.

1983-1984

256J/193 Réforme du statut de la magistrature et du Conseil supérieur de la magistrature : notes de la direction des services judiciaires sur la réforme du statut et du CSM, notamment sur la procédure de révision de la constitution et la procédure de vote de la loi organique, les orientations de la réforme ; notes sur les règles en vigueur du corps judiciaire.

1984

256J/194 Régime indemnitaire des magistrats de l'ordre judiciaire : circulaires et notes du ministère de la Justice ; procès-verbaux de la commission permanente d'étude, note de l'association professionnelle des magistrats, notes et courrier sur la position du SM, arrêté sur l'indemnité des magistrats (1979), documents de presse.

1974-1990

256J/195-196 Conférences et colloques.

1964-1982

256J/195 Conférence sur la fonction du magistrat : copies de textes de la conférence « Le magistrat », par M. AYDALOT, tenue le 16 juin 1964 au Centre national d'études judiciaires (CNEJ).

1964-1982

256J/196 Colloque international sur le statut des magistrats, 6 et 7 octobre 1979 à Paris : communiqué, projet de programme, textes des interventions, bulletin d'information.

1979

256J/197-224 Formation.

1965-1996

256J/197-198 Centre national d'études judiciaires (CNEJ).

1965-1973

Le Centre national d'études judiciaires (CNEJ) est créé en 1958. En 1970, il devient l'École Nationale de la Magistrature (ENM).

256J/197-198 Organisation et fonctionnement.

1965-1973

256J/197 Note critique du fonctionnement du CNEJ élaborée par la promotion d'Aguesseau II (note manuscrite et dactylographiée 1967), règlement intérieur du CNEJ (1965), rapport sur le CNEJ (1968), courrier (1968-1969) ; consultation des auditeurs de justice au sujet de la formation du magistrat (sondage janvier 1969), questionnaire du sondage, note et courrier de l'association des auditeurs et anciens auditeurs de justice (1968), note sur le contrôle financier exercé au CNEJ, note sur la décentralisation du CNEJ (1969), notes du groupe de travail syndical sur les réformes institutionnelles du CNEJ (1968-1969) ; notes et études du projet de réforme du CNEJ (1970-1971), extrait et note d'analyse du

discours du Garde des Sceaux lors de sa visite au CNEJ à Bordeaux, coupure de presse (1970) ; communiqué et motion du SM sur le projet de réforme, courrier relatif à la réaction des sections syndicales, notes et pétition du SM en faveur d'une nouvelle modalité de stage parisien (1970) ; note d'application de la loi d'orientation universitaire au CNEJ (1969), projet de note sur la cogestion du CNEJ note sur la pédagogie au CNEJ (1969), note de réflexions sur une réforme de la Justice (1968), note sur le stage parisien (1970), numéro spécial de *Justice* (février 1970).

1965-1971

256J/198 Note sur le CNEJ (février 1968), loi d'orientation du 12 novembre 1968 sur l'enseignement supérieur, note sur la représentation des auditeurs de justice au conseil d'administration de l'école (1968), projets sur les maîtres de conférence au CNEJ et la composition du conseil d'administration de l'école (1969), coupures de presse (1969), compte rendu de la réunion des directeurs de centres de stages tenue à Bordeaux le 17 décembre 1968, résultat du sondage auprès des auditeurs.

1968-1969

256J/199 Enquête sur la formation du magistrat : rapport d'enquête, note sur le centre national d'études judiciaires du 5 février 1968.

1968

256J/200-201 Livre blanc sur la formation des magistrats.

1969-1973

256J/200 Projet de livre blanc : dossier d'élaboration du 1^{er} livre blanc sur le centre national d'études judiciaires(CNEJ) et la formation du magistrat: notes manuscrites et dactylographiées.

1969

256J/201 Rédaction et édition : textes des épreuves de 1969, brochures du livre blanc, courrier du SM au sujet d'une réédition.

1969-1973

256J/202-224 École nationale de la magistrature (ENM).

1970-1996

256J/202-218 Action syndicale (dossiers documentaires – classement chronologique).

1970-1996

256J/202 Notes du SM sur le classement et la notation à l'ENM , comptes rendus de réunions et assemblée générale des auditeurs syndiqués, convocations aux réunions, procès-verbaux des réunions du bureau syndical, note d'information sur la situation matérielle des auditeurs de justice, enquête sur un stage de province, note de l'UFM au sujet d'une formation aux tâches pratiques des tribunaux d'instances (1970), fiches de répartition des postes, coupures de presse.

1970-1971

256J/203 Décret du 4 mai 1972 relatif à la participation des auditeurs de justice au fonctionnement de l'ENM, courrier et invitation au congrès syndical des auditeurs de justice ; correspondance, procès-verbal de réunion et statuts de l'Association pour le logement des auditeurs de justice ; procès-verbaux de réunion du bureau syndical, notes du SM sur le projet de règlement intérieur de l'ENM, note de réflexion sur l'école de Bordeaux.

1972

256J/204 Promotion 1972 : notes d'information, comptes rendus de réunions du conseil d'administration et de la commission pédagogique, procès-verbaux des sections auditeurs de justice et bureau syndical, correspondance, note de réflexions sur la période bordelaise, procès-verbaux de réunions des délégués de promotion, effectifs des auditeurs, notes sur le recrutement, notes sur les libertés syndicales, notes d'information sur la notation, classement, stage et logement des ADJ, réunions inter-promotion, coupures de presse.

1971-1973

256J/205 Comptes rendus de réunions du conseil d'administration, note sur les organisations professionnelles et syndicales, notes d'information du SM et de l'ENM sur le fonctionnement de l'ENM ; courrier, communiqué, notes, lettres du SM sur les affectations, notation et classement des auditeurs de justice, programme syndical, coupures de presse.

1973-1974

- 256J/206 Réduction de la durée de formation des élèves : pétition, courrier de protestation des sections syndicales contre cette réforme, communiqué de presse, listes des signatures, fiches techniques du SM.
1973-1974
- 256J/207 Réduction de la durée de formation des élèves, stage « sauvage » d'élèves magistrats : comptes rendus de réunions, notes d'information du SM au sujet d'un stage dit « sauvage » organisé à Paris par des auditeurs de justice en réaction à la réduction du temps de leur formation, notes manuscrites, brochure sur la lecture publique à Bagnolet, brochure du centre culturel communal de Bagnolet.
1973-1974
- 256J/208 Réduction de la durée de formation des élèves : programme syndical et notes d'information au sujet des élections au conseil d'administration de l'ENM (1973-1974), notes d'information de la commission de la formation du magistrat du SM ; programme, motion, courrier et compte rendu de réunion du SM au sujet du stage parisien dit « stage sauvage » ; courrier de la commission de répartition amiable des postes ; courrier, motion et communiqué de presse de protestation contre la réduction de la durée de formation des magistrats.
1974
- 256J/209 Appels du SM à des journées d'action pour l'emploi dans la magistrature , procès-verbaux de réunions de section du SM, correspondance, déclaration de candidature de la liste syndicale, compte rendu de l'Intersyndicale des grandes écoles de la fonction publique, lettre des auditeurs de justice.
1976
- 256J/210 Formation spécialisée : compte rendu du délégué SM au conseil d'administration de l'ENM (1975). Stage au barreau des auditeurs de justice : correspondance (1975-1977), stagiaires auditeurs de justice africains : courrier, note (1975).
1975-1977
- 256J/211 Procès-verbal du bureau du SM, note sur les femmes magistrats, note sur le recrutement des magistrats, note de protestation d'auditeurs syndiqués à la suite des déclarations de M.

DONTENWILLE, directeur des services judiciaires,
courrier.

1977

256J/212 Scolarité des ADJ à Bordeaux : notes du SM, *Justice* n°62-63, juillet 1978, compte rendu de réunion du bureau, pétition ; décision du Conseil d'État au sujet de frais de déménagement d'un ADJ.

1978

256J/213 Recrutement des magistrats : lettre du SM adressée au Garde des Sceaux au sujet de la politique de recrutement des magistrats, motion du SM/USM sur la limitation du nombre des postes offerts au concours 1979, lettre de création de l'association des candidats à l'ENM, note de l'association à l'intention des élèves des institutions d'études judiciaires, note retraçant l'historique de l'ENM et son fonctionnement.

1979

256J/214 Procès-verbaux du bureau du SM, notes, compte rendu de la formation permanente pour 1978 et programme pour l'année 1979, *Justice* n°67-68 1979, courrier du SM au président de la République à l'occasion de sa visite à l'ENM, allocution de Valéry GISCARD D'ESTAING à l'ENM.

1979

256J/215 Note et appel de protestation du SM concernant l'arrêté du Garde des Sceaux en date du 9 mars 1979 limitant le nombre des postes offerts au concours d'entrée à l'ENM, coupure de presse.

1979

256J/216 Flash syndical, bulletins d'information du SM, *la Gazette des auditeurs*, premier numéro de mars 1980, tract pour le congrès des auditeurs promotions 1979-1980, courrier du directeur de l'ENM à un auditeur de justice sur l'obligation de réserve, rapport du XII^e congrès du SM, coupure de presse.

1980

256J/217 Procès-verbal du conseil syndical du SM, rapport sur la notation et le classement des auditeurs de justice, courrier adressé au directeur de l'ENM et au Garde de Sceaux au sujet des recrutements, *Justice* n°85 mai-juin 1981, rapport sur le déroulement des épreuves des concours

exceptionnels d'accès à la magistrature, textes de loi (JO) sur l'organisation judiciaire, programme pédagogique.

1981-1982

256J/218 Formation initiale des auditeurs de justice : courrier, notes et communiqué du SM (1970-1989) ; correspondance, motions et communiqués des sections, notes, correspondances d'organisations syndicales concernant le stage parisien dit « stage sauvage » de la promotion 1973 (1974) ; courrier de l'ENM, liste des postes offerts aux auditeurs de justice et liste nominative d'attribution des postes (1983) ; notes du ministère de la Justice (1971, 1996) ; accord ministériel sur la formation continue (brochure 1994) ; note et courrier de l'ENM, compte rendu de la commission pédagogique du conseil d'administration de l'ENM de Bordeaux (1995) ; bulletins d'information (1973-1974) ; coupures de presse (1979-1983).

1970-1996

La commission « formation permanente » a été créée à la suite du congrès syndical de 1970.

La formation continue est créée le 29 décembre 1982. Elle regroupe les anciennes formations permanente et spécialisée. Elle concerne tous les magistrats en exercice.

256J/219-224 Réflexions sur la pédagogie (dossiers documentaires – classement chronologique).

1969-1991

256J/219 Plan pédagogique des études 1973, compte rendu de réunion de la commission pédagogique du 24 septembre 1973, intervention du SM aux assises du SNESUP (1974), notes de réflexion des sections sur la crise d'effectifs de la magistrature (section de Lille) ; comptes rendus de réunion du bureau syndical, courrier, notes d'information et coupures de presse au sujet de la lutte du SM contre la réduction de la scolarité des auditeurs de justice ; courrier du SM et réponse de François MITTERRAND au sujet d'une motion contre le projet gouvernemental de démantèlement de la pédagogie à l'ENM ; compte rendu de réunion de la section syndicale de l'ENM et courrier de l'association pour le logement des auditeurs de justice.

1973-1974

256J/220 Recrutement, notation et formation du magistrat: notes de réflexions, décret sur la durée de

formation, notes d'information des organisations syndicales, courrier de sections syndicales, courrier du ministère de la Justice, communiqués, programme pédagogique de la promotion 1983, grille de notation, bulletin *Justice*.

1979-1983

256J/221 Projet de loi sur l'enseignement supérieur dit projet SAVARY (Alain SAVARY ministre de l'Éducation nationale) : rapport parlementaire sur le projet de loi, communiqué du SM, coupures de presse.

1982-1983

256J/222 Programme pédagogique des auditeurs de justice promotion 1985 : rapport du programme (1984) notes du SM, courrier de l'ENM, notes ministérielles au sujet du concours de formation continue.

1984-1985

256J/223 Réflexions syndicales sur l'ENM en matière de pédagogie, recrutement, notation, classement, redoublement, exclusion, formation initiale et continue: extraits de la revue *Justice*; notes et bilans du SM, procès-verbaux de la commission permanente d'études judiciaires, circulaires du ministère de la Justice et documents de conseils administratifs de l'ENM, notes de sections syndicales, rapport du SM sur la formation, notes de l'ENM, presse et discours officiels, projets et programmes pédagogiques, revues de l'ENM sur le recrutement et la formation continue des magistrats, textes relatifs au statut de la magistrature.

1969-1991

256J/224 Commission de la doctrine : compte rendu d'une réunion de magistrats sur l'état de la justice (15 novembre 1969) ; note sur la réforme de la justice (décembre 1968) ; note du SM sur les travaux de la commission, rapport de la commission pour le IV^e congrès (juillet 1970) ; article du *Monde* sur l'état de la justice française par Maurice SIMON, président du SM (15 octobre 1969) ; correspondance au sujet d'une thèse sur l'autorité judiciaire réalisée par Philippe COMTE.

1968-1970

256J/225-242 Recrutement, nominations et avancement.

1961-1998

256J/225-226 Généralités.

1974-1979

256J/225 Difficultés de recrutement et formation : lettres du SM au Garde des Sceaux concernant la répression syndicale, le droit de grève et les difficultés liées à la formation et au recrutement des magistrats, bulletin *Justice 77*, note manuscrite.

1974-1979

256J/226 Politique de recrutement du corps judiciaire : note relative à la politique de recrutement du corps judiciaire, tableaux des simulations, appel et motion du SM, rapport de l'université de Paris VIII, article sur la mission de l'université de Paris VIII, courrier.

1977-1979

256J/227-232 Réforme des procédures.

1971-1991

256J/227 Désignation et notation des juges d'instruction : note consultative des juges d'instruction syndiqués de Lyon, compte rendu de réunion des juges d'instruction de Lyon.

1971

256J/228 Réforme des procédures de nomination et mutation des magistrats : notes et courrier du ministère de la Justice et du SM, compte rendu de l'échange de vues au sein du Conseil supérieur de la magistrature.

1981

256J/229 Concours exceptionnels, recrutement et notation des magistrats : notes du SM, communiqué commun de l'USM-SM, correspondance SM-Garde des Sceaux, notes relatives au projet de modification du statut présenté par le SM, projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (1979), notes de réflexion et correspondance des syndicats ; bulletin d'information de l'USM, n°294 de novembre-décembre.1981, rapports parlementaires, extrait de revue juridique.

1979-1982

256J/230 Recrutement des magistrats : courrier, procès-verbal de la commission permanente d'études et projet de décret relatif au recrutement de magistrats ; copies

d'amendements ; notes d'analyses et contestation de la politique de recrutement par une multiplicité de voies de recrutement parallèle et après sélection hiérarchique sur la formation et le recrutement des magistrats.

1980-1982

256J/231 Réforme du statut de la magistrature : note et coupures de presse sur le recrutement extérieur des magistrats, courrier du SM sur la réforme, rapport, note manuscrite, projet de décret, note d'analyse du SM, circulaire du ministère de la Justice relative au projet de réforme des assemblées générales de la cour d'appel et des tribunaux de grande instance et d'instance, procès-verbal de la commission permanente d'études (CPE) du 19 novembre 1982, tableaux de carrière des magistrats, note d'information de la direction des services judiciaires.

1982-1983

256J/232 Recrutement latéral, intégration et nomination de magistrat : notes de la direction des services judiciaires (DSJ), notes manuscrites, avant-projet de loi organique relative aux fonctions judiciaires et magistrats de l'ordre judiciaire, courrier, liste d'aptitude, circulaires et notes de la DSJ au sujet du régime indemnitaire des magistrats ; notes diverses concernant: le grade unique, histoire et sociologie judiciaire aux 18^e et 19^e siècles, fiche de notation, statut de la magistrature ; dossier de presse, coupures de presse.

1984-1991

256J/233 Élections des membres du collège des magistrats membres : notes et projets de textes de loi organique instituant un collège de magistrat des cours et tribunaux du ministère de la Justice (1970); procès-verbaux des opérations de désignation du collège des magistrats du 1^{er} et 2^e tours de scrutin, liste alphabétique des adhérents, courrier et notes au sujet des résultats du scrutin (1971) ; listes des candidatures, déclarations de candidatures, communiqués du SM et UFM, procès-verbaux du bureau syndical du SM, bulletin *Justice 71*, coupures de presse (1970-1971) ; communiqués du SM pour les élections de 1974, résultats du premier tour, circulaire du ministère de la Justice, lettre de réception d'une candidature (1974).

1970-1971, 1974

256J/234-238 Commission d'avancement.

1979-1998

- 256J/234 Liste nominative des promotions sorties du CNEJ ou de l'ENM entre août 1961 et janvier 1982.
1982
- 256J/235 Commission d'avancement : circulaires et notes du ministère de la Justice concernant la liste d'aptitude pour 1984 et la notation annuelle, note manuscrite, notes sur les pratiques antérieures concernant le tableau d'avancement, tableaux comparatifs, évolution du nombre des emplois, listes des intégrations , listes des postes offerts de la promotion 1982-A, liste d'aptitude 1984 et répartition par ressorts de cours d'appel, copies de textes de lois.
1982-1983
- 256J/236 Commission d'avancement : circulaire, note, liste des candidats, notes manuscrites, tableaux d'avancement et listes d'aptitudes et sélection, calendrier des réunions, projet de répartition des dossiers entre les rapporteurs, liste de radiation, fiches de notation, correspondance manuscrite, fiches d'observations des chefs du tribunal, notice de présentation.
1979-1984
- 256J/237 Commission d'avancement : demandes manuscrites d'intégration dans la magistrature, notes manuscrites sur la commission d'avancement, notes sur le tableau d'avancement de 1988.
1988
- 256J/238 Commission d'avancement : note sur les projets de loi relatifs à l'organisation judiciaire et au statut de la magistrature, déposés au Sénat le 19 mai 1970 ; notes et communiqués du SM ; courrier, note et circulaire du ministère de la Justice concernant la nomination des magistrats, listes nominative de candidatures ; procès-verbal de réunion du comité technique paritaire ministériel (CTPM) ; projet de loi constitutionnelle relatif au Conseil supérieur de la magistrature (1998) ; procès-verbal des opérations d'élection des magistrats à la commission d'avancement ; correspondance d'un magistrat au sujet de sa situation professionnelle.
1970-1998
- 256J/239 Recrutement à l'administration centrale : sélection de 1984 ; listes nominatives des promotions 1966 à 1984, note de présentation de l'association des magistrats et anciens magistrats de l'administration centrale du ministère de la Justice (AMACJ).
1976-1984

256J/240 Nomination de magistrats : courrier, articles de presse, notes, lettres manuscrites, fiches de notations.
1981

256J/241-242 Recrutement latéral des magistrats.
1961-1980

256J/241 Recrutement latéral des magistrats : correspondance, notes du SM, motions, liste nominative des candidatures au recrutement parallèle, procès-verbaux de réunions du SM, projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [loi Marcel MOLLE (1971) et loi FOYER (1974-1975)] relatives à l'élargissement du recrutement par intégration ensuite par voie de nomination directe), notes manuscrites et courrier concernant la nomination d'anciens avoués en tant que conseillers à la cour, correspondance du ministère de la Justice, tracts et notes de contestation du SM, coupures de presse, propositions de loi MOLLE (1971).
1968-1975

256J/242 Recrutement latéral des magistrats : lettre d'un magistrat adressé au SM au sujet du recrutement des magistrats, copies de textes officiels et articles de presse sur les conditions générales d'accès à la magistrature.
1961-1980

256J/243-249 Organisations représentatives.
1950-2001

256J/243-245 Union fédérale des magistrats (UFM) puis Union syndicale des magistrats (USM).
1950-2001

En 1974 l'UFM décide de se transformer en Syndicat. Elle devient USM en 1975.

256J/243 Union fédérale des magistrats (UFM) puis Union syndicale des magistrats (USM) : compte rendu de réunion du comité national de l'UFM portant sur la transformation de l'UFM en syndicat et la fusion de l'Association de la magistrature avec l'UFM, notes et courrier (1968) ; correspondance et comptes rendus du bureau du SM au sujet de l'édition de l'annuaire de la magistrature (1969-1974) ; notes, courrier et procès-verbal du bureau du SM relatifs aux relations entre le

- SM et l'UFM, puis la transformation de l' UFM en USM (1969-1977) ; IV^e Congrès mondial des magistrats du 13-15 octobre 1972 (rapports, note et courrier) ; 27^e Congrès de l'UFM du 25-28 mai 1973 (rapports et courrier) ; coupures de presse (1968-1971).
1968-1977
- 256J/244 Union fédérale des magistrats (UFM) puis Union syndicale des magistrats (USM) : courrier, circulaires d'informations, projet de création de l'ENM (1956), rapports de congrès, coupures de presse.
1950-1993
- 256J/245 Union syndicale des magistrats (USM) : communiqué de presse au sujet de la réforme du statut de la magistrature (1982), note sur une enquête de l'USM portant sur la magistrature, courrier et invitation adressés au SM concernant les congrès annuels de l'USM (1991-1992), courrier d'échange d'information (1995), tract sur la sécurité (2001), appel aux politiques (2001), coupure de presse.
1982-2001
- 256J/246 Association nationale des juges de l'application des peines (ANJAP) : correspondance avec le SM.
1981-1991
- 256J/247 Syndicat de la juridiction administrative : rapport du premier congrès du syndicat, 1-2 décembre 1973 au sujet de la juridiction administrative et la protection du citoyen, par M. VARAINE aux noms des conseillers du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.
1973-1973
- 256J/248-249 Association professionnelle des magistrats (APM).
1981-1995
- 256J/248 Association professionnelle des magistrats (APM) : comptes rendus d'assemblées générales (1983-1984), dépêches, motion et communiqué, *La revue de l'APM*, coupures de presse.
1982-1984
- 256J/249 Association professionnelle des magistrats (APM) : notes et courrier ; *La nouvelle revue de l'APM* (1982-1989), coupures de presse.
1981-1995

256J/250-258

Affaires individuelles.

1963-1989

256J/250 Affaire Madia BROUSSAIS, poursuites disciplinaires à l'encontre d'un magistrat : courrier et décision de jugement de la Cour d'appel de Paris.

1976

256J/251 Affaire Claude JOLY, juge d'instance au tribunal de Douai (procédure disciplinaire) : fiches de notation analytique, décisions judiciaires, courrier des tribunaux de Saint-Omer, Douai et Paris ; livret d'auditeur de justice, copie de diplôme ; copies de recouvrement de créances, courrier du SM, inventaire des pièces du dossiers, rapports.

1975-1977

Les documents sont des copies. Article contenant des données personnelles nominatives.

256J/252 Grève de protestation contre la révocation du juge Jacques BIDAOU, 12 février 1981.

1981

256J/253 Affaire Benjamin BRESCIANI, substitut à Troyes et membre du SM : fiches de notation, demande de mutation, notation analytique, notes manuscrites, notice annuelle (1963), notes sur la situation de M. BRESCIANI.

1963-1983

256J/254 Affaires Oswaldo BAUDOT, substitut à Marseille et Bernard PALANQUE, juge d'instruction. — Nomination et inscription au tableau d'avancement de magistrats : courrier et notes manuscrites concernant l'inscription sur la liste d'aptitude des deux magistrats ; listes d'aptitude et tableaux d'avancement ; articles parus dans la revue *Justice* concernant la commission d'avancement (1974-1981) ; copies de textes en italien concernant la nomination des magistrats.

1974-1983

256J/255 Mesures disciplinaires à l'encontre de magistrats : notes de l'association des magistrats et anciens magistrats du ministère de la Justice (AMACJ), de la section de la Chancellerie du SM et de l'Union syndicale des

magistrats, concernant une sanction disciplinaire par mutation de quatre magistrats appartenant à la sous-direction de la législation criminelle, coupures de presse.

1980-1983

256J/256 Affaires GUEMANN et BIDALOU. — Nomination et inscription au tableau d'avancement des magistrats : décision du Conseil d'État, section contentieux, annulant la nomination de Monique GUEMANN, procureur de la République près du TGI de Nîmes (copies en 2 ex. 1987), recours du Syndicat de la Magistrature auprès du Conseil d'État contre le décret du 6 mars 1987 portant la nomination de plusieurs magistrats (copies en 2 ex.), lettre de M^{me} Guemann au Garde des Sceaux (1987), note sur les effets d'annulation par le Conseil d'État de la nomination d'un magistrat, copie d'une décision de la commission de discipline du parquet concernant la poursuite disciplinaire à l'encontre de Jacques BIDALOU, substitut du procureur de la République près du TGI de Pontoise (1987), note sur la régularisation des situations apparaissant illégales, note sur les principes de l'avancement dans la magistrature, note du SM sur les nominations de magistrats (1983), arrêt de la Cour de cassation (copie. 25 janvier 1983) ; copie d'un bulletin d'information (1981), copie d'une question écrite concernant l'affaire Guemann, compte rendu intégral d'une séance du Sénat (1987), rapport parlementaire au sujet des magistrats nommés à des fonctions de premier grade.

1981-1987

256J/257 Affaires ADAM et BOUNAN : courrier du SM concernant la décharge syndicale de Lionel BOUNAN, substitut du procureur près du TGI de Melun, élu membre du Conseil syndical et Robert ADAM, JAP au TGI d'Amien, élu au Conseil syndical.

1988

256J/258 Actions syndicales : courrier du TGI de Bastia concernant une candidature aux fonctions de membre de la commission disciplinaire ; courrier d'un magistrat de Bordeaux au sujet de son congé parental ; courrier du SM adressé au *Figaro* concernant la politique de nomination des magistrats « hors hiérarchie » du parquet ; courrier, tracts et bulletins d'information divers.

1989

261J/259-281	Autres professions judiciaires ou parajudiciaires.	1968-1997
256J/259-260	Greffiers.	1968-1982
256J/259	Action syndicale, grèves des greffiers : communiqués des syndicats, circulaires du ministère de la Justice.	1968-1976
256J/260	École nationale d'application des secrétariats-greffes : arrêté portant sur la création de l'école des greffes (29 avril 1974), règlement intérieur de l'école, brochures d'informations sur l'école des greffes (1976-1978), notes et fiches sur l'école pour la rentrée 1981, liste des enseignements donnés aux greffiers en chef et aux secrétaires-greffiers, plan type de travail quotidien des stagiaires, guide des stagiaires (1978), guide des stages pratiques en juridictions (1980), notice sur l'organisation des services administratifs de l'école des greffes (1981), procès-verbaux de la commission permanente d'étude (1981-1982).	1976-1982
256J/261-278	Auxiliaires de Justice (avocats, huissiers, notaires).	1968-1989, 1997
256J/261-265	Réformes.	1968-1971, 1988-1989
256J/261-265	Unification des professions d'avocat et d'avoué (loi du 31 décembre 1971).	1968-1971
256J/261	Fusion des professions d'avocats et d'avoués : notes du SM et du président de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, coupures de presse.	1969
256J/262	Réorganisation des professions judiciaires et juridiques en une seule profession unique : projet de	

décret ; travaux des études effectuées par la Fédération des avoués de France ; lettre d'Étienne BLOCH, vice-président du SM et J. DE MORTILLET, juge d'instruction ; notes manuscrites ; correspondance avec les groupements de professions judiciaires ; éléments statistiques de la profession judiciaire ; lettre des anciens bâtonniers ; procès-verbal de la commission d'études des professions judiciaires ; comptes rendus des travaux des groupes chargés d'étudier les problèmes posés par l'indemnisation des avoués, l'intégration des sociétés fiduciaires, les conventions et accords collectifs de travail, retraite et prévoyance ; textes réglementaires ; études du ministère de la Justice sur l'institution d'une profession unique ; questionnaire de la conférence des avocats à la cour de Paris, note de synthèse du SM, notes manuscrites, article de presse.

1968-1971

256J/263 Réforme des professions juridiques et judiciaires : notes manuscrites, note dactylographiée et coupures de presse sur la profession judiciaire unique.

1968-1971

256J/264 Rapport parlementaire concernant l'unification de certaines professions judiciaires.

1971

256J/265 Conditions d'exercice des professions libérales à statut législatif ou réglementaire (loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990) : courrier syndical (SM-CGT) au sujet d'un avant-projet de loi relatif à la consultation et à la rédaction d'actes juridiques (1988-1989) ; avant-projet de loi relatif à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé , note sur l'activité d'avocat-conseil juridique, rapport et annexe concernant la mission d'étude sur l'Europe et les professions du droit (juin 1989).

1988-1989

256J/266-267 Liberté professionnelle de l'avocat.

1974-1979

256J/266 Affaire Michel PALIARD, avocat à la cour d'appel d'Aix-en-Provence : courrier (lettre manuscrite) du TGI d'Aix-

en-Provence concernant la lecture d'une motion de grève sans autorisation préalable.

1976

256J/267 Atteinte au libre exercice de la profession d'avocat : correspondance, copie de réquisitoire.

1974-1979

256J/268-270 Droit à la défense.

1968-1997

256J/268 Désignation d'un avocat d'office : copie de correspondance de l'ordre des avocats du barreau et du TGI de Chartres.

1977

256J/269 Principe du droit à la défense : correspondance, notes de réflexion du SM sur la défense devant le juge des enfants, motions unitaires en soutien à la lutte des mineurs.

1978-1981

256J/270 Assistance judiciaire : notes du ministère de la Justice sur la réforme de l'assistance judiciaire (1968) ; notes et comptes rendus de réunions du bureau et du conseil syndical du SM concernant le projet de loi sur l'aide judiciaire, coupures de presse, 1971-1973 ; procès-verbal de réunion de la sous-commission n°1 du ministère de la Justice au sujet de l'aide judiciaire, texte du projet de loi instituant l'aide judiciaire, 1982 ; note du SM sur la suppression des avoués et texte de loi 1991 ; note sur la création du conseil départemental d'aide juridique du Nord (1997).

1968-1997

256J/271-272 Coût de la justice

1971-[1977], 1997

256J/271 Frais de justice en matière pénale : notes d'études et rapport sur la justice et l'argent, texte d'un avant-projet de loi « instituant la protection des usagers du droit, portant création et organisation de la nouvelle profession d'avocat, suppression de la vénalité des charges d'avoués près les tribunaux de grande instance [...] » (1971), circulaire du ministère de la Justice relative à la procédure juridique et au recouvrement des frais d'aide judiciaire (1997).

1971, 1997

256J/272 Le coût de la justice : notes du SM concernant les frais de procès, note du SAF sur la fonction de Défense et l'aide juridique.

1974-[1977]

256J/273-278 Organisations représentatives.

1969-1984

256J/273 Collectif travail justice (CTJ) : textes de réflexion du colloque Justice des mineurs, circulaires, notes, petite affiche.

1975-1976

256J/274-275 Groupements professionnels d'avocats.

1969-1984

256J/274 Syndicat des avocats de France (SAF) : courrier, rapport de congrès, déclaration du SM, bulletins d'information, coupures de presse.

1975-1976

256J/275 Groupements professionnels d'avocats : correspondance du SM et organisations professionnels d'avocats (Association nationale des avocats de France, Association internationale des jeunes avocats, Union des jeunes avocats, Union nationale des avocats Justice pénale nouvelle (JPN), Rassemblement des nouveaux avocats de France, Fédération nationale des unions de jeunes avocats, Syndicat des avocats de France, Organisation syndicale des avocats), comptes rendus de congrès, comptes rendus de réunions, discours de Jean LECANUET, Garde des Sceaux à la conférence des batonniers, bulletins d'information, notes.

1969-1984

256J/276 Mouvement d'action judiciaire (MAJ) : comptes rendus, bulletins d'information.

1974-1976

256J/277 Réseau défense libre : déclarations du secrétaire général du centre de recherche et de formation juridique (CRFJ) au sujet de la fonction de la défense.

1980

256J/278 La boutique du droit : notes ; articles d'informations sur les permanences juridiques ; statuts du groupe d'information juridique d'Alsace ; note de présentation du groupe multiprofessionnel de défense juridique et sociale ; rapport sur les états généraux de la justice quotidienne à Paris ; notes d'associations d'informations juridiques ; notes sur l'aide juridique ; courrier, coupures de presse.

1977

256J/279-281 Personnel non judiciaire du ministère de la Justice.

1973-1987

256J/279-280 Personnels de l'éducation surveillée.

1973-1987

256J/279 Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES) : courrier et bulletins d'information au sujet du XXV^e Congrès national du syndicat.

1973

256J/280 Affaire Yves DOUCHIN : lettre du SM au sujet de la révocation d'Yves DOUCHIN, délégué régional de l'éducation surveillée pour l'Île-de-France, pétition du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES/FEN), texte de l'entretien de la révocation de DOUCHIN, copie d'un télégramme du député de la Seine Saint-Denis, coupures de presse.

1987

256J/281 Agents temporaires. — Statut des vacataires dans la magistrature : courrier du Garde des Sceaux, Alain PEYREFITTE, communiqué du SM, communiqué de presse, notes manuscrites au sujet des agents temporaires recrutés dans le cadre du pacte national pour l'emploi.

1978

256J/282-294 Action interprofessionnelle.

1967-1989

256J/282-285 Agents des services de police.

1970-1980

256J/282-284 Actions collectives.

1971-1980

256J/282 Police judiciaire : correspondance de syndicats de la police avec le SM (Fédération de la police nationale, Syndicat des commissaires de police) au sujet de rencontre et d'action commune.

1971-1972

256J/283 Affaire Jean-Louis BRETON, inspecteur de police et secrétaire du Syndicat CFDT de la police parisienne (révocation) : circulaires syndicales, circulaires et note manuscrite du SM au sujet de la révocation de Jean-Louis BRETON, courrier et coupures de presse.

1973-1974

256J/284 Atteinte aux libertés syndicales : communiqué commun du comité d'action (Fédération autonome des syndicats de police et Syndicat national autonome des policiers en civil), tracts et courrier.

1980

256J/285 Chambre syndicale nationale professionnelle de la police privée : courrier et compte rendu du congrès de la Chambre syndicale de la police privée.

1970

256J/286-294 Autres corps de la Fonction publique.

1967-1989

256J/286 École nationale de l'administration (ENA) : rapport de la commission d'étude des problèmes de l'ENA (avril 1969), rapport de présentation de l'ENA réalisé par l'association des anciens élèves de l'école nationale d'administration (décembre 1968), texte officiel sur l'ENA (1971), note du ministère de l'Économie et des Finances sur la réforme de l'école nationale des impôts (1972), coupures de presse sur l'ENA (1967-1972), *Revue mensuelle des anciens élèves de l'École nationale de l'administration* (n° spécial, octobre 1989).

1967-1972, 1989

256J/287 Fonctionnaires non judiciaires : correspondance et motion des Syndicat national des inspecteurs du travail, Syndicat national unifié des impôts, Syndicat national

des personnels d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire et SM.

1970-1973

256J/288 Révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de personnels civils de l'État : correspondance du SM avec le ministère de la Justice.

1977

256J/289 Syndicalisation des femmes fonctionnaires : courrier concernant la formation des magistrats et la syndicalisation des femmes fonctionnaires, questionnaire aux fédérations de fonctionnaires (1973) ; comptes rendus de réunions du groupe de femmes du SM (1979).

1973, 1979

256J/290 Fonction publique : courrier du parti socialiste concernant une journée d'étude sur la fonction publique, note du PS sur les perspectives pour la fonction publique, notes manuscrites, procès-verbaux de réunions du bureau, texte d'une réplique de la section du contentieux du Conseil d'État ; périodiques du Syndicat national unifié des impôts, Fédération socialiste du Calvados, Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés (CFDT) ; coupures de presse, rapport et avis parlementaires sur le projet de loi de finances pour 1980.

1978-1981

256J/291 Décentralisation et déconcentration : notes sur la commission des maires, la commission Hubert DUBEDOUT, la décentralisation et déconcentration ; note du SM sur la gestion décentralisée des tribunaux ; notes sur la démocratie, le pouvoir, le socialisme et le marxisme, rapport du Sénat sur la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État (1982).

1978-1982

256J/292 Reconstitution de carrière : courrier du ministre délégué de la fonction publique au sujet de la reconstitution de carrière de fonctionnaires.

1982

256J/293-294 Affaires individuelles.

1976-1977

256J/293 Affaire Jacques PAPINSKI : lettres manuscrites, communiqués du comité de soutien à Jacques PAPINSKI gréviste de la faim, courrier du SM.

1976

Jacques PAPINSKI, instituteur, révoqué de l'éducation nationale et poursuivi en justice.

256J/294 Affaire Philippe DE REILHAN, inspecteur du trésor : courrier du Syndicat national du trésor CGT, communiqués de presse du comité national de défense de Philippe DE REILHAN, pétition.

1977

Philippe DE REILHAN est menacé d'un déplacement d'office pour avoir manifesté son opinion lors d'une élection municipale.

256J/295-339

Organisation et fonctionnement de la Justice.

1960-1998

256J/295-326 Ministère de la Justice.

1960-1996

256J/295 Réforme de l'administration centrale du ministère de la Justice : statut des magistrats de l'administration centrale du ministère de la Justice (1960), notes sur la situation des magistrats et anciens magistrats de l'administration central (MACJ) (1967), courrier de l'association des MACJ (1969) ; notes et comptes rendus du SM sur la réforme du statut des magistrats de la Chancellerie (1968-1971) ; correspondance et note au sujet de la constitution d'une commission consultative au sein du Conseil de l'administration, projet d'arrêté instituant la commission consultative, lettre manuscrite portant sur la justice du prud'homme, note du ministère de la Justice sur la politique judiciaire (1973) ; texte d'une intervention du SM au *Quotidien de Paris* (8 juillet 1974) ; notes du SM sur sa position concernant la réforme de l'administration de la justice ; communiqué du Comité national de liaison justice (CNLJ), communiqué du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée sur le projet de réforme, extrait

de la revue *Justice* (1974) ; note sur des renseignements pratiques pour l'élection des magistrats à la commission de réforme, courrier et comptes rendus du bureau du SM sur la réforme (1974-1975), coupures de presse.

1960-1975

256J/296-308 Budget du ministère (travaux du Comité national de liaison « Justice » - CNLJ).

1969-1979, 1986

Création du CNLJ en mars 1970 par des organisations professionnelles de magistrats (UFM-SM) et syndicats de fonctionnaires pour promouvoir une augmentation du budget de la justice.

256J/296 Note de presse portant sur la création du Comité national de liaison Justice (CNLJ) qui regroupe des organisations professionnelles de magistrats et fonctionnaires du ministère de la Justice, liste des organisations adhérentes au CNLJ, correspondance du CNLJ aux Garde des Sceaux et ministre des Finances, communiqué ; procès-verbal de réunion du comité régional « Liaison Justice » du 14 mai 1970, communiqué de presse ; courrier, notes et motions au sujet de la journée nationale sur la crise de la Justice du 10 juin 1970 ; courrier du Syndicat national des personnels d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire au sujet des problèmes posés par le budget 1971, coupure de presse (1969).

1969-1970

256J/297 Note du CNLJ concernant le budget 1971, procès-verbaux du conseil syndical du SM, communiqué du CNLJ.

1971

256J/298 Assises nationales du Comité de liaison Justice (CNLJ) 19 juin 1971 : rapports des délégations, listes nominatives des représentants des sections CNLJ, correspondance et coupures de presse.

1971

256J/299 Courrier du SM à l'Union fédérale des magistrats (UFM), procès-verbal du bureau syndical du SM (20/10/1972), note du CNLJ sur l'action pour le budget 1972, avis et rapport (Sénat) sur le projet de loi de finances pour 1972.

1972

256J/300 Note du CNLJ sur le budget 1973, motions du Syndicat des services de la santé et des services sociaux de la Gironde (CFDT) et du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), coupures de presse.

1973

256J/301 Courrier et note du CNLJ au sujet du budget 1974, procès-verbaux de réunions du bureau syndical du SM, notes et courriers d'organisations syndicales.

1973-1974

256J/302 Note du CNLJ relative au projet de loi de finances pour 1976, courrier et intervention du groupe communiste dans la discussion du budget de la justice, notes manuscrites.

1975-1976

256J/303 Notes du CNLJ sur le budget 1977.

1976

256J/304 Journées nationales d'actions du Comité national de liaison justice (CNLJ) : correspondance, motions des syndicats, note sur le budget, note manuscrite, communiqués du comité, coupures de presse.

1976

256J/305 Notes du CNLJ concernant le budget de la Justice ; rapport sur la rationalisation des choix budgétaires, notes sur les statistiques judiciaires.

1970-1976

256J/306 Notes et courrier du SM au sujet du projet de création du CNLJ, procès-verbal de la réunion préparatoire à la création d'un comité de liaison justice (fév.-mars 1970), communiqué manuscrit du CNLJ (6 avril 1970), liste des organisations professionnelles adhérentes, annuaires des membres du CNLJ, comptes rendus de réunions du CNLJ (1970-1975), procès-verbaux du bureau du SM, courrier du Syndicat national du personnel pénitentiaire, lettre manuscrite, coupures de presse sur la création du CNLJ, courrier et notes, note de presse.

1970-1978

- 256J/307 Notes du CNLJ sur le budget du ministère de la Justice(1971-1979), procès-verbaux du bureau du SM, questionnaire du SM sur le fonctionnement des assemblées générales, coupures de presse.
1971-1979
- 256J/308 Projet de budget pour 1987 : texte de présentation du budget de la Justice pour 1987 , projet de loi de finances pour 1987, note sur les grandes masses budgétaires.
1986
- 256J/309-318 Commission permanente d'étude des professions judiciaires et juridiques (CPE), dossiers de travail - classement chronologique.
1965-1988
- 256J/309 Courrier concernant la représentation du SM au sein de la commission permanente d'étude du ministère de la Justice (juin 1968) ; copie de l'arrêté de création de la commission permanente d'étude (9 juillet 1968) ; note de synthèse des travaux de la CPE (30/07/1968) ; procès-verbal (8 ex.) de la réunion de la commission plénière du 31 juillet 1968 ; lettres de l'Union fédérale des magistrats au Garde des Sceaux (28/10/1968) ; procès-verbal de la réunion de la CPE du 7/11/1968, notes manuscrites, note de la section de Versailles du SM, coupures de presse.
1968
- 256J/310 Courrier du ministère de la Justice, ordre du jour de réunion de la CPE, notes manuscrites, procès-verbaux du conseil syndical et du bureau du SM portant comptes rendus des réunions de la CPE, décrets relatif à la compétence des tribunaux d'instance en matière civile et de rentes, décret relatif au recouvrement de certaines créances, notes et courrier au sujet du statut de la magistrature, textes de lois organiques sur le statut de la magistrature et l'école nationale de la magistrature ; questionnaire de consultation des sections du SM sur un projet de réforme du statut des magistrats, communiqué du Syndicat national CFDT, courrier du Syndicat autonome des fonctionnaires des cours et tribunaux concernant l'amélioration du fonctionnement des services de la justice, questionnaire de l'institut français d'opinion publique, note sur les fonctions de

protonotaire dans la province du Québec, état des attributions particulières dévolues au secrétaire-greffier en vertu du droit local de Colmar et de Metz.

1969-1975

256J/311 Comptes rendus des réunions de la sous-commission d'études pour le transfert des tâches entre magistrats et fonctionnaires, comptes rendus de réunion du comité technique paritaire, comptes rendus des réunions de la CPE, courrier du ministère de la Justice, notes manuscrites du SM ; analyse des dispositions du décret du 30 novembre 1967 concernant les attributions du greffier en chef faite par le Syndicat autonome des fonctionnaires des cours et tribunaux, motion et notes du SM, note de l'UFM relative au statut des conseillers référendaires à la cour de cassation, notes du SM sur les libertés syndicales, décrets sur le statut de la magistrature et l'ENM.

1975-1978

256J/312 CPE sur le statut et le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : notes de réflexions du SM et sa section de Grasse sur la réforme du statut de la magistrature (1982), rapport parlementaire relatif au statut de la magistrature (1979), coupures de presse sur l'indépendance de la justice (1981).

1979-1982

256J/313 Procès-verbaux de réunion, projets de décrets, notes manuscrites, courrier, projet de loi complétant le code d'organisation judiciaire, notes sur les normes utilisées pour le calcul des effectifs des juridictions, tableaux des effectifs et TGI, bilan des réunions, rapport, schéma sur le fonctionnement des assemblées générales des cours et tribunaux. Fiches d'appréciation, note de la commission pédagogique sur la notation et le classement des auditeurs de justice (1973).

1973-1983

256J/314 Réforme du statut de la magistrature : extraits du bulletin *Le nouveau pouvoir judiciaire* portant sur la répartition des tâches entre magistrats et fonctionnaire, le recrutement des magistrats, note de la CFDT sur une proposition de réforme du statut de personnel de la recherche, note sur la réforme du CSM, copies de documents concernant des procédures de saisies arrêt sur salaires (1965), note et courrier du SM, correspondance, note et communiqué de l'USM, note de

la Chancellerie sur le fonctionnement des commissions du ministère de la Justice, comptes rendus de réunions de la (CPE), rapport de la commission d'études et de propositions dans le domaine de l'aide aux victimes (1982); projet de décret relatif au collège des magistrats, notes d'information du ministère de la Justice; compte rendu de réunion et notes du SM sur la réforme (1982-1983); étude sur "L'institution judiciaire et le défi de la gestion", extrait de *La Lettre de La Nation* sur le budget de la Justice, tableaux de l'effectif budgétaire (1981-1982), tableau de prévision de vacances de postes, notes manuscrites et extraits de l'annuaire des états de services concernant des carrières exemplaires de magistrats (Étienne BLOCH, Henri PASCAL, Christian GALLUT, André CARON, Jean CABANNES), coupures de presse.

1965, 1979-1983

256J/315 Réforme du statut de la magistrature et du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : procès-verbaux de la commission permanente d'études (CPE) relatifs au collège des magistrats (1977-1982); notes et courrier du SM, notes manuscrites, courrier de l'Union syndicale des magistrats (USM), synthèse des débats de la CPE relatifs à la réforme du statut de la magistrature du CSM établie par les services judiciaires (SJ), notes sur la réforme par voie réglementaire de la procédure selon laquelle le CSM intervient dans la nomination des magistrats du siège, schéma de réforme du CSM arrêté par la CPE, rapport de la section de Marseille, notes sur la réforme du CSM (1981), projet et propositions de loi organique relatifs au statut de la magistrature, copies de textes du JO, proposition de loi constitutionnelle relatif au CSM (1981).

1977-1983

256J/316 Réforme du statut de la magistrature et du CSM : rapport final de la commission d'études sur la réforme de la magistrature et du Conseil supérieur de la magistrature.

1982-1983

256J/317 Procès-verbaux des réunions de la CPE, notes, projets de décrets, ordre du jour, courrier, questionnaire.

1983

- 256J/318 Commission permanente d'études (CPE). Réforme du statut de la magistrature : notes manuscrites de la CPE, notes sur un avant-projet de loi organique "modifiant l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958" et texte de l'avant projet, note du SM.
1988
- 256J/319-321 Effectifs du personnel judiciaire.
1972-1985
- 256J/319 Notes et motion du SM concernant l'insuffisance des effectifs dans la magistrature.
1972
- 256J/320 Effectif des fonctionnaires de la magistrature : notes sur les normes de détermination de l'effectif théorique des fonctionnaires , secrétariats-greffes des cours d'appel, tribunaux d'instance et magistrats des TGI ; notes du SM sur le recrutement du personnel judiciaire.
1981-1983
- 256J/321 Correspondance au sujet des problèmes liés au recrutement dans les institutions judiciaires.
1975-1985
- 256J/322-324 Conseil national d'administration de l'action sociale (CNAAS, dossiers documentaires - classement chronologique).
1972-1991
- 256J/322 Organisation de l'action sociale au ministère de la Justice par le CNLJ et la Fondation d'Aguesseau : correspondance et structures de fonctionnement du service social du ministère de la Justice (1972), comptes rendus des réunions du CNLJ sur la réorganisation du service social du ministère de la Justice (1973-1976), projet du CNLJ sur cette réorganisation (1974), courrier au Garde des Sceaux sur l'état des services sociaux, courrier des entretiens avec le cabinet, convocations au réunions de travail, projet d'arrêté de création du CNAAS (29/9/1975) et règlement intérieur.
1972-1976

256J/323	CNAAS : procès-verbaux de réunions et règlement intérieur.	1977-1978
256J/324	CNAAS et Conseil régional CRAAS : comptes rendus des réunions, courrier, notes, <i>Journal de la Fondation d'Aguesseau</i> , effectifs du ministère de la Justice, tableau récapitulatif de la subvention, bilan de l'action sociale, courrier relatif à l'installation des conseils régionaux d'administration de l'action sociale du ministère de la Justice (1981), rapport annuel des activités par secteurs d'activités, rapports de mission.	1980-1991
256J/325	Comités d'hygiène et de sécurité (CHS) ministériel et départementaux : correspondance, projet concernant la création du CHS ministériel, texte de la loi du 23 décembre 1982 relative aux CHS et des conditions de travail, arrêtés sur le CHS, projet de règlement intérieur, rapport de synthèse d'une enquête sur la mise en place et le fonctionnement des comités d'hygiène sécurité départementaux, notes du SM, lettres et circulaires du ministère de la Justice sur la mise en place et le fonctionnement des CHS, fichier des adhérents du SM, liste des tribunaux, compte rendu de réunion du CHS du département de Paris, procès-verbaux du CHS ministériel, livret d'hygiène et de sécurité, décret relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention dans la fonction publique de l'État (9 mai 1995), compte rendu de réunion et bilan des médecins de prévention, bilan du renouvellement des CHS départementaux, note sur la politique menée par le ministère de la Justice en faveur des handicapés.	1983-1996
256J/326	Commission de développement de l'informatique : rapport du groupe de travail concernant l'informatisation du TGI de Bobigny, compte rendu de la réunion de la commission du 29 mai 1974, lettre du SM au Garde des Sceaux au sujet de l'introduction de l'informatique dans les tribunaux, notes du SM sur la protection des libertés et les dérives de l'informatique.	1974
256J/327-337	Juridictions.	1966-1998

- 256J/327-328 Assemblées générales des cours et tribunaux.
1973-1983
- 256J/327 Organisation des assemblées générales dans les institutions judiciaires : courrier du procureur de la République à Dole, communiqué des magistrats du TGI de Valenciennes et circulaire du ministère de la Justice concernant la tenue des assemblées générales.
1973-1983
- 256J/328 Expérience de l'extension des pouvoirs des assemblées générales des cours et tribunaux : procès-verbaux de la commission permanente d'étude (CPE), schéma sur le fonctionnement des assemblées générales des cours et tribunaux, questionnaire sur l'expérience d'extension des attributions de l'assemblée générale, courrier, projet de règlement intérieur proposé dans le cadre de l'expérience, avant projet de décret relatifs aux assemblées générales de la cour d'appel et de TGI et tribunaux d'instance, règlement intérieur du TGI d'Évry, réponses des tribunaux au questionnaire relatif aux assemblées générales.
1981-1983
- 256J/329 Commission sur le fonctionnement et la gestion des cours et tribunaux : compte rendu de la commission permanente d'études (25/09/1981), note de réflexion de la section de Grasse du SM sur une autre politique de la justice, courrier relatif au délégué régional du SM (Laval) et motion votée par l'assemblée générale des magistrats du TGI de Laval (26/06/1981), comptes rendus des réunions de la commission sur le fonctionnement et la gestion des cours et des tribunaux (1981-1982), courrier et note du président de la commission sur le fonctionnement et la gestion des cours et tribunaux ; note de synthèse des procès-verbaux des assemblées générales des cours et tribunaux relatifs au fonctionnement des juridictions, note du SM présentée devant la commission (1982) ; réponses au questionnaire sur le transfert de certaines tâches aux fonctionnaires établies par des tribunaux d'instances (1984) ; note manuscrite sur la réponse des juges d'instance de Toulouse concernant le transfert des tâches (1985), coupure de presse sur Pierre ESTOUP, président de la cour d'appel de Nancy ; circulaire du ministère de la Justice concernant les délégués au fonctionnement des juridictions, liste nominative.
1981-1985

- 256J/330-331 Regroupements et fusions des tribunaux d'instance.
[1979], 1988-1989
- 256J/330 Tribunaux d'instance et de grande instance : fusion du personnel : note et décret concernant les tribunaux d'instance et de grande instance dans la région parisienne.
[1979]
- 256J/331 Unification des tribunaux d'instance : notes du SM et des tribunaux des arrondissements de Paris sur le projet de regroupement des tribunaux d'instance, courrier et document d'orientation sur le service public de la justice.
1988-1989
- 256J/332 Effectifs du personnel judiciaire, actions collectives : courrier du correspondant syndical du TGI d'Avignon concernant le renforcement des effectifs en juges pour enfants et en personnels judiciaires, (1969) ; compte rendu de réunion commune SM et syndicat autonome de greffiers au sujet de la fonction du secrétaire de greffe (1974) ; correspondance et compte rendu de congrès du Syndicat autonome des fonctionnaires de justice de Marseille , courrier concernant l'amnistie de trois tahitiens détenus aux Baumettes (1975-1976).
1969-1976
- 256J/333 Création des juridictions sociales : texte d'un avant-projet de la Chancellerie relatif à l'institution de cours sociales ayant compétence de juger les différents en matière de droit social (3 ex. 7 mars 1969), procès-verbal de la réunion de la commission sur les juridictions sociales (8 mars 1969) ; notes sur le projet de juridictions sociales (1969) ; notes et correspondance syndicale (CFDT-CGT) sur la réforme de la juridiction du travail (1969-1971) ; proposition de loi à l'AN relative aux juridictions sociales (1970-1971) ; dossier de presse sur la juridiction sociale (1966-1973).
1966-1973
- 256J/334 Permanence dans les tribunaux d'instance lors des élections législatives et présidentielles : circulaires de la cour d'appel de Paris concernant la permanence juridique sur le droit de vote des citoyens.
1974

- 256J/335 Réforme de la Cour de cassation : note d'orientation, rapport et notes des commissions de réforme du ministère de la Justice, rapports parlementaires sur la réforme de la Cour de cassation.
1981-1982
- 256J/336 Répartition des tâches entre magistrats et fonctionnaires : rapport sur la réforme des greffes (1^{ère} phase, décembre 1978) du groupe d'étude des fonctions sociales, rapport au Garde des Sceaux sur une nouvelle répartition des tâches au sein des juridictions, note sur la mobilité des magistrats de l'administration centrale du ministère de la Justice, contributions des syndicats aux travaux sur la répartition des tâches entre fonctionnaires et magistrats, plan des travaux de la commission permanente d'étude (CPE), procès-verbaux de la CPE, contributions du SM, notes de la direction des services judiciaires relative à la création d'une nouvelle sous-direction à l'administration centrale.
1978-1983
- 256J/337 Transferts de compétence : note du SM sur le transfert des compétences des collectivités locales à l'État de la charge des dépenses (1972, note de réflexion du SM-CFDT sur le projet de système central de statistiques judiciaires [1972] ; rapport du VIII^e plan économique et social du ministère de la Justice (1979), notes sur l'organisation des tribunaux et le transfert des compétences (1983), tableau des traitements des magistrats au 1^{er} avril 1998, lettre au Garde des Sceaux du Syndicat national CGT des Chancelleries et services judiciaires (1998).
1972-1998
- 256J/338-339 Élections professionnelles.**
1977-1983
- 256J/338 Communiqués du SM, bulletin *Justice*, circulaire du ministère de la Justice.
1977-1983
- 256J/339 Notes, courrier, communiqué du SM portant sur les élections professionnelles du 17 mai 1983, courrier de l'USM portant sur ces élections.

256J/340-353

Indépendance de la Justice.

1959, 1969-1997

256J/340-342 Pouvoir politique et Justice.

1959, 1973-1997

256J/340 Comité presse police justice (CPPJ).

1959,1973-1997

Courrier, notes, communiqués, comptes rendus de réunions du comité, bulletins d'information, notes de services du ministère de la Justice concernant les agents de police (1959-1983), coupure de presse.

1959,1973-1997

Colloque Presse-police-justice du 20 octobre 1984: courrier, liste des participants, compte rendu de réunion du comité, note de travail, coupures de presse, acte du colloque (2 ex.).

1984

256J/341 La justice et le pouvoir politique : article d'Yves LEMOINE, membre du SM (2 ex., s.d.), note sur une audience du TGI de Vannes du 9 janvier 1981, coupures de presse sur la justice face au pouvoir politique.

1981-1986

256J/342 La notion de l'État et de la justice : allocution du Garde des Sceaux, Olivier GUICHARD au Conseil d'État du 15/02/1977.

1977

256J/343-350 Police et Justice.

1969-1988

256J/343-344 INTERPOL.

1969-1982

256J/343 Détention des personnes : rapport sur les pouvoirs et obligations de la police présenté par le secrétaire

général d'INTERPOL, 38^e session de l'assemblée générale, Mexico. 13-18 octobre 1969

1969

256J/344 Contrôle d'INTERPOL : courrier du comité international d'étude pour le contrôle d'Interpol, compte rendu de la table ronde présidée par G. LEVASSEUR, professeur de droit criminel à l'université de Paris II, sur Interpol et ses fichiers, texte d'un accord entre la France et Interpol relatif au siège d'Interpol, ses privilèges et immunités sur le territoire français, projet d'échange de lettres, copies de lettres en anglais, coupures de presse ; lettre pétition au Premier ministre du Pr. LEVASSEUR et de Serge KLARSFELD à propos des immunités accordées à Interpol et d'un éventuel contrôle de cette organisation, courrier du député Guy DUCOLONE au sujet des inquiétudes que suscitent les activités d'Interpol, extrait d'un rapport des Nations Unies sur le statut d'Interpol, coupures de presse.

1974-1982

256J/345 Violation du secret de l'enquête et de l'instruction : notes et communiqués du SM, communiqué, coupures de presse..

1975

256J/346 Police et justice : compte rendu du premier congrès de la Fédération autonome des syndicats de police (10-11 juin 1970), compte rendu du 23^e congrès de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police (27-30 avril 1971) ; résolution, communiqués et courrier concernant les relations de la justice avec la police (sanction de policiers, libertés démocratiques, conditions de travail de la police, etc.), correspondances syndicales concernant la publication du bulletin *Justice 74* sur la police.

1970-1978

256J/347 La police judiciaire et ses rapports à la justice : notes d'information du Comité presse police justice, courrier de syndicats de police (Syndicat des commissaires de police des hauts fonctionnaires de la police nationale, Syndicat national autonome des policiers en civil), notes d'informations du SM sur le projet « Sécurité et libertés » et sur les moyens de répondre à la violence, proposition de loi sur l'utilisation de la force publique et les règles déontologiques applicables aux fonctionnaires de police, note sur le projet de loi relatif aux contrôles d'identité ;

correspondance du SM et de syndicats de police (Syndicat général de la police, Syndicat national autonome des policiers en civil, Fédération autonome des syndicats de police) au sujet des missions de la police, copie d'une note concernant les rapports institutionnels police-justice.

1973-1981

256J/348 Relation police justice et pouvoir : notes et rapports manuscrits du SM ; résolution de congrès de la Fédération autonome des syndicats de police (FSAP) et brochure sur la fonction de la police.

1980-1981

256J/349 Le rôle de la justice et de la police : notes de réflexions et de propositions du SM sur le rôle de la justice, pré-rapport sur l'action de la police dans le service publique, coupures de presse.

[1982]-1984

256J/350 Police et justice : circulaires, notes et comptes rendus de réunion de la commission " Police et justice" du SM ; texte d'une étude sur l'ordre public par Véronique BLET-PFISTER ; communiqués, coupures de presse.

1975-1988

256J/351-353 Indépendance de la magistrature.

1969-1981

256J/351 Texte d'une discussion entre les membres du bureau du SM sur le rapport du politique à la magistrature (BONNEFONT, CHARVET, Étienne BLOCH, F. COLCOMBET, Roland KESSOUS et Louis JOINET).

s.d.

256J/352 Indépendance de la magistrature.

1971

Note manuscrite sur les voies d'accès à la magistrature, articles et notes sur la liberté du magistrat et les garanties accordées aux juges en matière disciplinaire.

Affaire René TOMASINI, secrétaire général de l'Union pour la défense de la République (UDR) Gilles GUIOT : courrier et communiqués de protestation d'organisations syndicales et professionnelles (CFDT, association nationale des avocats de France, Cour des comptes) concernant les critiques adressées

par TOMASINI au corps de la magistrature, coupures de presse.

256J/353

Courrier du maire d'Ivry-sur-Seine concernant la position du conseil municipal sur la nécessité de l'indépendance des juges et contre les mesures de sanctions des juges au nom de l'obligation de réserve, note de la commission d'études sur la réforme du statut ; extrait d'un rapport de congrès (1969), coupure de presse.

1969,1981

256J/354-369

Justice civile.

1969-1987

256J/354-356

Juge unique pour les affaires civiles.

1969-1982

256J/354

Juge unique pour les affaires civiles : communiqués de presse du SM, lettre du SM au Garde des Sceaux concernant l'annonce des mesures pour l'instauration de la profession d'un juge unique pour les affaires civiles commerciales et l'amélioration des carrières des magistrats, coupures de presse.

1969

256J/355

Fiches de propositions de lois concernant le traitement du contentieux de masse, le juge unique, la représentation et ses incidences en matière d'aide juridictionnelle, les modes alternatifs de règlement des conflits, le traitement de l'urgence, l'instruction du procès, le jugement et son exécution.

s.d.

256J/356

Conseil d'État, section Contentieux. Suppression du juge d'instance : notifications de décisions de la section contentieux du Conseil d'État, mémoire ampliatif concernant la réforme qui tend à supprimer les juges d'instance, courrier du ministère de la Justice, note du SM.

1982

256J/357-364 Procédure de conciliation.

1976-[1987]

- 256J/357 Texte d'une communication d'Olivier GUICHARD, Garde des Sceaux sur le conciliateur au Conseil des ministres du 29 décembre 1976.
1976
- 256J/358 Textes des conférences du colloque sur le médiateur et le rapport entre l'administration et l'administré, 13 mars 1980.
1980
- 256J/359 Note au sujet de la position des juges d'instance sur le conciliateur ; rapport sur la commission de conciliation et ses arbitrages.
1979-1982
- 256J/360 Revue trimestrielle d'information des conciliateurs, *Bulletin des conciliateurs judiciaires de France*, n^{os} 3 et 4 avril et octobre 1980, n^o11 octobre 1982.
1980-1982
- 256J/361 Commission sur la conciliation (septembre-novembre 1982) : rapport d'activité.
1982
- 256J/362 Notes manuscrites, article de réflexion sur les conciliateurs, correspondance de TGI et de cours d'appel (Argenton, Béthune, Charolles, Pontoise, Rennes , Versailles) au sujet de la mise en place de la fonction de conciliateur et de la nouvelle procédure de conciliation, position des juges sur le conciliateur, questions écrites, lettre d'information de la Chancellerie sur les conciliateurs, notes du SM sur le rapport de la commission de conciliation et sur sa conception de la conciliation, textes de lois et coupures de presse.
1978-1985
- 256J/363 Procédure de conciliation et règlements des litiges à l'amiable : lettre du SM à R. BADINTER, ministre de la justice au sujet de sa conception de la conciliation comme mode de résolution des conflits.
1985

256J/364 La conciliation instance de règlement des litiges enjeu professionnel et institutionnel : rapport présenté par Étienne LE ROY, université de Paris I. Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris.

[1987]

256J/365-366 Procédure de divorce.

1969-1975

256J/365 Notes manuscrites et dactylographiées des contributions du SM sur la réforme du divorce et la séparation de corps, courrier de Jean LECANUET ministre de la justice, questionnaire sur la réforme du divorce, note sur le cas d'un couple séparé (1974-1975), discours du Garde des Sceaux sur l'âge de la majorité électorale (1975), note et courrier de Bernard JOUVE, magistrat, concernant l'office du juge des ordres et l'insuffisance de l'effectif des magistrats (1969), notes des sections sur la crises des effectifs dans la magistrature (1970), rapport LAROCHE sur la procédure de la mise en état (s.d.), courrier du SM et notes du groupe de travail chargé de la réforme du code de procédure civile, note d'une analyse comparée des décrets de procédure civile (1971), note de réflexion sur la lenteur de la justice civile, par Robert PAGEARD, magistrat (s.d.), coupures de presse (1970).

1969-1975

256J/366 Courrier et projet de décret du ministère de la Justice concernant la réforme de la procédure du divorce ; correspondance du SM et de l'association pour la révision de la loi des six ans.

1975

256J/367-369 Régime matrimonial et familial.

1985-1987

256J/367 Bulletin d'information sur les majeurs placés sous la tutelle de l'État, dossier réalisé par la CFDT, l'UDAF et la section du SM de Nevers. Mai 1985.

1985

256J/368 Projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale : textes du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (1987), notes d'observations d'associations et du Syndicat

des avocats de France concernant le projet de décret d'application de la loi sur l'exercice de l'autorité parentale, dossier de presse (SM) et coupures de presse sur les droits de l'enfant.

1987

256J/369

Fiscalité : texte commun, SM et Syndicat national des impôts CFDT sur "le projet de loi n°2769 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière", bulletin d'informations de la CFDT consacré au fonctionnement du ministère des Finances (avril 1977), coupures de presse.

1977-1979

256J/370-428

Justice sociale.

[1966]-2001

256J/370-372

Agriculture et industrie agro-alimentaire.

1967-1989

256J/370

La propriété agricole : travaux du V^e Congrès national du SM (24-26 novembre 1972), résumé des travaux préparatoires, synthèse des travaux des journées d'études Paysans-travailleurs (Orléans, 21-22 mai 1972), tableaux et étude statistique sur le résultat brut d'exploitation et ses disparités dans l'agriculture française en 1967, note sur les aspects jurisprudentiels de l'application des baux ruraux, note sur les cumuls, extrait de « Répression des luttes : des paysans parlent » sur l'affaire AMETEAU et notes des décisions administratives et judiciaires, extraits de la loi du 6 juillet 1964 et contrat-type sur l'intégration pour l'élevage de poulet de chair; note de présentation de l'affaire de la veuve BARRAL, notes sur les décisions judiciaires de cette affaire, note de la FNSEA sur l'intégration abusive, note sur la jurisprudence en matière de bail rural, *La propriété agricole* n°29, janvier 1973, *Revue de droit rural*, n°1, avril 1971, circulaire du ministère de la Justice concernant le code rural, appel des « Paysans travailleurs » (1974).

1967, 1972-1974

256J/371

Paysans ouvriers : courrier, communiqué et travaux de congrès d'organisations professionnelles de paysans

[Comité national de lutte des éleveurs intégrés (CLEI), Association nationale paysans-travailleurs, Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (FSEA), Section nationale des fermiers et métayers, Fédération générale de l'agriculture CFDT, l'association Action paysanne spirituelle, Mouvement syndical des travailleurs paysans, Fédération nationale de syndicats exploitants agricoles (FNSEA) et du SM concernant le chômage, les terres en friches, la destructuration du monde paysan par l'économie de marché, la révolte des paysans, notamment la révolte des paysans du Larzac.

1973-1981

256J/372

Lutte des Paysans.

1982-1983, 1989

Actes du colloque d'Agen sur les juridictions et la question de l'information, la justice et le monde rural, 29-31 mars 1982 (ENM) ; lettre de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP) au directeur du cabinet du ministère de l'agriculture concernant la question de la représentativité des organisations professionnelles dans le monde rural, télégramme de soutien du SM à la CNSTP.

1982-1983

Bulletin d'information de la Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire (FGSOA), n° 318.

1989

256J/373-374

Aide sociale.

1979-1989

256J/373

Allocations et indemnités : avis du SM sur des dossiers concernant les juridictions et les décisions de l'ordre professionnel : Conseil d'État et ministère du Travail sur les cotisations, les allocations familiales, le secret professionnel et le contrôle des chômeurs, la législation sur les accidents de travail appliquée aux mineurs de l'éducation surveillée, l'allocation aux handicapés, les indemnités journalières des victimes d'accidents, etc.

1979-1984

256J/374

Revenu minimum d'insertion (RMI) : circulaire d'application et l'ensemble des textes de loi le concernant.

1989

256J/375-385

Discriminations.

		1973-2001
256J/375-381	Femmes.	
		1973-1984
256J/375	Droit des femmes : correspondance d'associations sur le droit des femmes portant sur l'avortement, la contraception, les femmes chargées de famille, la prostitution et les violences familiales.	
		1974-1984
256J/376-378	Femmes salariées.	
		1980, 1983
256J/376	« Les travailleuses et le droit du travail », colloque de la CFDT, Paris le 9 juin 1980 : textes des interventions.	
		1980
256J/377	Association des femmes journalistes (AFJ) : rapport sur la loi anti-sexiste.	
		1983
256J/378	Confédération française démocratique du travail (CFDT) : courrier au sujet de la conférence nationale sur le travail des femmes et l'action syndicale, programme de la conférence, communiqué du collectif Foyers Féminins.	
		1978
256J/379-380	Interruption volontaire de grossesse (IVG).	
		1973-1980
256J/379	Position du SM : questionnaire de consultation des sections du SM sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse, correspondance et notes sur l'avortement, notes de l'association nationale pour l'étude de l'avortement, note sur la position du SM, texte du projet de loi sur l'IVG (1973), copies de lettres de magistrats adressées au président du SM au sujet de leur opinion sur l'IVG, coupures de presse.	
		1973
256J/380	Documentation : textes de loi sur l'IVG, JO, 1979-1980, coupure de presse. 1979.	
		1979-1980

- 256J/381 Traite des femmes et des enfants.- Association Équipes d'action contre la traite des femmes et des enfants : correspondance, notes et proposition de loi au sujet de la lutte contre le proxénétisme.
1973
- 256J/382 Personnes handicapées. — Centre d'études de formation et de recherches en action sociale (CEFRAS) : courrier au sujet des journées d'étude sur la loi d'orientation en faveur des handicapés.
1977
- 256J/383 Homosexuels : lettre d'information du Centre Aleph sur l'homosexualité et la discrimination des homosexuels, notes du Groupe de libération homosexuelle d'Amiens, texte d'une proposition de loi.
1978
- 256J/384-385 Racisme et antisémitisme.**
[1976]-1977, 2001
- 256J/384 Affaire Anatoly CHTCHARANSKI, mathématicien juif soviétique : courrier et pétition.
1977
- 256J/385 Mouvement contre le racisme, l'anti-sémitisme et pour la paix (MRAP) : lettre au sujet des attentats contre le siège du MRAP [1976] ; projet d'appel pour une manifestation en commémoration du 17 octobre 1961 (2001).
[1976]-2001
- 256J/386-412 Entreprises et salariés.**
[1966]-2001
- 256J/386-387 Actions collectives.
1969-1983
- 256J/386 Droit du travail : correspondance de la CFDT avec le SM et l'UFM (1969-1977), tracts, communiqués communs, convention collective, déclarations, motions, documents de congrès de la CFDT, résultats des élections des comités d'action des prisonniers (CAP).
1969-1983

- 256J/387 Communiqués du SM pour le soutien des actions de la CFDT ; communiqués de la CFDT, notes, courrier, bulletin d'information.
1972-1975
- 256J/388-393 Droit de grève et libertés syndicales.
1973-1987
- 256J/388 Liberté syndicale : communiqué commun de syndicats (UFM-SM-CFDT-CGT-CFTC-FEN) concernant la crise pénitentiaire (1974) ; rapport TOUFFAIT concernant le licenciement du délégué du personnel.
[1974]
Adolphe TOUFFAIT procureur général de 1968-1976.
- 256J/389 Affaire de l'usine de confection Cousseau de Cerisay (Deux-Sèvres) : correspondance et circulaires de la CFDT concernant la grève menée par des ouvrières à la suite du licenciement d'une déléguée syndicale, coupures de presse.
1973-1975
- 256J/390 Grève du *Parisien libéré* : communiqués et notes du SM au sujet des salariés en grève contre un licenciement collectif ; courrier ; copies de réquisitoire, ordonnances judiciaires (TGI d'Ivry), procès-verbaux d'enquêtes de police, copie d'un procès-verbal de tentative d'expulsion du journal ; circulaire de la CGT ; bulletins d'information de la CGT sur le conflit.
1975-1977
- 256J/391 Avertissement pour interruption d'activité: courrier manuscrit, copies de dépêches au sujet du droit de grève et d'une notification écrite prononcée à l'encontre de magistrats grévistes lors de la journée d'action du 6 novembre 1979 organisé par le SM.
1979
- 256J/392 Droit de grève : communiqués et notes d'informations (SM, CGT, CFDT) concernant le droit de grève, texte de la proposition de loi tendant à assurer l'exercice sans restriction du droit de grève (AN-1980), articles et coupures de presse sur le droit de grève, *Justice* n°94 mars 1983.
1980-1987

- 256J/393 Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA) et le droit de grève : correspondance du SNCTA au sujet du droit de grève et du service minimum dans la navigation aérienne.
1984
- 256J/394-399 Conditions de travail.
1969-2001
- 256J/394 Confédération générale du travail (CGT) : courrier, communiqués, motion, bulletins d'information, déclaration commune, déclarations, projet de loi relatif au règlement intérieur et au droit disciplinaire dans les entreprise, coupures de presse.
1969-1982
- 256J/395 L'entreprise, organisation et gestion, droit des travailleurs et rôle du syndicalisme : notes du SM, acte du colloque international organisé par la faculté de droit de Lille et le SM sur la magistrature et la démocratie en Europe, communiqué de la CGT sur le contentieux du droit du travail, articles de presse.
1981-1983
- 256J/396 Rapport sur le droit du travail présenté par Étienne BLOCH.
1983
- 256J/397 Communication sur l'évolution du droit du travail (E. BLOCH) ; déclaration de la CGT sur le contentieux du droit du travail.
1983
- 256J/398 Droit du travail : compte rendu de réunion régionale du SM (1988), texte d'un protocole relatif au stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) pour de jeunes demandeurs d'emploi (1988), premier bulletin du groupe « Droit du travail » du SM destiné aux syndiqués (1^{er} octobre 1989); courrier du premier président de la Cour de cassation adressé à Adeline HAZAN, président du SM au sujet de son article "Le juge, le gréviste et la loi", paru dans *Le Monde*, note sur les juges dans le conflit de Peugeot, copie d'un arrêt contradictoire de la cour d'appel de Versailles dans l'affaire de la régie nationale des usines Renault (26 avril 1989), copie d'un jugement

du TGI de Nanterre dans l'affaire de l'usine Renault (7 décembre 1987), lettre du groupe « Droit du travail » du SM (1989).

1987-1989

256J/399 Droit du travail : note sur une journée d'étude sur les conditions de travail organisée par la CFDT et le SM du ressort de Douai (15 juin 1974), notes et déclaration sur les accidents du travail et la sécurité dans le travail (1976), note manuscrite du SM sur une réunion avec la CFDT (1976), courrier du ministère du Travail au sujet du groupe de réflexion sur le recrutement et la formation des inspecteurs du travail (1982), circulaires de la CGT sur l'aménagement du temps de travail (1985-1986), notes du GISTI sur le projet de loi relatif à la lutte contre le travail clandestin, copie de lettre de l'Union nationale CGT des affaires sociales concernant l'entrée de la police dans les entreprises (1997), lettre de revendication des salariés du Centre de recherches et de production Aventis Pharma (ex Roussel-Uclaf) (2001).

1974-2001

256J/400-401 Accidents du travail.

1975, 1978

256J/400 Interview du SM par la revue *Repères* : texte de l'interview sur l'affaire CHAPRON réalisée le 31 octobre 1975.

1975

256J/401 Affaire Roland WUILLAUME : bulletin d'information du SM, copie d'une ordonnance du TGI de Béthune concernant l'affaire Jean CHAPRON (1975), notes et coupures de presse sur l'accident mortel de M. WUILLAUME, ouvrier des établissements Huiles Goudrons et dérivées de Vendin-le-Vieil.

1975, 1978

256J/402-408 Licenciements.

1972-1983

256J/402 Colloque international d'étude sur le licenciement dans le rapport de travail de droit privé, organisé à Saint-Vincent (Val d'Aoste-Italie), du 11 au 13 mai 1973 par le SM et la Magistratura Democratica : rapport sur le licenciement (3 ex.), correspondance du SM sur

l'organisation du colloque, motion adoptée, fiche technique, brochure et articles de presse en italien, comptes rendus de réunions du Conseil et du bureau syndical du SM, déclaration commune sur le projet de loi sur le licenciement.

1973

256J/403 Projet de loi sur le licenciement : déclaration commune des syndicats (CGT-CFDT-SM) au sujet du projet, coupure de presse.

1973

256J/404 Affaire de la société Stein-Industrie à Lille : tracts syndicaux et coupures de presse concernant le procès opposant la société Stein-Industrie aux unions locales des syndicats CFDT et CFTC, portant sur la légalité du contrôle médical patronal des congés de maladie ; copie d'un jugement du TGI de Moutiers concernant la réintégration d'un salarié.

1972, 1974

256J/405 Affaire Pierre FLEURENCE : note du SM sur le licenciement d'un salarié et la problématique de sa réintégration au sein de l'entreprise (2 ex.).

1975

256J/406 Affaire Josette PRÉAU : courrier de la CFDT, copie d'un jugement rendu par le tribunal d'instance de la Rochelle concernant un licenciement pour maternités successives, coupures de presse.

1975-1976

256J/407 Affaire de l'usine LIP-Palente (Besançon) : tracts et bulletins d'information de la CFDT et de LIP-UNITE sur le mouvement de protestation des salariés de LIP (1973) ; communiqués du SM et CFDT (1976-1977) ; rapport du SM de la commission « Le juge et l'entreprise » (1972) ; rapport d'observations sur le jugement du tribunal de commerce de Paris ayant prononcé la liquidation des biens de trois sociétés (SEHEM-CEH et SPEMELIP) (1977) ; coupures de presse.

1972-1977

- 256J/408 Procédure prud'homale : copie d'un arrêt de la Chambre sociale de Besançon (13 février 1973) ; courrier de la CFDT au sujet d'une journée d'étude sur les procédures prud'homales, compte rendu de réunion du Conseil de prud'hommes de Paris (1974-1975) ; rapport sur le licenciement [1973] ; notes et courrier au sujet d'un projet de réforme des prud'hommes (1981-1983) ; note du ministère du Travail sur la réforme de la juridiction prud'homale (1979), fascicules I et II sur la formation des conseillers prud'hommes 1980 ; rapport et projet de loi parlementaires relatifs aux conseils de prud'hommes (1982).
- 1973-1983
- 256J/409-410 Contrôle judiciaire en entreprise.
- [1966], 1980-1981
- 256J/409 Affaire de la société Idéal Standard : extrait d'une décision de justice portant sur un crime en entreprise en 1966.
- [1966]
- 256J/410 Intervention judiciaire : correspondance de l'Inspection du travail-Directions régionales du travail et Syndicat national de la petite et moyenne industrie au sujet du contrôle judiciaire en entreprise, copies de procès-verbaux de l'Inspection du travail de la Loire et Haute Savoie, tableaux des infractions constatées et des sanctions infligées, textes de lois.
- 1980-1981
- 256J/411 Formation professionnelle.- 2^e Meeting national des apprentis : lettre adressée au SM concernant le rassemblement national des apprentis des 19 et 20 juin 1976.
- 1976
- 256J/412 Commission II du SM sur le pouvoir économique et l'intervention judiciaire : tribunaux de commerce : motions, notes du SM, notes du ministère de la Justice sur les entreprises en difficultés, études et propositions de lois parlementaires sur le redressement et la faillite des entreprises, problèmes de l'emploi et la durée du travail.
- 1981-1988

256J/411-419

Environnement et cadre de vie.

1968-1988

256J/411 Colloque sur l'environnement forestier des grandes agglomérations organisé par l'Association amicale du génie rural des eaux et des forêts (AAGREF), 23-25 septembre 1974, Versailles: courrier et notes de présentation du colloque.

1974

256J/414 Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (ADUA) : courrier et communiqué de presse concernant des échanges, participations et concertations sur l'urbanisme, l'environnement, le soutien à la profession de l'architecte, etc.

1975-1976

256J/415 Lutte contre le danger du nucléaire : courrier de la CFDT au sujet de la politique du développement de l'énergie nucléaire en France ; communiqués et courrier de l'Association nationale paysans-travailleurs et collectif des comités contre le danger nucléaire, bulletins d'information *Le salut du peuple*.

1976-1977

256J/416 Maisons mobiles : correspondance de l'Association nationale pour la promotion et la défense des habitats de loisirs (APRODIF) concernant l'implantation des maisons mobiles, réponse du SM, position du groupe parlementaire du PS et radicaux de gauche, réponse du Premier ministre.

1974-1978

256J/417 Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) : courrier au sujet du congrès de la confédération et le plan du rapport d'orientation, *Cadre de vie*, journal de la Confédération, n°45, (voir article sur le SM, p.14) , 2 ex.

1978

256J/418 Pollution : texte d'un article intitulé « La justice devant les conséquences d'un épandage aérien d'insecticide » par Cl. Maxime BERTRAND (magistrat adhérent au SM); extrait de la Gazette du Palais sur la législation en matière de pollution.

1975-1979

256J/419 Traitement pénal des atteintes à l'environnement : correspondance du SM et de l'Association Truite, Ombres et Saumon (TOS), notes manuscrites, courrier, article et notes sur la pollution, courrier et arrêtés de la préfecture d'Indre-et-Loire, comptes rendus, coupures de presse, notes du TOS, périodique, textes de loi sur la protection de l'environnement, décisions de justices.

1966-1988

256J/420-425 Protection des consommateurs.

1976-1988

256J/420 Confédération syndicale des familles (CSF) : courrier, communiqués de presse, motion concernant la hausse des prix, la consommation, les prestations familiales et la liberté d'expression.

1976

256J/421 Centre de droit de la consommation (université catholique de Louvain. Faculté de droit) : courrier de Thierry BOURGOIGNIE, directeur du centre de droit de la consommation adressé au SM et texte de sa contribution au colloque de Gand des 17 et 19 mai 1982 sur le thème de l'accès des consommateurs la justice ; rapport d'activité du Centre de droit de la consommation (brochure 1978-1981) ; brochure sur l'aide juridique du Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs (CRIOC).

1981-1982

256J/422 Chambre de consommation d'Alsace (association) : rapport d'activité 1981, statut de l'association, liste des membres du conseil d'administration, notes de présentation de l'association ; texte en anglais ; *Le consommateur*, journal de l'association n°28 novembre-décembre 1982.

1981-1982

256J/423 Confédération nationale du logement (CNL) et Confédération syndicale des familles (CSF) : communiqués de presse, déclarations, programme et notes de la CNL, motion de la Fédération syndicale des femmes chefs de famille, appel, *Cadre de vie*, journal de la CSCV.

1976-1983

- 256J/424 Droit de la consommation : programme de stage de l'ENM sur la politique de la consommation, texte d'une conférence de presse sur la commission « industrie-commerce- consommation » du CNPF, texte sur la lutte contre les clauses abusives, rapport de la commission de refonte du droit de la consommation, rapport sur les travaux de la commission instituée par le ministre de la Justice et le ministre de la Consommation pour le règlement des litiges de la consommation, cas pratique (ordonnance de référé du 19 décembre 1980, contrat), rapport parlementaire sur la loi et la sécurité des consommateurs. Rapport sur le règlement des litiges de la consommation, par Jean CALAIS-AULOY, septembre 1983.
- 1980-1983
- 256J/425 Réforme de la loi de 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs : note de propositions du SM concernant cette réforme.
- 1988
- 256J/426-428 Protection des locataires.**
- 1973-1990
- 256J/426 Locataires : correspondance et bulletin d'information du Syndicat des locataires (1973), courrier du SM concernant les loyers; courrier, communiqués et déclaration de la Confédération générale du logement (CGL) sur la situation des familles et les prix locatifs (1977) ; courrier, déclaration, proposition du Parti communiste français en matière d'habitat (1977) ; communiqué de presse de la Confédération syndicale des familles (CSF), SM, SAF; décisions de justice d'expulsion et injonction de payer (1977).
- 1973-1988
- 256J/427 Logement et précarité des locataires : notes de protestation du SM contre l'application de la loi MÉHAIGNERIE, notes manuscrites, documents de la Confédération nationale du logement (CGL), note sur les modalités de fixation des loyers, courrier de la LDH, note manuscrite, coupures de presse.
- 1987-1988
- 256J/428 Expulsion de locataires à Paris : courrier et communiqué du SM sur les expulsions à Paris ; recueil de décisions de justice sur les loyers présenté par la commission

logement du Syndicat des avocats de France ; actes du colloque du 6 mars 1989 sur la loi Méhaignerie ; notes, textes de lois sur les loyers, coupures de presse.

1981-1990

256J/429-439

Justice des mineurs.

1968-1995

256J/429-435 Droit des mineurs.

1969-1995

256J/429 Association française pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence : correspondance au sujet de l'organisation d'une rencontre entre les représentants des organisations professionnelles et syndicales des magistrats de la jeunesse et des associations privées.

1975-1976

256J/430 Assistance judiciaire à l'enfance : motions et communiqués (SM, association des juges des enfants, LDH) concernant un projet de loi sur l'autorité parentale (1969) ; courrier, notes, bulletins d'information, avant-projet de loi, comptes rendus de réunions des juges des enfants, coupures de presse au sujet de la protection des mineurs en danger et des libertés publiques.

1969-1979

256J/431 Défense devant le juge des enfants : note de réflexion du SM sur la question de la défense devant le juge des enfants (2 ex.).

1979

256J/432 Commission de réforme du droit pénal des mineurs : rapport général et premières propositions.

1982-1983

186/433 Justice des mineurs : notes, courrier, ordonnances de tribunaux pour enfants, comptes rendus de réunions du SM.

1974-1984

- 256J/434 Condition de détention des mineurs délinquants : notes techniques du ministère de la Justice, notes sur l'enfermement des mineurs, mémoire de la CFDT sur la brigade de protection des mineurs, motions, communiqués et appels des syndicats et du SM, correspondance, coupures de presse, bulletins d'information.
1983-1987, 1995
- 256J/435 Projet de loi sur l'enfance délinquante : courrier du ministère de la Justice et texte du projet de loi relative à l'enfance délinquante.
1988
- 256J/436-439 Éducation surveillée.**
1968-1989
- 256J/436 Assises nationales de l'éducation surveillée, organisées par les personnels de l'éducation surveillée : courrier et notes du comité d'organisation.
1968
- 256J/437 Protection et orientation scolaire : article sur l'éducation surveillée édité dans le bulletin du SNPES, communiqué de presse de la Confédération syndicale des familles au sujet des orientations scolaires, lettre du Comité de coordination pour la protection judiciaire de la jeunesse.
1981
- 256J/438 Circulaires du ministère de la Justice sur le rôle des directeurs départementaux et des délégués régionaux de l'éducation surveillée.
1981-1983
- 256J/439 Droits de l'enfant et protection des mineurs en dangers : notes d'informations, courrier, comptes rendus de réunion du groupe de travail national de l'éducation surveillée sur l'action éducative (1989) ; bulletins sur le colloque « Jeunes, danger exclusion » (1987) ; texte du manifeste Riposte (brochure 1987) ; projets d'associations sur la prise en charge des mineurs en alternative à l'incarcération ; notes et courrier concernant la convention internationale des droits de l'enfant (1988-1989) ; rapport du Conseil d'État sur le droit de l'enfant (1989) ; documents de congrès et bulletin d'informations du

Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES) (1985-1987), avant-projet de loi relatif à la protection judiciaire de la jeunesse.

1985-1989

256J/440-514

Justice pénale.

1963-1996

256J/440-462 Réforme en matière pénale.

1968-1989

256J/440-446 Code pénal.

1968-1989

256J/440 Réforme du code pénal : notes du groupe de travail de magistrats adhérents au SM sur le projet de réforme des procédures du code pénal (1968-1970) , textes du projet et analyse du projet ; note de synthèse du SM sur sa position à l'égard de la réforme ; correspondance de Pierre ARPAILLANGE, Garde des Sceaux, avec le SM concernant la concertation autour du projet de réforme (1970) ; questionnaire et résultat du sondage sur la réforme, notes et position du SM, note du Garde des Sceaux au 1^{er} président de la Cour de cassation, projet de loi, projet d'avis du SM sur l'avant-projet du code pénal, avis de l'association des magistrats de l'administration centrale (MACJ), observations des sections et de l'Union fédérale des magistrats, sondage sur la réforme, note de synthèse, discours du Garde des Sceaux Jean TAITTINGER, note sur la réforme de la justice pénale par Jacques VÉRIN, proposition de loi concernant le casier judiciaire, coupure de presse, textes de loi du JO.

1968-1974

256J/441 Projet de loi de réforme du code pénal : lettre de Jean LECANUET au SM concernant la réforme du code de procédure pénale, note sur l'avant-projet de loi.

1974

- 256J/442 Avant-projet de code pénal, livre 1 dispositions générales, Commission de révision du code pénal, ministère de la Justice .
1976
- 256J/443 Avant-projet de code pénal, commission de révision du code pénal du ministère de la Justice.
1978
- 256J/444 Projet de réforme du code pénal : questionnaire du SM sur le pénal et la procédure pénale, observations présentées par le SM devant la commission justice pénale et droits de l'homme, note pour un projet de procédure pénale, observations du SM sur le livre 1 du projet du code pénal adopté par le Sénat en première lecture ; notes sur la suppression de la peine de 30 ans, la récidive, la contrainte par corps, sursis avec mise à l'épreuve ; note sur la réforme de l'article 64 du code pénal, rapport sur la formation du magistrat.
1988-1989
- 256J/445 Notes et courrier du SM concernant la liberté individuelle, la réforme du code pénal, le droit des poursuites, le projet de loi instituant la médiation, la réforme de la détention provisoire et le projet JOXE.
1988-1989
- 256J/446 Note d'analyse critique de l'avant-projet de loi du code pénal.
s.d.
- 256J/447-449 Procédure pénale.
1973-1979
- 256J/447 Projet de réforme de procédure pénale : communiqués du SM, procès-verbaux de réunion et notes du Comité de coordination des organisations professionnelles d'avocats, de magistrats et de la presse judiciaire Justice Pénale Nouvelle (JPN).
1973-1975
- 256J/448 Enquête sur les projets de loi de réforme de la procédure pénale et le droit pénal : réponses des sections syndicales SM au questionnaire.

1975

256J/449 Projet de loi modifiant certaines dispositions et procédures pénales: rapport parlementaire, 1973, déclaration du gouvernement sur l'échelle des peines criminelles.

1973, 1979

256J/450-452 Procédure d'instruction.

1977-1987

256J/450 Avant-projet de réforme des citations, significations, défauts et voies de recours : rapport sur les travaux de la commission de réforme animée par Jean PRADEL, ministère de la Justice.

1977

256J/451 Réforme de la procédure d'instruction judiciaire : circulaires et courrier du ministère de la Justice, procès-verbal de la commission permanente d'études du ministère de la Justice; notes, communiqués et motions du SM, courrier du TGI de Toulouse, courrier de l'Union syndicale des magistrats (USM), courrier du groupe parlementaire socialiste, notes manuscrites, textes du projet de loi relatif aux garanties individuelle en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire, coupures de presse.

1986-1987

256J/452 Réforme de la procédure d'instruction : courrier, notes manuscrites, note et communiqué du SM concernant la fonction de juge unique.

1987

256J/453-454 Flagrant délit.

1973-1974

256J/453 Réforme des flagrants délits : courrier adressé au SM.

1973

256J/454 Projet de loi sur le flagrant délit : questionnaires de la consultation des sections syndicales du SM sur le flagrant délit.

1974

- 256J/455 Garde à vue : correspondance du ministère de la Justice avec le SM au sujet de la prolongation des délais de garde à vue pour certaines infractions.
1971
- 256J/456-457 Détention provisoire.
1980-1984
- 256J/456 Réforme de la détention provisoire : courrier, circulaires, projet de loi et décret du ministère de la Justice, notes et courrier du Conseil d'État sur la détention provisoire ; notes, communiqués et procès-verbaux de réunions du SM, communiqué de presse de l'AN, note du TGI de Versailles, courrier du Comité de coordination Justice Pénale Nouvelle (JPN), projets de lois et rapports parlementaires, coupures de presse.
1980-1984
- 256J/457 Réforme pénale concernant le droit des personnes en matière de placement en détention provisoires : communiqué de presse, texte de l'avant-projet de loi, coupure de presse.
1984
- 256J/458 Simplifications des procédures et exécutions des décisions pénales : textes de projets de loi, courrier du ministère de la Justice.
1984-1985
- 256J/459 Commission de justice pénale et droits de l'homme. Procédure pénale et application des peines, rapport du groupe d'experts composant la commission.
1989
- 256J/460-461 Contentieux de masse.
[1982]-1984
- 256J/460 Commission de traitement du contentieux de masse du ministère de la Justice : note de présentation des travaux de la commission et liste de ses membres.
[1982]
- 256J/461 Projet de loi sur les victimes d'accidents de la route, dossier de la Chancellerie.
1984

256J/462	Politique criminelle : copie d'un mémoire en réplique concernant la recevabilité d'une requête du SM dirigée contre une circulaire ministérielle (1981) ; circulaire du ministère de la Justice au sujet des orientations de politique criminelle (1981), note sur la justice civile répressive (1976), note sur les flagrants délits (1978), courrier et questionnaire de l'Institut de criminologie de Paris sur la peine de mort et la magistrature (1976), notes et compte rendu de réunion concernant le colloque "Violence et sécurité" organisé à l'université de Lille II les 31 mai et 1 ^{er} et 2 juin 1979 ; coupures de presse sur la peine de mort (1974-1981).	1974-1981
256J/463-476	Affaires criminelles.	1963-1988
256J/463-467	Affaires impliquant les services de Police.	1971-1988
256J/463-466	Violence policière.	1971-1988
256J/463	Affaire de la fusillade de Châtenay-Malabry : appels et note manuscrite de soutien aux victimes.	1971
256J/464	Affaire Jean-Marc LELEU. Violence policière : copies de comptes rendus d'informations d'officiers de police, copie du rapport du commissariat central du Havre, motion du Syndicat national des policiers en tenue, copies des comptes rendus d'enquêtes.	1982
256J/465	Affaire Zaoui BENELMABROUK : courrier et dossier de presse.	1984
256J/466	Responsabilité de la police: communiqué du SM contre une décision de justice interdisant des poursuites judiciaires à l'encontre d'un policier impliqué dans la mort d'un homme à Marseille.	1988

256J/467 Trafic de cigarettes (affaire instruite par le juge d'instruction G. SENDELIN) : rapport du juge sur l'affaire, lettre manuscrite présentant l'affaire, rapport de l'inspecteur central des douanes, rapport de la commission rogatoire, lettre sur le témoignage de la manière de servir d'un OPJ, copies des procès-verbaux de déposition de témoin et de confrontation, copie de l'inventaire du dossier, copies de courrier du TGI de Mulhouse concernant le comportement d'officiers de la police judiciaire et la demande de retrait de leur habilitation d'OPJ, courrier du TGI de Mulhouse concernant des réquisitions prises sur instructions de la Chancellerie par le parquet de Colmar.

1982-1983

256J/468-474 Terrorisme.

1975-1980

256J/468-473 Détenus politiques.

1975-1980

256J/468 Affaire Herrn GROENEWOLD, avocat. Répression en République fédérale d'Allemagne : courrier du SM en allemand.

1977

256J/469 Répression du terrorisme et libertés publiques : courrier concernant les brigades rouges de Grenoble (1976) ; courrier d'un militant breton (1976) ; note au sujet de la "Bande à BAADER", coupures de presse ; (1977) ; courrier et communiqués concernant l'affaire Michel TRIGNOL, arrêté et condamné pour refus de se soumettre à la fouille du coffre de son véhicule dans le cadre d'une affaire criminelle ; communiqué des organisations syndicales et associatives pour dénoncer les appels au meurtre du groupe Delta (1979) ; appels, lettres, note manuscrite, communiqué de presse concernant Siegfried HAAG, Siglinde HOFFMANN, Ingrid BARABASS, Régina NICOLAIS, Karola MAGG et Karin KAMP, militants de la Fraction Armée rouge (FAR) ; appel international pour la libération d'Antonio NEGRI et des inculpés des 7 avril et 21 décembre 1979.

1976-1980

- 256J/470 Affaire William Roger HOLDER et Catherine Marie KERKOW Extradition de détenus politiques : courrier du comité de soutien.
1975
- 256J/471 Affaire Klaus CROISSANT, avocat allemand : projet de communiqué, note, lettre au Chancelier et au ministre de la justice de la République fédérale d'Allemagne, coupure de presse.
1977
- 256J/472 Convention européenne de lutte contre le terrorisme : notes d'analyses.
1977
- 256J/473 Lutte anti-terroriste.
1977-1978
- Affaire de l'allemand Klaus CROISSANT: communiqué et tracts du SM.
1977
- Affaire de l'irlandais James MAC CANN-KENNEDY: conférence de presse, lettre de Gilbert COLLARD, avocat, sur la situation juridique de KENNEDY, coupures de presse.
1978
- 256J/474 Espionnage, Groupe de travail du SM sur la Cour de sûreté de l'État (CSE) : plan de recherches sur la juridiction de la CSE, bibliographie ; création de la CSE en 1963 ; fiches des recherches sur la CSE (procès « Jeune Nation », 1963 ; procès OAS, 1964 ; affaire du fourgon postal de Périgueux, 1964 ; procès Georges PAQUES, 1964 ; affaire des guadeloupéens, 1968 ; procès VAN DE WIELE, Jean Gabriel AUVRAY, MARTINOT, BRINKHOFF, Francis ROUSSILHE, 1969-1971 ; affaire du quai d'Orsay, Rachid TABTI, Ouali BOUMAZA et HALÉGUA, 1970 ; affaire Maurice PICARD, 1968 ; affaire des houillères d'Hénin-Liétard, 1970 ; procès du « commando Roses-Rouge » Bordeaux 1968 ; poursuite contre des membres du Parti communiste marxiste léniniste français, 1970-1971) ; correspondance, brochure sur la CSE ; bulletin d'information sur la CSE (1963) ; coupures de presse.
1963-1972

- 256J/475 Crime contre l'humanité.- Affaire Maurice PAPON : copie du dossier d'inculpation de crime contre l'humanité, ordonnance du TGI de Bordeaux ; coupures de presse au sujet de la reprise de l'instruction de l'affaire.
1987
Jean-Claude NICOD, premier juge d'instruction de l'affaire PAPON à Bordeaux devient le président du SM en 1990.
- 256J/476 Infanticide.- Affaire Fabienne R., lycéenne inculpée d'infanticide : notes, communiqué, courrier et coupures de presse.
1977
- 256J/477-480 Délinquance.**
1977-1985
- 256J/477-478 Prévention de la délinquance.
1977-1985
- 256J/477 Conseil communal de la prévention de la délinquance de la ville de Marseille (CCPD) : comptes rendus des réunions du Conseil. circulaire d'application du décret n°83 459 du 8 juin 1983 relatif aux conseils départementaux et communaux de prévention de la délinquance.
1983-1985
- 256J/478 Réinsertion des délinquants : courrier et notes manuscrits, rapport d'activité de l'association pour la réinsertion des délinquants et l'aide aux victimes en Corrèze dite « Points d'appui » , statuts de l'association.
1985
- 256J/479 Délinquance routière : note, courrier et coupure de presse sur les accidents de la route, les dangers de l'alcool, la vitesse excessive et les conducteurs inaptes.
1978-1979
- 256J/480 Mouvement d'action sociale (MAS) : courrier, brochure et bulletin du MAS sur les problèmes de la justice et de la délinquance, n°36/37, septembre-octobre.
1977

256J/481-490

Indépendantismes.

1976-1996

256J/481-483

Corse.

1976-1996

256J/481

Statut de la région Corse : projet de loi et rapports parlementaires sur la reconnaissance du statut et des caractéristiques particulières de la région Corse.

1981-1982

256J/482

Indépendantistes corses : lettre ouverte de la CFDT au sujet de Marcel LORENZONI, prisonnier en grève de la faim à Fleury Mérogis (1976) ; manifeste au sujet de l'organisation du transporteur "Strada Corsa" (1976) ; coupure de presse au sujet de la sortie de prison d'Edmond SIMEONI (1977) ; communiqués du comité de soutien aux prisonniers politiques corses (1979) ; courrier de la section SM de Bastia, notes et coupures de presse concernant deux adhérents au SM Frédéric N'GUYEN et Michel HUBERT, magistrats au TGI de Bastia (1982) ; courrier et coupures de presse au sujet de l'affaire du hold-up de Cervione (1981-1982) ; dépêche sur les congés des magistrats ; note concernant le travail illégal de détenus ; communiqué de la section de Bastia sur la rentrée 1982 de la cour d'appel de Bastia ; courrier du SM concernant un conflit de la section SM de Bastia (1983).

1976-1983

256J/483

Contestation de l'action publique : courrier, communiqués de sections, copies d'arrêts, requêtes et jugements, notes, concernant les tensions entre les magistrats SM et la hiérarchie ainsi que les dérives de l'action publique de la justice en Corse, coupures de presse.

1978-1996

256J/484-488

Pays Basque.

1976-1989

256J/484-485 Extraditions et réfugiés.

1976, 1987-1989

256J/484

Réfugiés basques : lettre de M. PONIATOWSKI au sujet des neuf réfugiés basques assignés à résidence à l'Île-d'Yeu ; lettre de la Ligue des droits de l'homme et

du citoyen concernant la commission d'enquête à l'Île-d'Yeu.

1976

256J/485 Arrestation et extradition : communiqués (section de Bayonne du SM, Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA), Comité de défense des droits de l'homme en Pays Basque) concernant la politique d'arrestations et extraditions de basques espagnols ; *Euskadi*, revue d'information, n^{os} 61,62 et 63 de mai, juillet et septembre 1989, coupures de presse.

1987-1989

256J/486 Opérations policières : rapport de la commission d'enquête du Syndicat des avocats de France et du Syndicat de la Magistrature sur les opérations policières des 3 et 4 octobre dans le Pays basque.

1987

256J/487-488 Revendications des indépendantistes basques.

1984-1985

256J/487 *Euskadi information*, bulletin de défense des victimes de la répression contre le mouvement de libération national basque, n^o40, décembre 1984 et n^o43, mai-juin 1985.

1984-1985

256J/488 Amnistia ta Askatasuna, brochure de présentation des revendications indépendantistes basques (s.d.).

s.d.

256J/489-490 Nouvelle Calédonie.

1976-1989

256J/489 Nouvelle Calédonie : invitation à une conférence de presse de l'association Kanaks en France concernant le procès des dirigeants du Parti de Libération Kanake et du procès du meurtrier de Richard KAMOUDA (1976) ; communiqués des indépendantistes de Nouvelle Calédonie à la suite de la disparition de Jean Marie TJIBAOU et YÉWÉNE ; *Kanaky*, revues de l'association information et soutien aux droits du peuple Kanak n^o de mai et n^o18 juin 1989 ; *L'avenir calédonien*, n^o998 juillet 1989 ; *La dépêche Kanak* (1989), coupures de presse (1976).

1976-1989

256J/490 Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS) :
communiqués, lettres et circulaires.

1985

256J/491-492 Infractions financières.

1971-[1976]

256J/491 Répression des infractions financières.- Texte du projet
de loi relatif à la prévention et la répression des
infractions financières, notes sur les travaux de la
commission de la délinquance financière du SM, note du
ministère de l'Économie et des Finances au sujet des
chèques sans provision.

1971-1972

256J/492 Infraction en matière financière : notes du SM.

[1976]

256J/493-497 Institution militaire.

1974-1982

256J/493 Droits et libertés des militaires : lettres de plaintes de
militaires contre le fichage ; communiqués du Comité
droits et libertés dans l'institution militaire (CDLIM) au
sujet de militaires tués accidentellement lors de
manœuvres militaires ; courrier du SM concernant la
défense des libertés individuelles des militaires.

1978-1981

256J/494 Tribunaux militaires : projet de loi parlementaire portant la
suppression des tribunaux permanents des forces armées
en temps de paix (TPFA) et modifiant le code de
procédure pénale et le code de justice militaire ; texte du
projet de loi sur la suppression des juridictions militaires
en temps de paix, dossier de presse sur les TPFA,
communiqués du SM.

1982

256J/495-496 Objecteurs de conscience.

1974-1980

256J/495 Affaire Xavier GODINOT. Mouvement ATD Quart
Monde : courrier et communiqué au sujet de Xavier

GODINOT, objecteur de conscience, mis sous contrôle judiciaire.

1977

256J/496 Justice, institution militaire et objecteur de conscience : courrier et notes sur les objecteurs de consciences et la suppression de la justice militaire (1974) ; communiqués, tracts, courrier et bulletins d'information concernant le statut de l'objecteur de conscience et les luttes menées par les organisations et comité des objecteurs ; correspondance du SM avec l'organisation Information pour les droits des soldats (IDS), courrier et déclaration de l'Imprimerie Presse Nouvelle (IPN) concernant une perquisition de ses locaux, appels et communiqués de presse concernant l'éviction de Christian RAOULT et G. MULSANT ; correspondance et communiqués concernant le décès de jeunes militaires, et l'insoumission de militaires.

1974-1980

256J/497 Paysans du Larzac : communiqués et compte rendu de réunion des paysans du Larzac concernant leur refus de vendre leur terre aux militaires.

1976-1977

256J/498-500 **Légitime défense.**

1972, 1978-1979

256J/498 Ligue des droits de l'homme (LDH). Cas de légitime défense : courrier, invitation à une conférence sur l'affaire Mohamed DIAB, journal de la Ligue.

1972

256J/499 Législation : note de présentation de quelques éléments de droit sur la légitime défense.

1978

256J/500 Association « Légitime défense » : compte rendu de réunion du bureau du SM, lettre de l'Amicale des magistrats résistants au SM, communiqué commun du SAF-SM, courrier de *La semaine juridique*, coupures de presse sur l'insécurité et l'auto-défense, coupures de presse sur l'affaire Lionel LEGRAS (1978).

1978-1979

256J/501-503	Peine de mort.	
		1970-1978
256J/501	Rapport du groupe de travail de la section SM du tribunal de grande instance de Paris.	1970
256J/502	Lettre de la CIMADE.	1978
256J/503	Peine de mort.	1975-1978
	Affaire Bruno T. mineur de 17 ans condamné à mort : communiqués, courrier de protestation du SM, de l'association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (ANEJI) et du SNEPAP, coupures de presse.	1975-1976
	Affaire RANUCCI : note pétition concernant l'exécution de Ranucci.	1976
	Affaire Patrick HENRY : note de la CIMADE, procès-verbal de la section SM de Rouen, communiqués, document sur la peine de mort.	1977
	Correspondance et coupures de presse concernant l'abolition de la peine de mort.	1970-1978
256J/504-507	Stupéfiants et substances psychotropes.	1969-1991
256J/504-505	Législation sur la toxicomanie.	s.d., 1969-1991
256J/504	Législation sur les drogues : textes de loi internationale sur les stupéfiants et substances psychotropes (1969-1991), extrait d'une d'étude sur la législation interne aux pays membres du Conseil de l'Europe (s.d).	s.d., 1969-1991
256J/505	Proposition de loi sur la toxicomanie : communiqué du SM contre le projet de loi, lettre du Garde des Sceaux René PLEVEN et réponse du SM, JO, coupures de presse.	

1970-1971

256J/506 Affaire Georges APAP, procureur de la République :: copies des lettres de soutien à Georges Apap au TGI de Valence, concernant sa position dans la lutte contre la toxicomanie ; extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Loriol-sur-Drôme (copie).

1987

256J/507 Collectif d'information et de recherches cannabiques (CIRC) : note manuscrite et note d'information sur les actions du CIRC.

s.d.

256J/508-509 Troubles psychiatriques.

1977-1978, 1989

256J/508 Collectif d'enquête et d'études sur les pratiques psychiatriques (CEEPP) : courrier, notes et statuts du CEEPP ; *L'Imbuvable*, bulletin édité sous la direction d'Éric BURMANN (1976-1978).

1977-1978

256J/509 Traitement psychiatrique : compte rendu des travaux des ateliers de la 2^e journée d'étude de l'association Accueils des 29 et 30 septembre 1989, programme et circulaires d'informations sur la journée d'étude ; courrier de psychiatres concernant la réforme de la santé mentale ; contrat d'étude entre le ministère de la Santé et l'association Comité européen droit éthique et psychiatrie (CEDEP), statut du Comité européen, projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles psychiques, allocutions et études de professionnels en psychiatrie.

1989

256J/510-514 Organisations partenaires.

1972-1989

256J/510 Association Droit et démocratie : invitation du SM au colloque « Le citoyen face aux pouvoirs » organisé par l'association (procès-verbal du bureau du 26 mai 1972), courrier concernant le texte de loi sur le juge unique, les

droits de l'homme ; copies de jugements du tribunal pour enfants de Saint-Omer (cour d'appel de Douai), courrier de l'association concernant des actions communes.

1972-1977

256J/511 Justice Pénale Nouvelle/Comité de coordination des organisations professionnelles d'avocats , de magistrats et de la presse judiciaire (JPN) : courrier et communiqué concernant l'agression contre Jean-Claude LÉVY.

1977

256J/512 Association française des juristes démocrates (AFJD) : lettre d'invitation adressée au SM au sujet d'un débat autour du terrorisme, justice et libertés.

1978

256J/513 Association d'aide aux victimes et d'information sur les problèmes pénaux : statuts, calendrier de la mise en place de l'association, notes budgétaires.

1982

256J/514 Association Plan de cinq ans : comptes rendus des réunions du conseil d'administration, statuts de l'association, notes de présentation, documents de présentation de l'association, communiqués.

1981-1989

256J/515-559

Libertés publiques.

1968-1989

256J/515-524 Informatique et libertés.

1970-1975

256J/515-517 Commission informatique et libertés (dossiers documentaires - classement chronologique).

1970-1975

256J/515 Courrier manuscrit adressé au SM au sujet de la mise en place d'une commission informatique (1970) ; *Le juge et l'informatique*, étude de l'EMN promotion 1973 ;

notes du SM et CFDT à propos de l'informatisation de la justice ; lettre du SM au Garde des Sceaux concernant l'application de l'informatique dans la justice (1974) ; rapport sur l'installation de la commission informatique et libertés, par Jean TAITTINGER, Garde des Sceaux, (17 avril 1974) ; procès-verbal de réunion de la Commission de développement de l'informatique, notes et courrier sur le projet de marché avec la société LOGABAX, programme informatique, note de réflexion concernant l'influence de l'informatique sur le fonctionnement des juridictions (1974) ; intervention à la table ronde "Informatique et libertés" organisée par le SM (1975).

1970-1975

256J/516 Courrier et notes sur la commission informatique et libertés ; rapport sur la gestion automatisée concernant l'imprimé d'admission au service de l'enfance du ministère de la Santé, notice d'utilisation, fichiers des équipements de la DASS ; note au sujet du fichier national des conducteurs en infraction ; rapport sur la mise en place de la commission informatique et libertés ; liste des membres de la commission ; lettre adressée par le SM aux candidats à la présidentielle sur l'informatisation de certains fichiers sensibles ; lettre du SM au Garde des Sceaux sur l'introduction et les répercussions de l'informatique sur les conditions du travail ; note sur la libre opinion ; note sur l'état des projets d'automatisation au ministère de la Justice, procès-verbal de la réunion de la commission de développement de l'informatique (29 mai 1974) ; rapport sur les problèmes posés par le développement de l'informatique ; notes de réflexion sur l'introduction de la gestion informatique dans l'administration judiciaire ; comptes rendus de réunions du bureau du SM (1975) ; coupures de presse.

1974-1975

256J/517 Note du ministère de la Justice au sujet d'un projet d'arrêté pour la création d'un bureau de l'informatique intégré aux structures de la Chancellerie, texte du projet de l'arrêté (1975) ; répertoire des fichiers du ministère de la Justice et du ministère des Armées (direction de la gendarmerie), 2 ex.

1975

256J/518-524 Fichiers informatisés.

1968-1988

256J/518-520 Généralités.

1968-1988

256J/518 Fichiers informatisés : correspondance de la LDH avec le président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) au sujet de certains fichiers informatisés des ministères de la Défense et de l'Intérieur ; communiqués, liste chronologique de l'action de la LDH sur le problème de fichage de la gendarmerie ; courrier, ordonnance, requête, procès-verbal de constat, assignation (TGI de Rouen) concernant l'assignation en justice de l'Association pour la protection des libertés (APLI).

1981

256J/519 Fichiers informatisés : avis de la CNIL sur le projet de loi relatif à l'informatisation du casier judiciaire, projet de loi parlementaire, notes sur le système centralisé du casier judiciaire ; note sur les principales possibilités offertes aux usagers par la loi informatique et liberté, texte et communiqués d'un colloque "L'informatisation contre la société" tenu à Paris les 8 et 9 décembre 1979 ; notes du SM concernant le risque de fichage et le contrôle d'identité (1980) ; textes des contributions au colloque du 20 mars 1980 organisé par la CFDT sur l'informatisation des fichiers et les libertés fondamentales, correspondance et notes de la CFDT, CGT et SM au sujet de certaines réserves à l'égard du projet d'informatisation des cartes nationales d'identité et titre de séjour des étrangers envisagé par le ministère de l'Intérieur (1980) ; rapports du schéma directeur sur l'informatisation judiciaire (1984).

1979-1984

256J/520 Secret professionnel et libertés publiques : rapport sur le traitement électronique de l'information à la préfecture de police (1968) ; rapport de synthèse de l'ENM sur la justice et la presse (1971) ; courrier et appel du Syndicat national des journalistes et de l'Association nationale des assistants de service social, parlementaire concernant les risques du traitement informatisé de fichiers à caractère social (1974-1977) ; correspondance sur l'affaire Martine WILLOQUET et l'affaire du juge d'instruction Henri PASCAL (Bruay-en-Artois) et le problème de la confidentialité professionnelle (1966-1978) ; correspondance du TGI de Lille, SM et ministère de la Justice au sujet du fichier manuel de personnes ayant fait l'objet de contrôle d'identité (1981-1983) ; correspondance du TGI d'Avignon et extrait du registre des délibérations du

Conseil municipal d'Avignon concernant un projet de
télésurveillance à Avignon (1988) ; coupures de presse.

1968-1988

256J/521 Casier judiciaire automatisé : courrier parlementaire,
circulaire du SM, rapport du Sénat relatif à
l'automatisation du casier judiciaire, projet de loi.

1979

256J/522 Fichier informatisé anti-terroriste : texte de la
délibération de la CNIL n°82-199 du 30 novembre 1982
concernant le fichier informatisé anti-terroristes,
communiqué de la LDH et du SM, procès-verbal du
Conseil syndical du SM, note, textes de loi en vigueur
(1976), coupures de presse.

1976-1982

256J/523 Projet de loi informatique et libertés : correspondance du
SM et notes concernant sa position et ses critiques à
l'égard du projet de loi informatique et libertés, projet ;
textes des amendements ; fiches et articles de loi sur
l'informatique.

1977

256J/524 Centre d'information et d'initiative sur l'information (CIII) :
communiqués et compte rendu de l'assemblée générale
du 7 juin 1980 au sujet des craintes suscitées par
l'informatisation et le contrôle des cartes d'identités ;
articles de Jacques THYRAUD, président de la CNIL,
coupure de presse (1980) ; notes du SM sur les nouveaux
moyens de communication et la politique des libertés et
des droits nouveaux (1984).

1980-1984

256J/525-531 Liberté de la Presse.

1969-1989

256J/525-526 Poursuites judiciaires contre la Presse.

1969-1981

256J/525 Poursuite judiciaire contre la presse : correspondance
manuscrites (1969), notes, communiqués, courrier,
coupures de presse.

- 1969-1980
- 256J/526 Poursuite judiciaire contre *Le Monde* sur la base de l'article 226 du code pénal : bulletin d'information *Hommes et libertés* de la LDH, n°17, décembre 1980 ; *La lettre de la Chancellerie*, n°65, décembre 1980 ; coupures de presse concernant les poursuites engagées par le Garde des Sceaux contre *Le Monde*.
- 1980-1981
- 256J/527 Censure de la revue *Sexpol* : communiqués de presse de la revue au sujet de l'interdiction de diffuser, *Sexpol*, n°4 (septembre), n°5 (octobre), n°6 (décembre), coupures de presse.
- 1975
- 256J/528-529 Affaire Hersant.
- 1973-1977
- 256J/528 Ligue des droits de l'Homme (LDH) : courrier du correspondant du SM portant sur les problèmes de la justice, compte rendu du comité central du 16 octobre 1976, extrait d'un article du *Monde* « Le déjeuner de Rouen », coupure de presse.
- 1973-1977
- 256J/529 Liberté de la presse (affaire Robert HERSANT) : comptes rendus de réunions et courrier de la LDH concernant l'organisation d'un colloque sur Robert HERSANT (propriétaire de plusieurs quotidiens), la question du monopole de la presse et l'expression de la libre opinion ; notes, bulletins de syndicats de journalistes et coupures de presse.
- 1976-1977
- 256J/530-531 Organisations partenaires.
- 1976-1989
- 256J/530 Association Région Paris Presse (ARPP) : compte rendu de réunion de l'ARPP, note et courrier sur l'information dans la région parisienne.
- 1976-1977
- 256J/531 Syndicat national des journalistes (SNJ) : tracts, communiqué, préavis de grève, dossier de presse,

bulletins d'information du syndicat concernant la liberté d'expression, le statut des journalistes, les problèmes posés par l'information et ses rapports à la police.

1976-1989

256J/532-534 Liberté syndicale.

1968-1980

256J/532 Libertés syndicales (répression anti-syndicale, droit de grève) : notes manuscrites, textes de loi sur la liberté syndicale, procès-verbaux du bureau du SM, bulletins d'information du SM, communiqués, courrier, coupures de presse sur des affaires de répression syndicales.

1968-1980

256J/533-534 Obligation de réserve.

1972-1976

256J/533 Obligation de réserve et répression syndicale : notes, procès-verbaux du conseil et bureau du SM concernant l'obligation de réserve et la répression syndicale.

1972-1973

256J/534 Libertés publiques : notes sur les libertés syndicales dans la magistrature, l'obligation de réserve et du secret, la juridiction prud'homale.

1976

256J/535-538 Libertés individuelles.

1971-1980

256J/535 Libertés individuelles et publiques : notes de réflexions du SM sur les libertés publiques (1975) ; comptes rendus du "Premier forum des libertés" réunissant l'Association Des Libertés et des parlementaires (Sénant, 1977) ; brochure *Information Cercle Tocqueville*, n°211 avec un lexique des libertés individuelles et publiques (1971).

1971-1977

256J/536 Projet de loi modifiant la loi de 1901 sur les associations : notes, procès-verbaux du conseil et bureau du SM, extraits de presse, rapport et projet de loi parlementaires sur le contrat d'association, JO des débats, décision du Conseil constitutionnel, courrier.

1971-1973

256J/537 Centre Huit : courrier au sujet d'une rencontre débat autour des libertés individuelles.

1977

256J/538 Radios libres : courrier du SM et de l'association pour la libération des ondes concernant les aspects juridiques de la création et du fonctionnement des radios libres, bulletin d'information et dossier de presse, appel pour une participation du SM à un colloque sur les radios libres, texte de loi relatif à l'organisation des radios locales.

1979-1980

256J/539-540 Publicité des débats judiciaires.

1975-1984

256J/539 Publicité de la justice : note de Claude VARÈNE intitulée « Une journée avec un juge d'instance » (1976), note sur la publicité des débats judiciaires [1978], coupure de presse.

1975-[1978]

256J/540 Enregistrement et diffusion des débats judiciaires à la télévision et à la radio : note du SM et comptes rendus de la commission chargée d'étudier la possibilité d'enregistrer et de diffuser les débats judiciaires (ministère de la Justice).

1983-1984

256J/541-559 Sécurité et libertés publiques.

1973-1983

256J/541 Sécurité et protection des citoyens : communiqués, courrier.

1973-1981

256J/542-544 Projets de lois PONIATOWSKI-LECANUET (Michel PONIATOWSKI, ministre de l'Intérieur et Jean Lecanuet, ministre de la Justice).

1975-1978

256J/542 Colloque « Sécurité contre les libertés » organisé par le SM le 22 mai 1976 : courrier, tracts, bulletin *Justice 76* et textes des interventions.

1976

256J/543 Audition du Syndicat de la Magistrature par la commission spéciale de l'Assemblée Nationale sur les libertés : correspondance et communiqués parlementaires, communiqués de presse et convocations de la commission spéciale, notes dactylographiées et manuscrites sur la sécurité et les libertés, rapport de l'audition de Léonard GAUDIN, président du SM et vice-président du TGI de Rouen (texte dactylographié et rapport parlementaire), coupure de presse.

1976

256J/544 Sécurité et libertés publiques : courrier de Georges DARDEL adressé au ministre de la Justice au sujet du procès en appel de la fusillade de Puteaux (1975) ; projet de texte commun de syndicats au sujet de l'insécurité et de la condamnation à mort d'un adolescent ; communiqué du SM concernant la politique de répression ; courrier, notes et rapport sur la criminalité ; compte rendu analytique de séance de l'Assemblée Nationale sur l'indemnisation des victimes (1975-1976) ; coupures de presse (1975-1978).

1975-1978

256J/545 Projet de loi « Sécurité et libertés » (Alain PEYREFITTE, ministre de la Justice).

1980-1983

256J/545-547 Examen du texte par le syndicat de la magistrature.

1980

256J/545 Examen par le SM des amendements de la loi « Sécurité et liberté » n°1681 : textes des amendements, mai-juin 1980.

1980

256J/546 Motions des différentes sections du SM contestant le projet de loi, communiqués, examen des textes et amendements de certains articles de la loi Sécurité et liberté n°1681.

1980

256J/547 Rapport d'analyse du SM (ROBERT-LAVAL) ; communiqués et courrier concernant la position des

sections SM, syndicats et organisations (Fédération nationale des unions de jeunes avocats, Amnesty international, association nationale des juges de l'application des peines (ANJAP), LDH section de l'Aube, UD-CGT de l'Aube, Syndicat des avocats de France); courrier de parlementaires, coupures de presse.

1980

256J/548-556 Campagne pour le retrait du projet de loi.

1980-1983

256J/548 Loi « sécurité et libertés » : projet de loi réalisé par le SM renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes, communiqués de presse et décisions de la commission des lois constitutionnelles de l'Assemblée Nationale.

1980

256J/549 Projet de loi PEYREFITTE « Sécurité et liberté » : appels, communiqués et courrier des syndicats et des sections du SM contre le projet ; courrier du maire de Lons-le-Saunier (Jura) et motion du Conseil municipal sur le projet de loi, texte du discours de PEYREFITTE au congrès de la CSA du 2 mai 1980, texte du projet de loi, conférence de presse des organisations syndicales (21 mai 1980) , appel des huit.

1980

256J/550 Projet de loi « Sécurité et liberté » dit projet de loi PEYREFITTE : liste des adhésions à la "Déclaration des huit" ; pétition du rejet du projet de loi ; communiqués des sections SM ; communiqué commun ; courrier et communiqués d'organisations syndicales, de magistrats et de TGI au sujet de la manifestation contre le projet de loi du 2 octobre 1980 ; correspondance du Comité de coordination JPN, notes préparatoires à la conférence de presse du 5 mai 1980, courrier de l'association Droit et Démocratie au sujet de l'organisation d'un colloque sur le projet de loi, notes du SM, tracts syndicaux, déclarations.

1980

256J/551 Projet de loi « Sécurité et liberté » : note sur le projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (colloque organisé par Droit et Démocratie à la faculté de droit de Paris) le 11 octobre 1980.

1980

- 256J/552 Application de la loi « Sécurité et liberté » : communiqués et courrier du SM et ses sections concernant la tournée du Garde des Sceaux, Alain PEYREFITTE, auprès des cours d'appel pour expliquer les questions posées par la mise en application de la loi, coupures de presse.
1980-1981
- 256J/553 Projet de loi « Sécurité et liberté » : courrier du SM, communiqué de protestation du Comité Justice Pénale Nouvelle contre le projet, motions et courrier d'organisations associatives, politiques et syndicales contre le projet, circulaire d'application de la loi, textes de la loi, coupures de presse.
1980-1981
- 256J/554 Projet de loi PEYREFITTE « Sécurité et liberté » : notes du SM en réponse au projet de loi présenté par PEYREFITTE, ministre de la Justice ; tract, pétition et courrier de parlementaires et d'organisations syndicales, politiques et associatives concernant la contestation du projet ; coupures de presse.
1980-1981
- 256J/555 Projet de loi « Sécurité et libertés » : communiqués de presse et notes manuscrites du SM, coupures de presse.
1981-1982
- 256J/556 Projet de loi PEYREFITTE « Sécurité et liberté » : courrier et communiqués du SM au sujet du projet de loi "Sécurité et liberté" et de son retrait ; coupures de presse.
1980-1983
- 256J/557-559 Révision de la loi.
1980-1982
- 256J/557 Projet de loi "Sécurité et liberté" : notes, appel et procès-verbal du bureau du SM concernant le rejet du projet de loi et sa révision ; circulaire du ministère de la Justice portant abrogation et révision de la loi du 2 février 1981.
1980-1982
- 256J/558 Projet de loi "Sécurité et liberté" : avis des TGI de Pontoise et Nanterre sur l'avant-projet d'abrogation et de révision de la loi du 2 février 1981 ; note du SM sur la saisine directe et l'application des peines ; comptes

rendus de réunion du bureau, conseil syndical et commission pénale du SM ; circulaires du ministère de la Justice sur les nouvelles orientations de politique criminelle ; compte rendu de réunion et notes sur le problème de la sécurité dans le métro et la question des jeunes yougoslaves ; notes et communiqués de presse ; déclaration du Premier ministre sur les problèmes de sécurité, coupures de presse.

1981-1982

256J/559 Contrôle d'identité : circulaire du ministère de la Justice sur le projet de loi relatif aux contrôles d'identité.

1982

256J/560-595

Droits des étrangers.

1973-1992

256J/560-565 Droit d'asile.

1977-1992

256J/560 Campagne nationale pour le droit d'asile : courrier, comptes rendus de réunions, communiqués de presse et rapport final de la Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA), bulletin d'information de l'association France terre d'asile, textes de loi sur la convention européenne pour la répression du terrorisme.

1985-1987

256J/561 Assises européennes sur le droit d'asile : appels, notes et courrier.

1989-1992

256J/562-565 Extradition de réfugiés politiques.

1977-1987

256J/562 Extraditions de réfugiés politiques : comptes rendus de réunions de la CSDA et du SM, appels, pétitions et tracts de soutien aux réfugiés politiques menacés d'extradition, l'avocat allemand Klaus CROISSANT et le journaliste italien Antonio BELLAVITA ; brochure sur les avocats de prisonniers politiques en RFA, *Le Canard extradé* portant sur l'affaire CROISSANT.

1977-1978

256J/563-564 Basques.

1984-1987

256J/563 Extradition de détenus basques : correspondance diplomatique (en espagnol), communiqué de presse, bulletins de défense des victimes de la répression contre le mouvement de libération nationale basque.

1984

256J/564 Expulsion de réfugiés basques : copies de tracts et appels du comité pour la défense des droits de l'homme en pays Basque ; copies de jugements de la cour de cassation, coupures de presse.

1986-1987

256J/565 Expulsions d'aliens : copies d'extraits des minutes de la cour d'appel de Paris, note de l'association France terre d'asile, coupures de presse.

1987

256J/566-570 Étrangers en situation irrégulière.

1975-1991

256J/566-568 Actions collectives de défense des sans papiers.

1983-1991

256J/566 Étrangers sans papiers : jugements, ordonnances de TGI, décisions de la Cour de cassation, motions syndicales et associatives (GISTI, collectifs de sans papiers, CFDT, SM), lettres de plaintes, communiqués et notes.

1983-1989

256J/567 Conditions d'entrée et de séjour des étrangers : notes du GISTI et du SM sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, bulletin d'information *Migrants de Créteil*.

1985-1986

256J/568 Droits de séjour des étrangers en France : circulaire du SM sur l'argumentaire juridique dans le combat pour le respect des droits, note et copies de décisions de justice concernant le contrôle d'identité et le séjour irrégulier

des étrangers, correspondance , notes, projet de décret, rapports sur l'égalité des droits et le regroupement familial, circulaires du ministère de la Justice au sujet du contrôle d'identité et de la lutte contre la criminalité.

1984-1991

256J/569-570 **Détention et rétention.**

1975-1984

256J/569 Détention des étrangers au camp d'Arenc : lettre du SM, circulaire du ministère de la Justice, lettre ouverte du Comité de défense des libertés, lettre de soutien au collectif organisant une marche nationale sur le camp d'Arenc, coupures de presse concernant la légalité de l'incarcération des étrangers en voie d'expulsion.

1975-1978

256J/570 Détention provisoire et contrôle d'identité. Affaire du foyer des Amandiers (rue des Amandiers, 20^e arrondissement de Paris) : note du SM sur un avant-projet de réforme relatif à la détention provisoire ; courrier et copie du jugement dans l'affaire du foyer des Amandiers (contrôle d'identité dans un foyer de sans papiers), copie d'un compte rendu d'audience sur l'affaire du foyer de Saint-Gratien, coupures de presse.

1984

256J/571-572 Expulsions.

1975-1978

256J/571 Droit d'asile : courrier et motion au sujet de la détention des étrangers en voie d'expulsion (1975-1976), appels et communiqués du collectif de soutien à la marche nationale contre la prison d'Arenc du 11 février 1978, coupures de presse(1978).

1975-1978

256J/572 Plainte du Syndicat de la Magistrature contre Alain PEYREFITTE, Garde des Sceaux et Christian BONNET, ministre de l'Intérieur au sujet de la circulaire du 21 novembre 1977 relative aux étrangers expulsés : circulaire du 21 novembre 1977, lettre de la plainte du SM, lettre du parquet, demande de sursis à exécution du

GISTI , notes manuscrites, lettre et communiqué du SM à la presse, coupures de presse.

1977-1978

256J/573-580 Législation.

1976-1989

256J/573-574 Projets de lois modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers (dites lois « BARRE-BONNET » et « BOULIN-STOLÉRU »).

1979

256J/573 Projets de lois modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers : textes de loi, notes du GISTI, projet de texte commun, article sur SM paru dans *Le Monde*, *Bulletin de l'immigration* n°4 de la CGT ; courrier, communiqué du MRAP et tableau comparatif sur l'immigration (colloque au Sénat), tracts de syndicats et associations, coupures de presse ; rapports et tracts de collectifs contre les projets de loi : « Cahier blanc contre le racisme », INSTEP Midi-Provence, « Projet de loi gouvernemental », collectif contre les projets de lois racistes, « Les immigrés face à la justice et à l'administration dans les Bouches-du-Rhône ».

1979

256J/574 Liberté d'association, création du Comité pour l'abrogation du décret-loi de 1939 sur les associations étrangères : correspondance du Comité (1977), tracts du SM, compte rendu de réunion, bulletins d'information, courrier concernant la situation de certaines associations (notamment l'association Solidarité des travailleurs maliens en France, l'Association des marocains en France, Union nationale des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire, Union nationale des étudiants du Kameroun (UNEK), notes, copies de décisions de justice, communiqué, Bulletins d'information (CIMADE, CEDETIM, CIEMM) sur la sécurité des étrangers en France notamment le droit d'asile, la liberté d'association, les réfugiés politiques ; coupures de presse.

1976-1981

256J/575-576 Regroupement familial.

		1977-1984
256J/575	Proposition de loi sur le regroupement familial des travailleurs immigrés. Sénat.	1979
256J/576	Immigration familiale : notes et études de réflexions du GISTI concernant la suppression de l'immigration familiale, dossiers de presse.	1977-1984
256J/577-578	Réforme du code de la nationalité française.	1986-1988
256J/577	Réforme du code de la nationalité française : appels, tracts et courrier de la LDH, Mouvement anti-apartheid et CIMADE.	1987
256J/578	Réforme du code de la nationalité française : correspondance de la LDH, notes sur les principes de la réforme du GISTI et de Jean FOYER, député de Maine-et-Loire), texte du projet de loi (JO), appels communs des organisations contre le projet, coupure de presse.	1986-1988
256J/579-580	Réforme du statut des étrangers (loi PASQUA).	1989
256J/579	Réforme du statut des étrangers : notes du SM sur un projet de réforme relatif au statut des étrangers, communiqué d'organisations syndicales et associatives contre la loi PASQUA.	1989
256J/580	« Collectif 89 pour l'égalité » : lettre concernant l'abrogation de la loi PASQUA.	1989
256J/581-589	Main d'œuvre étrangère.	1974-1984

256J/581-582	Libertés publiques et droits des travailleurs immigrés.	1974-1984
256J/581	Notes et courrier d'organisations syndicales et associations sur les problèmes des libertés publiques et de l'immigration en France, notamment les expulsions de travailleurs et étudiants hors de France, les gitans et nomades de la région parisienne ; communiqués et courrier des organisations représentatives des travailleurs immigrés.	1974-1979
256J/582	Notes, communiqué et courrier du SM et d'organisations syndicales, associations et autorités politiques sur des questions de l'immigration en France.	1979-1984
256J/583-585	Séjour, conditions de vie et expulsions.	1977-1981
256J/583	Expulsion des immigrés : comptes rendus de réunions du Comité Français-Immigrés et du Collectif SOS Refoulement, communiqués et courrier, étude sur les travailleurs immigrés (copie), copie d'un jugement du tribunal de police d'Hayange en Moselle, notes sur la situation de la communauté comorienne en France, coupures de presse et affichettes.	1977-1979
256J/584	Affaire Moussa KONATE (ressortissant malien) : bulletin d'information de la CGT sur l'affaire Moussa KONATE, travailleur immigré en instance d'expulsion.	1980
256J/585	Expulsion des immigrés : circulaires et communiqués d'organisations syndicales et politiques (CGT, PS, SOS Refoulement, Comité national de liaison des clubs et équipes de prévention spécialisée (CNL), Syndicat des avocats de France).	1980-1981
256J/586-588	Foyers de travailleurs.	1976-1983

- 256J/586 Les foyers de travailleurs immigrés et la grève des loyers à la SONACOTRA : communiqué de presses, tracts, appels, notes d'informations du Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève, notes, coupures de presse.
1976-1979
- 256J/587 Cités de transit et conditions de logement des immigrés : courrier et notes sur les cités de transit.
1978-1983
- 256J/588 L'affaire SONACOTRA-Hayange, brochure du Comité de défense du juge Jacques BIDALOU, Hayange.
[1980]
- 256J/589 Trafic de main-d'œuvre : copies de notes du secrétariat d'État concernant la lutte contre les trafics de main-d'œuvre, copies de décisions de justice de TGI concernant la main-œuvre étrangère.
1977-1979
- 256J/590-595 Organismes d'aide aux étrangers.**
1973-1989
- 256J/590-592 Comité inter mouvements auprès des évacués, service œcuménique d'entraide (CIMADE).
1976-1989
- 256J/590 Courrier d'Amnesty international, CIMADE ; courrier, compte rendu de réunion et notes concernant une campagne pour la défense des droits de l'homme.
1976
- 256J/591 Grève du personnel : courrier, communiqués communs de la CIMADE et de la CFDT.
1977
- 256J/592 Bilan d'action du CIMADE sur les réfugiés en France (1978) ; courrier, appel et affiche concernant des journées d'étude organisées par le CIMADE sur les femmes immigrées, réfugiées françaises dans l'Europe.
1978-1989
- Affiche classée à pla (cf. cote 361) Affiche couleur, texte et dessin, (59,9x40) 1989.*

- 256J/593 Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) : circulaires et études du GISTI concernant la régularisation des travailleurs immigrés, les cités de transit, la réglementation des titres de séjours et les conditions de logements des migrants.
1973
- 256J/594 Ligue des États arabes. Mission de Paris : lettre de contestation du Quotidien de Paris pour incitation à la haine raciale.
1987
- 256J/595 Association La Licorne Blanche. - Projet de création d'un centre d'accueil et de cure en milieu urbain, présenté par l'association.
s.d.

256J/596-640

Prison.

1970-1998

256J/596-605 Application des peines.

1973-1976

- 256J/596 Conseil constitutionnel . - Inconstitutionnalité des peines d'emprisonnement et certaines mesures privatives de liberté : note du SM, circulaire du ministère de la Justice, copie d'un jugement.

1973-1974

- 256J/597 Exécution des peines : note du SM sur le projet de loi relative aux peines et à leur exécution.

[1975]

- 256J/598 Recours contre la réforme pénitentiaire de 1975, notamment la réforme de l'application des peines : notes du ministère de la Justice , courrier et motions.

1975-1976

256J/599-601	Liberté conditionnelle.	1971-1991
256J/599	Libération conditionnelle, sursis : circulaires du ministère de la Justice , arrêts de la cour de cassation (chambre criminelle).	1971-1991
256J/600	Libération conditionnelle : correspondance et communiqués du SM-SNEPAP, notes du ministère de la Justice.	1974-1975
256J/601	« La tragédie de Carqueiranne » et l'application de la liberté conditionnelle : correspondance et communiqué de la Fédération des syndicats CFTC du ministère de la Justice et circulaires du ministère de la Justice sur les permissions de sortir (1978); note manuscrite et coupures de presse sur l'histoire de Thomi RECCO, meurtrier récidiviste ayant commis un triple meurtre après avoir bénéficié d'une liberté conditionnelle (1980).	1978-1980
256J/602	Permissions de sortie : projet de loi relatif aux conditions d'exécution des peines privatives de liberté : correspondance au sujet d'une table ronde organisée par le SM sur le projet de loi, textes du projet de loi, proposition de loi sur la peine de mort, notes sur le durcissement des permissions de sortie.	1978-1979
256J/603	Peines de substitution : note du TGI de Rennes sur les nouvelles orientations de politique criminelle, note du secrétariat d'État sur le programme emploi-environnement et substitution des courtes peines.	1983
256J/604	Affaire des tahitiens des Baumettes : copies du réquisitoire du procureur de la République de Papeete, jugement du tribunal de première instance de Papeete, arrêt du tribunal supérieur d'appel de la Polynésie française, lettres du ministre de la Justice, jugement du tribunal de Marseille, lettre de Charlie CHING, Félix TEHERIURA et Robert CAHN Robert (copies des documents en 3 ex.).	1972-1974

256J/605 Table ronde organisée par l'ENM dans le cadre de son Activité d'Information et de Recherches des 16 et 25 octobre 1973 : comptes rendus, note du ministère de la Justice sur le suicide des détenus dans les établissements pénitentiaires, coupures de presse.

1972-1973

Thèmes abordés : toxicomanie, politique criminelle et individualisation judiciaire, criminologie clinique, peines non privatives de liberté, enquête de personnalité, travail pénitentiaire, libération conditionnelle, probation, contrôle judiciaire.

256J/606-619 Conditions de détention.

1971-1997

256J/606 Conditions de détention : synopsis du film *Attica*, interview de Cinda FIRESTON [1971] ; circulaire de la direction de l'administration pénitentiaire au sujet des suicides dans les établissements pénitentiaires (1973) ; note sur le piège de la mise à l'épreuve (s.d.) ; projet de loi relatif à l'application des peines (1975-1976) ; brochure sur le quartier de haute sécurité (QHS) (1978), note d'information du Groupe multiprofessionnel des prisons (GMP) de Paris (1978).

1971-1978

256J/607 Régimes des détentions pénitentiaires et problèmes liés à la prison : notes et courrier divers (SM, ministère de la Justice, comité de liaison de Lyon, intersyndicale des prisons, etc.) ; courrier de prisonnier (Fleury Mérogis).

1971-1997

256J/608 Les conditions de détention dans les prisons : communiqués du SM concernant la surpopulation et les conditions de vie carcérales, comptes rendus des activités du Groupe multiprofessionnel des prisons (1978-1979), bulletins d'information sur les prisons, communiqués et courrier sur l'affaire Guy MAUVILLAIN, note sur l'activité de la direction de l'administration pénitentiaire (ministère de la Justice), communiqués de presse du SNEPAP et du SM section d'Ivry au sujet de portique de détection métallique ; courrier et communiqués concernant des poursuites disciplinaires à l'encontre d'éducateurs des prisons de Rouen et Fresnes ; courrier et communiqué au sujet d'un détenu en grève de la faim pour réclamer le droit à la libre lecture ; coupures de presse.

1974-1980

- 256J/609 Conditions de détention et conditions de travail des éducateurs et personnels de prison.
- 1972-1983
- Actions de protestations contre les conditions de travail du personnel et celles de détention: correspondance, communiqués et tracts d'organisations syndicales et d'associations; bulletins de contrôle judiciaire du Comité d'Action des Prisonniers (CAP-Cité) contenant des observations sur le profil des magistrats (procureur et président) et leur comportement à l'égard des prévenus; comptes rendus de réunions et notes du bureau du SM, courrier, coupures de presse, journal du CAP.
- 1972-1978
- Sanction de personnel éducateur: lettre ouverte au Garde des Sceaux (octobre 1977), communiqué de presse, dossiers de présentation de la maison d'arrêt des hommes et des femmes de Fleury-Mérogis ainsi qu'un dossier sur les motivations des éducateurs.
- 1983
- 256J/610 Conditions de détention des détenus: projet de loi relatif aux droits patrimoniaux attachés à l'exploitation du récit d'un crime par son auteur, correspondance du Centre huit au sujet d'une exposition sur les prisons, notification d'une décision du Conseil d'État (1979), correspondance et communiqué syndical (SM, CFDT, SNEPAP) au sujet de sanctions disciplinaires à l'encontre de personnels de prisons, courrier manuscrit d'un détenu adressé au SM, courrier et note au sujet de l'affaire Michel LAPEYRE, courrier de la mairie de Fleury-Mérogis au sujet de l'installation du portique électronique au centre pénitentiaire, courrier adressé au SM au sujet du décès d'un détenu en QHS à la maison d'arrêt de Loos-les-Lille, communiqué du CAPJ au sujet de la répression de visiteur de prison, convocation du Groupe multiprofessionnel des prisons (GMP) pour une réunion au sujet du bénévolat en prison.
- 1979-1980
- 256J/611 Affaire Serge LIVROZET. - Outrage à magistrat: compte rendu de l'audience de la cour d'appel de Colmar du 22 octobre 1974, coupures de presse.
- 1974
- 256J/612-614 Révolte dans les prisons de juillet-août 1974.

1974-1979

Les documents portent sur des révoltes de détenus survenues dans différents centres de détentions en 1974. Ces révoltes ont conduit à une réforme pénitentiaire qui touche à tous les aspects de la vie en prison (Décret du 23 mai 1975).

256J/612 Révolte dans les prisons de l'été 1974 : communiqués du SM, notes, courrier, coupures de presse.

1974

256J/613 Conditions de détention des prisonniers : notes du SM sur l'inconstitutionnalité des peines d'emprisonnement prévues par décret, rapport au sujet de trois affaires jugées par le tribunal de police de Pithiviers, circulaire du Garde des Sceaux, lettre ouverte de grévistes de la faim de la maison d'arrêt de Bordeaux-Gradignan au président de la République, note sur les événements survenus à la prison de Saint-Etienne, La Talaudière ; communiqués de l'association nationale des avocats de France, tract de l'Organisation communiste révolutionnaire, courrier de l'association nationale des juges et anciens juges de l'application des peines, coupures de presse.

1974-1975

Les organisations syndicales et les associations évoquent les problématiques suivantes : violence des détenus en milieu carcéral, manque de personnel surveillant, inconstitutionnalité des peines d'emprisonnement, grève de la faim en prison, difficultés des avocats à communiquer avec les détenus, rôle du juge d'application des peines (JAP).

256J/614 Révolte dans les prisons de juillet-août 1974 : courrier et bulletins de presse du CAP, notes du ministère de la Justice sur la réforme pénitentiaire engagée à la suite des révoltes; note du SM, courrier, rapport.

1974-1979

256J/615-617 Quartiers de haute sécurité (QHS) et quartiers de sécurité renforcée (QSR).

1971-1982

256J/615 Grève de la faim de prisonniers dans les quartiers de haute sécurité : préavis de grève, tract, courrier, bulletins d'information du CAP, procès-verbal du bureau syndical du SM.

1978-1979

- 256J/616 Quartiers de haute sécurité et quartiers de sécurité renforcée (QHS et QSR, créés par le décret de 1975).
1971-1981
Lettre ouverte du SM au ministre au sujet des quartiers de sécurité.
1978
Publication de l'ouvrage du détenu Roger KNOBELSPIESS *Quartier de Haute Sécurité* : lettre des éditions Stock, notice biographique de l'auteur, copie de lettre de l'avocat Jacques MONTEILS, coupures de presse, copie d'ordonnance de non-lieu.
1971- 1981
- 256J/617 Rapport présenté au Garde des Sceaux par la commission chargée d'études du problème des QSR et des quartiers de plus grande sécurité (QPGS), notes de l'association nationale des juges de l'application des peines et du ministère de la Justice, coupures de presse.
1981-1982
- 256J/618-619 Services médicaux et psychiatriques en milieu carcéral.
1973-1989, 1995
- 256J/618 Action syndicale : rapport, notes, bulletins d'information, coupures de presse et circulaires d'organisations syndicales en psychiatrie et médecine générale.
1973-1982,1995
Notamment : Syndicat des hôpitaux, Syndicat de la psychiatrie, Collectif d'enquête et d'études sur les pratiques psychiatriques, Groupe d'Information Asile, Syndicat national professionnel des médecins du travail, Syndicat de la médecine générale.
- 256J/619 Santé mentale et services médicaux en milieu carcéral : extrait d'un rapport sur la santé mentale ; notes, décrets et circulaires sur la toxicomanie, la psychiatrie en milieu pénitentiaire.
1986-1989
- 256J/620-623 Établissements pénitentiaires.**
1975-1981

256J/620	Maison centrale d'Ensisheim : rapport sur l'incendie du jeudi 13 février à la maison centrale d' Ensisheim.	1975
256J/621	Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis : notes de présentation et de fonctionnement de la prison.	1977
256J/622	Fresnes : <i>Le centaure</i> , journal des détenus de Fresnes. Février-mars 1981, courrier adressé au SM.	1981
256J/623	Prison de Tulle : procès-verbal du bureau du SM ; correspondance, compte rendu d'assemblée générale des magistrats du TGI de Tulle, lettre au président de la République Valéry GISCARD D'ESTAING, délibération du TGI de Tulle, courrier de professionnels en psychiatrie, procès-verbaux d'interrogatoires, rapport sur le fonctionnement de la prison.	1978-1979
256J/624-625	Insertion et probation.	1975-1998
256J/624	Insertion professionnelle d'anciens détenus, affaire Catherine LAGUAY et Elisabeth CHABOT : motion de l'intersyndicale de l'observatoire de Paris-Meudon, bulletin d'information <i>La prison au chômage</i> ; courrier.	1975-1976
256J/625	Réforme pénitentiaire, réforme des comités de probation et d'assistance aux libérés (CPAL) et des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) : notes de propositions et avis de l'ANJAP, notes et courrier du SM, position de la CFDT, avis de juges d'application des peines, programmes de travail des directions régionales et « Départements », courrier de l'observatoire international des prisons (OIP) (guide du prisonnier), décret modifiant le code de procédure pénal relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements pénitentiaires, bulletin INFOSTAT (1994), circulaire d'application du décret du 14 mars 1986, note sur les autorités de décision et le régime d'application des peines (1988), <i>Le Barreau de France</i> , bulletin d'information.	

1986-1998

256J626-635 Organisations partenaires.

1970-1987

256J/626-628 Actions collectives.

1970-1987

256J/626 Conditions de détention des prisonniers et du personnel surveillant, action commune des syndicats : communiqués des syndicats Confédération française démocratique du travail (CFDT), Force ouvrière (FO), Confédération générale du travail (CGT) et du SM.

1974

256J/627 Fédération de l'éducation nationale (FEN), Syndicat national des personnels de l'Éducation surveillée (SNEPS) Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire (SNEPAP) : correspondance, communiqués, notes d'informations, motion, bulletin d'information, statuts du syndicat, compte rendu du XXII^e congrès.

1970-1977

256J/628 Surpopulation et mutinerie en milieu carcéral : communiqués du SM-Force ouvrière et SNPPD concernant la surpopulation dans les prisons et la mutinerie à la Maison centrale de Saint-Maur, notes manuscrites, texte de loi relative au service public pénitentiaire (copie).

1985-1987

256J/629 Syndicat national pénitentiaire Force ouvrière : courrier et bulletin d'information *L'Espoir*.

1971-1972

256J/630 Groupe multiprofessionnel pour les questions pénitentiaires de Lyon : lettre ouverte aux candidats à la députation du département du Rhône sur l'état des prisons et leur fonctionnement en France.

1973

256J/631 Syndicat de la psychiatrie et « Psychiatisés en lutte » : actes du congrès national du syndicat des psychiatres des hôpitaux, courrier et communiqués.

		1974-1977
256J/632-634	Syndicat national des personnels d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire (SNEPAP-FEN).	1975-1983
256J/632	Conditions de travail des éducateurs : courrier, motion et communiqués.	1975-1976
256J/633	Avis sur les projets de réformes des statuts des personnels pénitentiaires, motion d'orientation du congrès SNEPAP, bulletin d'information.	1976
256J/634	Note d'observation sur le projet de création du tribunal de l'exécution des peines (TEP).	1983
256J/635	Coordination syndicale pénale (COSYPE), création et activité : correspondance de l'association nationale des juges et anciens juges de l'application des peines au sujet du rôle du juge d'application des peines (JAP) (1980-1981) ; communiqués syndicaux de protestation contre des sanctions d'éducateurs (1980-1981) ; notes, courrier et allocution de Badinter sur la politique pénale et pénitentiaire (1981) ; notes, courrier intersyndical, comptes rendus de réunions et de conférences de presse, colloques, revue de presse (1980-1983). Note sur le lobby pénitentiaire, COSYPE.1982 (juin). <i>Les prisons quel changement ?</i> , rapport de journées d'études, novembre 1982.	1980-1983
256J/636-640	Groupements de défense des détenus.	1975-1976
256J/636-639	Comité d'action des prisonniers (CAP).	1975-1976

- 256J/636 Affaire J. LAPEYRIE, militant du Comité d'action des prisonniers (CAP) : courrier du SNEPAP et du SM, coupures de presse.
1975
- 256J/637 Comité d'action des prisonniers (CAP) : courrier adressé, bulletins de contrôle judiciaire, courrier reçu d'organisations syndicales (SNEPAP, CFTC, Comité interdépartemental de formation des éducateurs).
1975-1976
- 167/638 Affaire Taleb HADJAJ, détention arbitraire : note manuscrite d'information, communiqué du CAP.
1976
- 256J/639 Affaire Roland AGRET, gréviste de la faim : lettres de R. AGRET et de son comité de soutien, communiqué du CAP
1976
- 256J/640 Collectif justice pour ZEMANI. (violences en prison) : pétition.
s.d.

256J/641-642

Départements et territoires d'Outre-mer.

1973-1979

- 256J/641 Réunions du groupe de travail du SM sur la justice dans les DOM TOM : procès-verbaux, rapports sur la situation de la justice locale en Nouvelle Calédonie, Polynésie française, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, notes, lettres, cartes postales, coupures de presse.
1973-1976
- 256J/642 Réunions du groupe de travail du SM sur la justice dans les départements et territoires d'Outre-mer : procès-verbaux, rapport sur la conception du magistrat partant en Outre-mer, tableau relatif à la situation générale en (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion), rapport de la section Fort-de-France du SM au sujet des relations entre la justice et le pouvoir politique local, note sur la

Nouvelle Calédonie et la Polynésie française (1974) ; dossier sur le Front indépendantiste de Nouvelle Calédonie (notes, déclaration, étude, copie d'un rapport sur la politique indigène en Nouvelle Calédonie entre 1894 et 1903, notes statistiques sur la population indigène (1979).

1974-1979

256J/643-725

Europe et international.

1967-2001

256J/643-646 Actions collectives.

1972-2000

256J/643 Colloque sur la pratique de la torture dans le monde : ordre du jour du colloque organisé par l'amicale des magistrats résistants les 3 et 4 juin 1972, allocutions d'ouverture du colloque, texte d'intervention du SM, courrier, compte rendu de la réunion préparatoire de la rencontre.

1972

256J/644-646 Défense des droits de l'Homme.

1975-2001

256J/644 Solidarité internationale : compte rendu d'un débat sur l'internationalisme au conseil syndical du SM (6 mars 1977) ; courrier de la LDH sur la répression en Chine (1989) ; appel du SM concernant le procès du docteur MARZOUKI en Tunisie (2000).

1977-2000

256J/645 Actions internationales : projet de lettre concernant l'arrestation et la détention de 50 travailleurs immigrés (1974). Courrier adressé au SM de l'Association internationale des juristes démocrates au sujet de son X^e congrès à Alger (avril 1975). Notes et compte rendu de réunion de la CSDA (1979). Courrier du SM au sujet de la création de l'Association européenne des magistrats pour la démocratie et les libertés (1985). Courrier du SM au sujet d'un séminaire sur les pratiques judiciaires en Afrique (1997), appel du SM et d'ATTAC

contre le renforcement de la répression en Europe [2001].

1975-[2001]

256J/646

Plateforme européenne sur la fonction des juges : notes du SM pour une contribution au débat sur l'action internationale ; copies de textes sur la fonction des juges dans certains pays européens ayant servi à l'élaboration d'une plate-forme commune (Allemagne, Belgique, Portugal, Italie, Suisse, France (texte d'Étienne BLOCH).

1981

256J/647-655 Afrique.

1975-2001

256J/647-650

Afrique du Sud.

1975-1987

256J/647

Prisonniers politiques : correspondance, appel et revue de presse au sujet du peintre BREYTEN BREYTENBACH, détenu.

1975

256J/648

Commission d'enquête sur l'apartheid: correspondance du SM et du MRAP au sujet des sessions de la commission, revue de presse.

1975-1977

256J/649

Mouvement anti-apartheid et campagne anti-OUTSPAN : communiqués, motion, lettre ouverte.

1977

256J/650

Violation des droits de l'homme : courrier et notes d'informations sur les prisonniers d'opinion, l'apartheid, les enfants détenus ; mémorandum sur la souffrance des enfants en Afrique du Sud (en anglais) ; notes d'informations de l'association national medical and dental association (NAMDA) sur la détention des enfants et la pratique de la torture; liste des personnes détenues ; *Panorama*, revue sud-africaine n°171, mars, n°172, avril et n°174, juin 1987 ; *South Africa*, revue en anglais, coupures de presse.

1986-1987

- 256J/651 Burkina Faso : déclarations et dossiers d'informations de l'Association des étudiants burkinabés en France (AEBF), articles de presse communiqués par Amnesty International sur la vague de répression de syndicalistes au Burkina en juin 1987 ; messages d'organisations syndicales ; bulletins d'information.
1987-1988
- 256J/652 Guinée : courrier et brochure d'information d'Amnesty international sur les violations des droits de l'homme concernant des prisonniers politiques en Guinée (Conakry).
1978
- 256J/653 Ile-Maurice : courrier du Mouvement des travailleurs mauriciens au sujet de la répression de dirigeants de l'opposition par les autorités.
1978
- 256J/654 Sénégal : courrier et appel du Comité de défense des libertés démocratiques au Sénégal au sujet de la vague d'arrestations qui sévit au Sénégal.
1975
- 256J/655 Tunisie : correspondance, déclarations et résolution d'Amnesty international ; communiqués et notes d'informations du Comité contre la répression en Tunisie ; rapport du SM sur la mission de la délégation de juristes pour le soutien du juge YAHYAOUI (2001).
1975-2001
- 256J/656-657 Amérique centrale - Antilles.**
[1975]-1976
- 256J/656 Haïti : appel d'Amnesty international section française sur la situation économique et politique.
[1975]
- 256J/657 République dominicaine : courrier en espagnol de l'Union dominicaine pour la défense des droits de l'homme, adressé au SM.
1976
- 256J/658-662 Amérique du Nord.**

		1969-1998
256J/658-659	Canada.	
		1969-1991
256J/658	Échanges d'expériences syndicales et juridiques : note sur le recrutement des juges au Canada, courrier au sujet de la création d'un conseil supérieur de la magistrature, lettre en anglais, coupure de presse sur le congrès des juristes francophones.	
		1969-1975
256J/659	Prisonniers politiques : rapport du Comité pour l'amnistie des prisonniers politiques québécois et appel pour la libération des militants du Front de libération du Québec (1980), courrier pour le Comité d'information sur les prisonniers politiques (CIPP) concernant les répressions menées contre de nombreuses organisations militantes pour l'autodétermination du Québec (1978) ; revue du CIPP sur les prisonniers politiques au Québec (1976) ; « La magistrature au Québec » par Jocelyne GAULT, Centre de recherche interdisciplinaire de Vauresson, janvier 1991.	
		1976-1991
256J/660-662	États-Unis	
		1970-1998
256J/660	Échanges d'expériences syndicales et juridiques : correspondance (en anglais) de professionnels en droit relative à des échanges en matière de systèmes juridiques (1970), courrier en anglais de l'École de droit Harvard-Massachusetts et note bibliographique (1982-1983), correspondance relative aux violations des droits de l'homme aux États-Unis (1990).	
		1970-1990
256J/661-662	Violations des droits de l'Homme.	
		1982-1998
256J/661	Affaire Mumia ABU-JAMAL : copies de déclarations et communiqués du Comité de soutien aux prisonniers politiques aux États-Unis (CSPP), message de solidarité aux sans-papiers de l'Église Saint Bernard à Paris; notes, déclarations et appels du CSPP concernant Mumia ABU-JAMAL, dossier de presse, curriculum vitae de Léonard I. WEINGLASS, un des	

avocats de Mumia, copie d'une décision de justice (1982).

1982-1998

256J/662 Affaire Norberto KEPPE et Claudia PACHETO, psychanalystes détenus aux USA : correspondance, documents judiciaires en anglais, bulletins d'information sur les psychanalystes brésiliens.

1988-1991

256J/663-676 Amérique du Sud.

1971-1997

256J/663-664 Argentine.

1975-1976

256J/663 Violation des droits de l'homme : communiqué du collectif d'études et d'initiatives sport, impérialisme et répression COSIR au sujet du boycott de la coupe du monde de football en Argentine ; bulletin d'information du Comité de soutien aux luttes du peuple argentin (CSLPA).

1975-1976

256J/664 Prisonniers politiques : comité pour sauver Mario MUNOZ, prisonnier politique en Argentine : courrier, communiqué de presse et liste de pétitionnaires, appel et communiqués.

1976

256J/665 Bolivie : courrier du comité Action-Tricontinentale concernant la libération de révolutionnaires boliviens (1977) ; communiqués du Comité de solidarité pour la lutte du peuple bolivien à Paris et de la CGT concernant les grévistes de la faim en Bolivie (1977) ; appels du Comité de soutien à Alain MESILI, prisonnier politique français incarcéré dans la prison de haute sécurité de Chonchocoro, notes, courrier et coupures de presse sur l'affaire MESILI (1995-1997).

1977-1997

256J/666-667 Brésil.

1975-1989

256J/666 Droits de l'homme et répression militaire : lettre au SM du groupe de brésiliens pour l'amnistie au Brésil,

correspondance du Comité Brésil pour l'amnistie concernant les prisonniers disparus au Brésil, liste nominative des disparus, bulletin d'information du Comité français Tribunal Russell-II, courrier du Comité Brésil pour l'amnistie et d'Amnesty international concernant les répressions d'ouvriers par le régime militaire.

1975-1978

256J/667 Comité de solidarité France-Brésil : bulletins d'information édités par le Comité de solidarité France-Brésil, coupures de presse sur l'opposition aux dictatures en Amérique latine, brochure du Comité de soutien aux avocats brésiliens exerçant auprès de travailleurs ruraux, affichette, carte postale et programme d'une exposition « Tribunal nacional dos crimes do Latifunda » tenue les 11 et 12 août 1989, brochure d'information sur l'actualité au Brésil.

1975-1989

256J/668-671 Chili.

1971-1987

256J/668-670 Prisonniers politiques.

1973-1987

256J/668 Appel et courrier du Syndicat des avocats de France au sujet de la répression contre le gouvernement démocratiquement élu (1973) ; courrier au sujet de réfugiés politiques (1973) ; communiqués et courrier concernant des prisonniers politiques et l'aide aux avocats assurant leur défense (1975) ; notes d'Amnesty international au sujet des disparus (1977) ; courrier du Comité de réfugiés politiques latino-américain à Paris (1978).

1973-1978

256J/669 Correspondance de la CIMADE concernant le saccage d'une exposition d'artisanat chilien organisée au profit de familles de prisonniers politiques dans une paroisse catholique en France, lettre au ministre de l'Intérieur (1975) ; rapport de mission médicale au Chili (1976) ; note sur la mission organisée par le Comité des juristes pour le Chili en juillet-août 1984.

1975-1984

256J/670 Appel de la commission de solidarité européenne avec le Chili et courrier du SM au sujet des prisonniers

politiques chiliens détenus entre août 1986 et février 1987. « L'appareil répressif et le prisonnier politique, la cas du Chili », revue de la CIMADE, n°1 mars 1977.

1977, 1987

256J/671 Libertés démocratiques : procès-verbaux du conseil et du bureau syndical du SM concernant les atteintes à la légalité au Chili.

1971-1973

256J/672 Colombie, prisonniers politiques : correspondance en espagnol au sujet de l'extradition de prisonniers politiques uruguayens, bulletin d'information du Comité pour la défense des droits de l'homme et des prisonniers politiques en Colombie, n°3.

1979

256J/673 Pérou : courrier du Comité provisoire pour la libération des dirigeants du Syndicat des mineurs du Pérou et appel d'Amnesty international au sujet des dirigeants syndicaux grévistes de la faim et de leurs avocats.

1976

Hernan CUENTAS, Victor CUADROS et les avocats de leur syndicat, Ricardo DIAZ CHAVEZ, Genaro LEDESMA IZQUIETA, José EULALIO ONA MEONO et Artur SALAS RODRIGUEZ.

256J/674-675 Uruguay.

1975-1978

256J/674 Violation des droits de l'Homme : courrier et appel de l'Association France-Amérique Latine et Amnesty international concernant la campagne internationale contre la répression et la pratique systématique de la torture en Uruguay, brochure d'information d'Amnesty International sur l'Uruguay.

1975-1976

256J/675 Prisonniers politiques : courrier d'Amnesty international au sujet de WASHINGTON DE VARGAS, professeur arrêté en 1973 (1977) ; courrier du Comité de défense pour des prisonniers politiques en Uruguay au sujet des répressions politiques (1978) ; courrier du Collectif pour la défense de Raoul SENDIC, dirigeant politique et syndical détenu par la dictature uruguayenne (1978).

1977-1978

- 256/676 Venezuela : lettre de Roque CARRION à Philippe TEXIER pour le remercier le second de l'avoir renseigné sur la magistrature française (en langue espagnol).
1976
- 256J/677-679 Asie – Moyen-Orient.**
1973-1989
- 256J/677 Afghanistan : « Quel regard porter sur l'Afghanistan ? », note sur la situation en Afghanistan, par Bernard DELPEUCH, juillet 1989.
1989
- 256J/678-679 Iran.
1973, 1976
- 256J/678 Communiqué et lettre au Premier ministre iranien sur la question de la répression et des exécution sommaire en Iran.
1973
- 256J/679 Appels et courrier de l'Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran (AFASPI), courrier d'Amnesty international sur le problème de la torture, appel de l'Union des étudiants iraniens en France au sujet de l'assassinat de révolutionnaires iraniens par le régime en place.
1976
- 256J/680-685 Asie – Proche-Orient.**
1976-1991
- 256J/680 Irak
1976-1991
- Prisonniers francs-maçons : courrier d'Amnesty international.
1976
- Guerre du Golfe : appel de l'Association arabe des droits de l'homme contre la guerre du Golfe, résolution et courrier du comité central du PCF contre la guerre en Iraq, communiqués du Syndicat national des journalistes et la Fédération de l'audiovisuel concernant la couverture médiatique de la guerre du Golfe entre censure et déontologie.

		1991
256J/681	Palestine : rapport d'une mission d'enquête dans les territoires palestiniens occupés par Israël par Christian De BRIE, Philippe CHAILLOU, Sabrina MERVIN et Jean-Louis WEIL.	
		1989
256J/682-685	Turquie.	
		1981-1989
256J/682-683	Violations des droits de l'homme.	
		1981-1987
256J/682	Communiqués communs d'organisation syndicales et humanitaires pour protester contre la répression militaire, arrestation, torture et censure de la presse en Turquie.	
		1981
256J/683	Extrait d'un rapport, allocution et résolution sur la situation des droits de l'homme en Turquie présenté au congrès international des amis de la Turquie (1987) ; extraits d'un rapport du Parlement européen et du Conseil de l'Europe sur la Turquie (1985), notes manuscrites (1988).	
		1985-1988
256J/684-685	Prisonniers politiques.	
		1988-1989
256J/684	Appels du SM et du Comité pour la démocratisation de la Turquie, courrier du Comité Turquie-Liberté au sujet de la tenue d'une conférence de presse à Paris sur le procès de Haydar KUTLU et Nihat SARGIN, liste nominative des observateurs au procès.	
		1988-1989
256J/685	Appel et courrier du Comité de défense des droits de l'homme en Turquie concernant les 280 détenus politique en grève de la faim dans la prison d'Eskisehir.	
		1989
256J/686-721	Europe.	
		1967-1994

- 256J/686-689 Allemagne (RFA).
1968-1981
- 256J/686-688 Prisonniers politiques.
1968-1981
- 256J/686 Suivi global : texte d'une conférence sur les interdictions professionnelles en République fédérale d'Allemagne présentée par Jacques LOGELIN, juge d'instruction au TGI de Clermont-Ferrand et membre du SM (décembre 1976) ; « La défense au banc des accusés, étude collective sur la justice en RFA » (février 1977) ; communiqué commun (SM et Magistratura Democratica) concernant la situation des droits de l'homme en RFA (26 octobre 1977) ; procès-verbal de la réunion de section du SM (TGI de Fontainebleau) sur les moyens d'action concernant l'affaire Klaus CROISSANT (23 novembre 1977), tract du comité départemental de Seine-Maritime et communiqué du SM sur l'affaire CROISSANT (novembre 1979) ; documents en langue allemande (1980-1981) ; lettre manuscrite et coupure de presse au sujet de la révolte des juges allemands (août 1968).
1968-1981
- 286/687 Droit à la défense : appels et courrier « Pour le droit à la défense » ; appel pour le soutien du Tribunal Russell ; courrier et bulletins d'information du Comité de défense des prisonniers politiques en RFA ; bulletins d'informations en langue allemande.
1978-1979
- 256J/688 Affaire Siegfried HAAG : courrier des avocats de HAAG concernant la menace d'une mesure d'internement préventif de sécurité pour le prisonnier politique Siegfried HAAG (Berlin-Francfort 1979)
1979
- 256J/689 Violation des droits de l'homme : appel du SM et de Magistratura Democratica (magistrats italiens) concernant la situation dans la République Fédérale d'Allemagne.
1977
- 256J/690-692 Belgique, Échanges d'expériences syndicales et juridiques.
1969-1989

- 256J/690 Correspondance de l'Association belge des juristes démocrates et de l'Union nationale des magistrats de première instance (UNM), procès-verbaux de réunions conseil et bureau syndical du SM, bulletins d'information.
1969-1977
- 256J/691 Correspondance du SM avec la Conférence du jeune barreau à Turnhout au sujet de l'organisation d'une rencontre entre magistrats.
1979-1980
- 256J/692 Correspondance de l'Association belge des juristes démocrates et de l'Association des juristes socialistes portant sur des rencontres et des débats sur le rapport de la justice au politique, bulletins d'information.
1975-1989
- 256J/693-697 Espagne.
1970-1984
- 256J/693-694 Prisonniers politiques.
1976-1978
- 256J/693 Appel concernant la situation d'exilés latino-américains en Espagne ; courrier du Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne (CISE) concernant des prisonniers politiques, bulletin d'information du CISE, correspondance d'Amnesty international au sujet de l'évasion de prisonniers politiques de Ségovie vers la France et des conditions de leur arrestation, courrier du Comité d'initiative d'un groupe de résistants concernant l'organisation d'une rencontre autour de la démocratie en Espagne.
1976
- 256J/694 Courrier concernant la constitution d'un comité en faveur de la libération de trois prisonniers français en Espagne (1977) ; appels du Comité de solidarité avec les peuples d'Espagne et du Comité de Soutien à la Lutte des peuples d'Espagne concernant quatre républicains espagnols arrêtés à Bordeaux (1978).
1977-1978
- 256J/695-697 Échanges d'expériences syndicales et juridiques.
1970-1984

- 256J/695 Correspondance avec le SM au sujet de son livre blanc sur la formation du magistrat.
1970-1972
- 256J/696 Déclaration de l'association « Justice démocratique », contre les persécutions politiques (1^{er} novembre 1976) ; compte rendu de réunion (1^{er} avril 1979) [en langue espagnole], coupures de presse sur le régime franquiste.
1975-1980
- 256J/697 Correspondance entre Jean-Paul JEAN (SM) et l'Association Professionnelle de la Magistrature (APM) concernant l'activité de l'association et particulièrement la II^e assemblée générale de l'APM à Barcelone les 11 et 12 février 1984 (en langue espagnole).
1984
- 256J/698-700 Grèce.
1967-1985
- 256J/698 Affaire Christos Antoniou SARTZETAKIS (juge) : mémoire, lettre manuscrite d'un avocat grec, appel (1971) ; notes et rapport des inspecteurs conseillers à la Cour de cassation (appréciations des supérieurs de SARTZETAKIS) ; note manuscrite d'un entretien avec Salvatore SENESE le 2 août 1971 (Viareggio), courrier de H. FRENKEN à SENESE, liste nominative ; correspondance concernant l'action de protestation des organisations professionnelles de magistrats en faveur du juge grec ; lettre du ministre de la Justice de la Grèce au SM (10 avril 1971), lettre du 1^{er} ministre de la Grèce au président du SM (12 avril 1971), communiqué du SM du 30 janvier 1971 et lettre du SM adressé au ministre de la Justice de la Grèce (20 mars 1971) ; correspondance au sujet de la composition de la délégation à envoyer en qualité d'observateur au procès de SARTZETAKIS ; lettre et projet de lettre des associations professionnelles de magistrats français, au ministre de la Justice de la Grèce (27 mai 1971) ; chèques et lettres de souscriptions au comité de soutien au juge ; lettre du ministre de la Justice adressé à SARTZETAKIS à l'occasion de son élection à la présidence de la République de la Grèce (10 avril 1985) ; bulletin d'information du comité suisse pour le rétablissement de la démocratie en Grèce (1967), bulletins d'information du Front antidictatorial hellénique (1969), cartes d'invitations et affichette, appel à la

célébration du 150^e anniversaires du peuple grec pour l'indépendance (1971) ; *Athènes-Presse Libre*, bulletins d'information (1971), coupures de presse.

1967-1985

Contient une lettre d' Étienne BLOCH sur la mission d'observateur au procès SARTZETAKIS.

256J/699 Affaire Christos Antoniou SARTZETAKIS : procès-verbaux du bureau et conseil syndical du SM concernant la mobilisation des magistrats français ; bulletin d'information *Justice* (n°4 septembre 1971) ; courrier et appels communs du SM-UFM et Amicale des magistrats résistants.

1971-1972

256J/700 Affaire Nicolas KIAOS : correspondance, attestation médicale, rapports médico-légal, procès-verbal et décision de justice au sujet de Nicolas KIAOS, détenu politique des prisons Korydallos (courrier en grec).

1973-1974

256J/701-704 Irlande.

1974-1985

256J/701-703 Prisonniers politiques.

1974-1981

256J/701 Irlande du Sud : correspondance du SM au sujet d'une mission d'enquête composée de magistrats, juristes et universitaires européens, en Irlande du Sud, afin de recueillir des informations sur la situation des prisonniers politiques et sur les lois et les juridictions d'exception ; courrier de l'ambassade d'Irlande à Paris, communiqué de presse.

1974-1975

256J/702 Irlande du Nord : courrier et communiqué du Syndicat national des journalistes et de l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ) au sujet d'Alain FRILET, journaliste de *Libération* et de *SIPA presse* en Irlande, détenu en résidence surveillée à Belfast ; courrier du Collectif des permanences anti-expulsions de la région parisienne au sujet de la menace d'extradition de MAC CANN-KENNEDY.

1978-1979

- 256J/703 Les prisons d'Irlande du Nord : courrier du comité de défense des prisonniers politiques irlandais, tracts, textes et déclarations des services de presse de l'ambassade de Grande Bretagne sur la situation des prisons en Irlande du Nord, courrier adressé au SM par l'ambassade britannique, affiche de l'association « Irlande Libre » (1981).
1980-1981
- 256J/704 Échanges d'expériences syndicales et juridiques, conférence internationale de juristes pour l'Irlande : lettre d'invitation à la conférence internationale de juristes pour l'Irlande (31 mai-1^{er} juin 1985), brochures.
1985
- 256J/705-710 Italie.
1968-1994
- 256J/705 Prisonniers politiques, affaire Massimo CARLOTTO: courrier, appel et notes du comité international « Justice pour Massimo CARLOTTO ».
1986
- 256J/706-710 Échanges d'expériences syndicales et juridiques.
1968-1994
- 256J/706 Notes et courriers (certains courrier sont en italien), copie de lettre manuscrite de Pierre LYON-CAEN concernant le congrès des magistrats à Turin, texte d'un rapport sur les liens entre moyens d'information et justice, procès-verbaux du conseil et du bureau du SM ; circulaires du congrès de l'Union internationale des magistrats de Florence (4 et 6 octobre 1974). Bulletins d'information de l'Association nationale des magistrats italiens. Courrier d'Étienne BLOCH et Louis JOINET (1968-1970), coupures de presse.
1968-1975
- 256J/707 Communiqué du SM au sujet de magistrats italiens accusés d'outrage à magistrat (1973). Bulletins d'information de Magistratura Democratica en italien (1975-1977), lettre de courtoisie du Conseil supérieur de la magistrature de Rome adressée à Étienne BLOCH (1980), motion de congrès de Magistratura Democratica (1981), article en italien sur l'affaire Jean CHAPRON extrait du bulletin *Magistratura Democratica* (1975), copies de courrier, comptes rendus d'enquêtes, bordereau de scellés judiciaires, procès-verbaux de la

- préfecture de police de Paris concernant l'affaire
Fernandino MACH DI PALMSTEIN (1994).
1973-1994
- 256J/708 Note en italien (s.d.). *Magistratura Democratica*, bulletin
d'information italien, n°2 avril 1978, courrier du Conseil
supérieur de la magistrature d'Italie (1984), coupures de
presse.
1975-1984
- 256J/709 Texte de la communication du SM au 16^e congrès
national de l'association nationale des magistrats
italiens , présentée par Étienne BLOCH, Bari, avril-mai
1976.
1976
- 256J/710 Motion de *Magistratura Democratica*, organisation de
magistrats italiens, congrès de Bari, novembre 1981.
1981
*Magistratura Democratica, organisation italienne de
magistrats d'orientation marxiste, partenaire du SM.*
- 256J/711-713 Pays-Bas.
1978-1984
- 256J/711 Prisonniers politiques : correspondance de l'association
néerlandaise pour la justice au sujet de l'extradition de
Klaus CROISSANT.
1978
- 256J/712-713 Échanges d'expériences syndicales et juridiques.
1978-1984
- 256J/712 « Trema », brochure en néerlandais (avril 1978) et note
du SM.
1978
- 256J/713 Correspondance du centre culturel français à
Rotterdam au sujet d'une rencontre entre des
magistrats progressistes néerlandais et français.
1984
- 256J/714-715 Portugal, échanges d'expériences syndicales et juridiques
1975-1978

- 256J/714 Note manuscrite sur le Syndicat de la Magistrature du ministère public du Portugal, texte d'une intervention d'Étienne BLOCH au nom du SM au congrès des magistrats du ministère public du Portugal, communiqué de presse du Comité de soutien aux militants anti-fascistes détenus au Portugal.
1975-1978
- 256J/715 Courrier du Syndicat des magistrats du ministère public-Palais de justice de Lisbonne au sujet de la II^e rencontre internationale de magistrats.
1978
- 256J/716 Roumanie : appel et brochure de la campagne pour la libération des prisonniers d'opinion en Roumanie menée par Amnesty international.
[1977]
- 256J/717-719 Suisse.
1969-1985
- 256J/717 Appel du Comité hellénique d'initiative à Zurich au sujet de la situation de réfugiés politiques grecs internés dans un camp en Italie (1973), note sur les particularités de l'organisation judiciaire suisse (1969), courrier concernant un échange de documentation (1972), déclarations en langue allemande au sujet de deux détenus, Gabriele KRÖCHER-TIEDEMANN Christian MÖLLER, membres de la fraction Armée rouge, grévistes de la faim emprisonnés et hospitalisés à Berne (1978), coupure de presse (1973).
1969-1978
- 256J/718 Affaire Raymond BIRGIN : lettre manuscrite adressée au SM et coupure de presse.
1977
Demande d'un particulier, adressée au SM, pour intervenir en faveur d'un détenu accusé de vol dans un stock de l'armée suisse.
- 256J/719 Affaire Jean-Michel AURESAN : correspondance manuscrite, courrier de la Chancellerie de la confédération suisse, courrier en anglais.
1985

- 256J/720 Union soviétique (URSS), échanges d'expériences syndicales et juridiques : correspondance au sujet d'une invitation de magistrats soviétiques ; projet d'appel au boycott des jeux olympiques de Moscou.
1975
- 256J/721 Yougoslavie : prisonniers politiques : courrier du SM adressé au président de la République socialiste de Yougoslavie au sujet du procès d'intellectuels belgradois, accusés de délit d'opinion (MIJANOVIC, MILIC, OLUJIC, IMSIROVIC, JOUANOVIC et NIKOLIC).
1984
- 256J/722-725 Organisations partenaires.**
1969-1980
- 256J/722 Commission des communautés européennes : correspondance manuscrite adressée au SM sur la justice internationale et son efficacité ; courrier au sujet de la 5^e conférence mondiale de la paix mondiale par le droit.
1969-1970
- 256J/723 Comité international liaison justice (CILJ).
1973-1975
- Motion sur les relations internationales, bulletin du CILJ, procès-verbal de réunion du conseil syndical du SM concernant l'adhésion du SM au CILJ ; courrier au sujet d'un colloque sur le thème de la défense et la lutte sur le terrain juridique, projet de plan de travail ; textes et rapports des interventions au colloque sur la défense (26 au 28 avril 1974), compte rendu de réunion du CILJ à Bruxelles (janvier 1975).
1973-1975
- Colloque du CILJ sur la légalité: notes de réflexions sur la crise de la légalité et la notion de sécurité (colloque du 5 au 6 avril 1975). Note manuscrite et notes de réflexions sur le colloque de 1974.
1975
- Le CILJ est créé en 1973, il regroupe pour la France le SM et le Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ), pour la Belgique le Comité d'Action Droit de Louvain et le Collectif des avocats de Bruxelles et, pour l'Italie, Magistratura Democratica.*
- 256J/724 Association Henri CURIEL : communiqués et bulletins d'information de l'association concernant les crimes politiques.

1979-1980

256J/725 Centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM) : projet de meeting sur l'impérialisme français et la coopération.

1977

256J/726-746

COMMUNICATION ET EVENEMENTS.

1969-2004

256J/726-733

Événements organisés par le syndicat de la magistrature.

1968-1989

256J/726-727 États généraux de la Justice.

1973-1989

256J/726 État généraux de la justice quotidienne, 14 et 15 mai 1977 : notes de la commission Logement du SM sur les problèmes touchant aux logements sociaux collectifs et du secteur locatif ; note de la Confédération nationale du logement (CNL) à propos d'une enquête statistique sur les logements, déclarations d'organisations représentatives d'usagers, copie de procès-verbal du parquet, citation, demande de mise sous tutelle (1974-1977).

1973-1977

256J/727 États généraux de la justice 1989 : courrier, budget prévisionnel, notes, compte rendu de réunion (1988), projet des colloques thématiques des états généraux des professions judiciaires et du droit, note manuscrite, rapport sur l'historique des états généraux de la justice.

1988-1989

256J/728-729 Vingtième anniversaire du Syndicat de la Magistrature.

1968-1988

256J/728 Notes sur l'historique du Syndicat de la Magistrature, brochure sur les 20 ans du SM , notes sur le budget ; note

d'Étienne BLOCH sur les douze commandements du magistrat syndiqué, bulletin d'information (1969), compte rendu de réunion du conseil syndical (1970), projet de revue, notes manuscrites, coupures de presse .

1968-1988

256J/729 Notes, procès-verbaux de réunions concernant l'organisation du 20^e anniversaire, programme des festivités, rapports sur les statuts, une photo (noir et blanc) du congrès du SM de 1986, notes manuscrites, propositions de réforme du syndicat de la juridiction administrative, liste des invités, textes de chansons, sketches.

1988

256J/730-731 Colloques.

1976, 1983

256J/730 Colloque du SM sur la sécurité : extrait du journal *Justice* 76 concernant un colloque sur la notion de sécurité.

1976

256J/731 Colloque international Magistrature et démocratie en Europe, 10-12 février 1983 : programme des communications, note de présentation du colloque, coupures de presse.

1983

256J/732-733 Tables rondes.

1972, 1987

256J/732 Table ronde sur les juges : textes des contributions du SM et de l'Union fédérale des magistrats (UFM) à la table ronde sur le rôle des juges dans la société.

1972

256J/733 Table ronde « Le SM et l'histoire » : notes, cassette audio.

1987

256J/734-738

Interventions dans les médias.

1973-1983

- 256J/734-737 Presse écrite. 1973-1983
- 256J/734 Interview de membres du bureau du SM accordé à la revue *Frontière*: copie du texte concernant les choix politiques et syndicaux du SM. 1973 (juillet)
- 256J/735 Interview du SM : copie d'un article extrait de la revue *Combat socialiste*, article de presse intitulé "Des juges sur mesure. Une conférence du Syndicat de la Magistrature. 1975-1980
- 256J/736 *Politique*, hebdomadaire, n°226 du 10 au 16 juin 1976 1976
- Cf. interview d'Étienne CECCALDI, membre du Conseil syndical du SM, p.4-5.*
- 256J/737 *La Gazette du palais* : courrier, article du SM sur l'élection au collège des magistrats du 17 au 26 mai 1983. 1983
- 256J/738 Télévision, « Tribune Libre », émission de la chaîne de télévision FR3 : correspondance du SM au sujet de la participation du SM à l'émission, note manuscrite ; *Justice*, journal du SM. 1976

256J/739-745

Publications du syndicat de la magistrature.

1969-2004

- 256J/739-740 Journal *Justice*. 1969-2004
- Organe d'expression du Syndicat de la Magistrature.*
- 256J/739 1969-1977
- n°1 juillet 1969 (2 ex.)
- n°2 septembre 1969 (2 ex.)
- n°3, novembre 1969 (2 ex.)
- Justice*, journal du Syndicat de la Magistrature:
- n°4, février 1970 (2 ex.)

n°5, avril 1970 (3 ex.)
n°6, juillet 1970 (2 ex.)
n°7, septembre 1970 (2 ex.)
n°8, novembre 1970
n°9, décembre 1970 (2 ex.)
n°10, janvier 1971 (2 ex.)
n°11, février 1971 (3 ex.)
n°12, avril 1971 (2 ex.)
n°13, mai 1971 (3 ex.)
n°14, septembre 1971 (2 ex.)
n°15, novembre 1971 (2 ex.)
n°16, janvier 1972 (2 ex.)
n°17, avril 1972
n°18, juin 1972
n°19, septembre 1972
n°20, octobre 1972
n°21, novembre 1972 (2 ex.)
n°22, janvier 1973
n°23, février 1973
n°24, mai 1973 (2 ex.)
n°25, juin 1973
n°26, octobre 1973 (2 ex.)
n°27, novembre 1973
n°28, janvier 1974 (série incomplète)
n°36-37, février 1975
n°38, avril-mai 1975 (2 ex.)
n°39-40, juin 1975 (2 ex.)
n°41-42, septembre 1975
n°43, novembre 1975 (2 ex.)
n°44, décembre 1975
n°45, février 1976 (2 ex.) et supplément
n°46, avril 1976 (2 ex.)
n°47, juin 1976 et supplément
n°48, août 1976
n°49, 1976
n°50, 1976
n°spécial novembre 1976

- n°53, 1977 (3 ex.)
n°55, mai 1977 (2 ex.)
n°57, octobre 1977
n° spécial congrès 1977 (2 ex. copie).
- 256J/740 1978-2004
Supplément du 7 avril 1978
n°60-61, 1978
n°62-63, juillet 1978
n°64-65, octobre 1978
n°66, novembre 1978 (copie en 2 ex.)
n°75, janvier-février 1980 (copie)
n°76, mars-avril 1980 (copie)
n°77-78, mai-juin 1980
n°79, septembre 1980
n°82-83, janvier-février 1981 (copie)
n°84, mars-avril 1981 (copie)
n°85, mai-juin 1981
n°88, décembre-janvier 1982
supplément au n°118, février 1988 (3 ex.)
n° hors série, 1988 (2 ex.)
supplément au n°123, 1989
n°138, juin 1993
n°139, octobre 1993
n°143, novembre 1994
n°145, juin 1995 (2 ex.)
n°176, novembre 2003
n°178, mai 2004
n°179, juillet 2004
- 256J/741 Journal syndical du SM *Justice* : courrier de la revue *Perspectives psychiatriques* concernant la publication d'un article « Le fou entre deux chaînes » paru dans *Justice*; courrier de l'association pour la sauvegarde du Léman sur une question de pollution des eaux.
1988
- 256J/742 Justice sans fin : note manuscrite intitulée justice sans fin.
Sans date ni signature.
s.d.

256J/743 *L'auditeur*, feuille d'information diffusée par la section syndicale de l'ENM :

n°5, juin 1973

n°6, septembre 1973

n°7, novembre 1973 (2 ex.)

n°8, décembre 1973

n° d'octobre 1974.

1973-1974

256J/744 Ouvrage « Au non du peuple français » : courrier du président de la République Valéry GISCARD D'ESTAING et du ministre de la Justice Jean LECANUET concernant la réception du livre « Au nom du peuple français », correspondance concernant le contrat d'édition, un exemplaire du contrat d'édition, notes manuscrites concernant le programme de l'action syndicale, coupures de presse.

1974-1975

256J/745 Affiches des congrès du Syndicat de la Magistrature

1977-1995

Boycott des élections professionnelles de la magistrature du 28 mai 1977, (57,7 x 41,7 cm), couleur, texte et dessin.

XI^e congrès, 24-26 novembre 1978, (65 x 44 cm), couleur, texte et dessin.

XV^e congrès, 26-28 novembre 1982. (62 x 42,3 cm), couleur, texte et dessin.

XVI^e congrès, 25- 27 novembre 1983. (56,5 x 40 cm), couleur, texte et dessin.

XVII^e congrès 30 novembre et 1-2 décembre 1984, (64 x 45 cm), couleur, texte et dessin.

XIX^e congrès, 28-30 novembre 1986. (41 x 29,6 cm), couleur, texte et dessin.

XXIII^e congrès, 24-27 mai 1990, (60 x 40 cm), couleur, texte et dessin.

XXIV^e congrès, 31 mai et 1-2 juin 1991(60 x 40), couleur, texte et dessin.

XXV^e congrès, 29-30 novembre et 1er décembre 1991. (60 x 40 cm), couleur, texte et dessin.

XXVI^e congrès, 27-29 novembre 1992, (57 x 40,8 cm), couleur, texte et dessin (2 ex.).

XXVIII^e congrès, 25-27 novembre 1994 (50 x 35 cm), couleur, texte et dessin.

XXIX^e congrès, 1-3 décembre 1995. (47 x 34 cm), couleur, texte et dessin.

Grève du 21 juin 1990, (67,5 x 62 cm), texte et dessin, noir et blanc.

256J/746

Autres organisations

1989-2002

Association portugaise de Créteil et Choisy-le-Roi, (59,5 x 35 cm), couleur, texte et dessin, mai 1985.

Journées d'étude sur les femmes immigrées, réfugiées françaises, des 6-8 octobre 1989, CIMADE, (59,9 x 40), couleur, texte et dessin.

Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), affiche éditée pour la revendication du droit de vote. (2 ex.), s.d., (60 x 41,4 cm), couleur, texte et dessin.

Appel à la manifestation du 8 juillet 1989 du Centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM), (88 x 60 cm), couleur, texte et dessin.

Mobilisation concernant le drame de Mantes-la-Jolie du 9 juin 1991. 2001 (80 x 59 cm), texte et photo de reconstitution.

Grève de la faim pour l'abrogation des lois instituant l'expulsion après la prison, (80,5 x 60 cm), couleur, texte et image. Collectif d'associations. 1992

Meeting contre la double peine, Comité national contre la double peine, (89 x 60 cm), couleur, texte et dessin, 1991.

Commémoration de la manifestation des algériens pour leur indépendance, 17 octobre 2001, *Collectif Unitaire du 17 octobre 1961*, (62 x 43 cm), couleur, texte et dessin, (6 ex.) et (42 x 29,7 cm), couleur, texte et dessin, (7 ex.)

8^e congrès de l'association des travailleurs maghrébins de France, 1-3 novembre 2002, (60 x 40 cm), texte et dessin, couleur.

256J/747-771

ARCHIVES DE PERSONNALITÉS.

1967-1992

256J/747-759

Bernard JOUVE.

1967-1990

- 256J/747 XI^e congrès du SM, 24-26 novembre 1978 : rapport financier, note sur les modifications statutaires, note sur la légitime défense, liste nominative des candidats aux élections du conseil syndical, statuts, coupures de presse.
1978
- 258J/748-754 Réunions du bureau et du conseil syndical.
1968-1990
- Contenu type des dossiers : procès-verbaux, communiqués, motions, documents de congrès, courrier, statuts du SM*
- 256J/748 1968-1974
- 256J/749 1975-1978
- 256J/750 1979-1980
- 256J/751 1981-1982
- 256J/752 1983-1985
- 256J/753 1986-1987
- 256J/754 1988-1990
- 256J/755 Réunions régionales : comptes rendus , correspondance de la section régionale de Rennes et autres sections régionales, lettres manuscrites, notes.
1967-1984
- 256J/756-757 Affaires suivies par Bernard JOUVE.
1971-1983
- 256J/756 Affaire Hubert DUJARDIN, juge d'instruction à Lille : notes et coupures de presse.
1974-1975

- 256J/757 Affaire Monique GUEMANN, magistrat du parquet :
pétition, communiqués, motions, affichettes du SM sur
l'affaire du magistrat suspendu de ses fonctions (4 ex.),
communiqués du SM section de Rennes.

1977-1978
- 256J/758 Élections professionnelles au collège des magistrats : procès-
verbaux du conseil et bureau syndical du SM, listes nominatives
des candidats, procès-verbal des opérations de désignation du
collège des magistrats (1971), circulaires du ministère de la
Justice au sujet des élections, notes et communiqués de l'UFM
et du SM, correspondance, listes des adhérents du SM de la
cour d'appel de Rennes, affiche de boycott des élections
professionnelles de 1977, déclarations de candidats.

1971-1983
- 256J/759 Documentation : « Justice pour qui ? » brochure du journal
Situation, édité par le Mouvement d'action et de recherche
critiques (MARC) (1975), coupures de presse (1982).

1975, 1982

256J/760-771

Étienne BLOCH.

1967-1992

Étienne BLOCH, juge d'application des peines à la maison centrale de Poissy. Poste occupé de 1968 jusqu'à sa démission en 1978. Il fut un membre fondateur du Syndicat de la Magistrature en 1968, membre du conseil national, fondateur et corédacteur en chef du journal Justice.

- 256J/760-761 Réunions du bureau et du conseil syndical : procès-verbaux.

1975-1984

256J/760 1975-1976, 1978-1979

256J/761 1980-1984

- 256J/762-769 Dossiers de travail.

1967-1992

256J/762-764 Création du Syndicat de la Magistrature.

- 1968-1977
- 256J/762 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 8 juin 1968 qui va donner naissance au SM, note, statuts, discours, article de *Justice* 69 sur le SM par Maurice SIMON président du SM.
- 1968-1969
- 256J/763 Intervention d'É. BLOCH dans laquelle il présente un historique du Syndicat de la Magistrature, son fonctionnement et ses actions (1973), motion du SM au congrès de 1973.
- 1973
- 256J/764 Archives Étienne BLOCH, juge d'application des peines.
- 1968-1977
- Notes du SM sur le premier et le second bilans d'implantation du syndicat, courrier du SM, note manuscrite, courrier de BLOCH, document d'enquête.
- 1968-1971
- Procès-verbaux du bureau syndical du SM.
- 1971-1974
- Inventaire des dossiers SM.
- s.d.
- Lettre d'Étienne BLOCH adressée au président du TGI de Versailles, courrier du TGI de Nanterre, courrier de Madame LE GUELTE, courrier de Philippe BLOCH éditeur, coupures de presse.
- 1975-1977
- 256J/765-768 Indépendance des magistrats.
- 1967-1992
- 256J/765 Notes et courrier manuscrits d'Étienne BLOCH, notes dactylographiées, article de presse d'Étienne BLOCH portant sur le juge d'instance, le conciliateur, les atteintes aux pouvoirs de décisions, rapport parlementaire sur le statut de la magistrature, rapport de l'assemblée générale du SM (24-25 juin 1978).
- 1967-1979
- 256J/766 Courrier et note manuscrite au procureur général (cour d'appel d'Amiens).
- 1980

- 256J/767 Documents des congrès de 1979,1980 et 1981: procès-verbaux du bureau et du conseil syndical, coupures de presse, rapport Police-Justice ; pétition de protestation contre la sanction disciplinaire du juge d'Instance, Jacques BIDALOU, annotée par É. BLOCH ; courrier, ordre du jour des congrès, motions, notes manuscrites d'Etienne BLOCH, notes dactylographiées annotées par É. BLOCH, rapports de congrès, rapports financiers, communiqué.
1979-1982
- 256J/768 Note manuscrite et notes dactylographiées d' É. BLOCH concernant les garanties d'indépendance des magistrats, les pressions politiques et la légitimité du juge ; correspondance du bureau du SM ; courrier manuscrit au sujet des modalités de cotisations (1992).
1986-1992
- 256J/769 Intervention d'É. BLOCH au nom du SM au 2e congrès national de Magistratura democratica à Naples le 12 avril 1975, copie d'un texte manuscrit intitulé « La justice démasquée » (8 octobre 1975), interventions de responsables du SM dans la presse.
1969-1978
- Les coupures de presse contiennent notamment des articles relatifs à l'inauguration du palais de justice de Bobigny et à l'inauguration de l'ENM de Bordeaux.*
- 256J/770 Situation personnelle, retraite anticipée : correspondance.
[1983]
- 256J/771 Documentation : articles de presse.
1972, 1978

256J/772-1066

DOCUMENTATION.

1918-1924, 1950-1993

256J/772-811

Corps professionnels.

1950-1989

256J/772-777	Avocats.	1968-1989
256J/772	Coupures de presse : « La répression des délits d'audience commis par des avocats après la loi du 15 juin 1982 », par André DAMIEN, article paru dans <i>la Gazette du Palais</i> (copie).	1982
256J/773-777	Périodiques.	1968-1989
256J/773	<i>Le Barreau de France</i> , revue de l'Association nationale des avocats de France, n°179, septembre 1968.	1968
256J/774	<i>Le bavard</i> , journal des jeunes avocats, n°31, avril 1974.	1974
256J/775	<i>CAP</i> , journal des prisonniers, juin 1979. <i>Numéro spécial sur la liberté professionnelle de l'avocat.</i>	1979
256J/776	Bulletin de la Conférence des bâtonniers et des barreaux, n°15.	1983
256J/777	Bulletin du bâtonnier, ordre des avocats à la cour de Paris, n°30, septembre et n°31, octobre.	1989
256J/778-779	Avoués.	1953-1982
256J/778-779	Périodiques.	1953-1982
256J/778	Bulletin de la Fédération des avoués de France. n°5, septembre 1953 n°18, octobre 1958 n°30, avril 1962	1953-1965

n°40, novembre 1964
n°41, décembre 1964
n°43, octobre 1965
n°44, décembre 1965.

- 256J/779 Bulletin de la Chambre des avoués près de la cour
d'appel de Paris, n°84, 4^e trimestre 1982.
1982
- 256J/780 Greffiers : plaquette d'information sur l'école nationale des
greffes éditée par le ministère de la Justice.
s.d.
- 256J/781-792 Magistrats.
1950-1987
- 256J/781-784 Brochures.
1967-1982
- 256J/781 « L'accès à la magistrature », brochure du Centre
national d'études judiciaires, ministère de la Justice.
1967
- 256J/782 « La formation du magistrat, livre blanc sur le centre
national d'études judiciaires », publié par le SM avec le
concours de l'association des auditeurs et anciens
auditeurs de justice.
1968
- 256J/783 « La formation du magistrat, livre blanc sur le centre
national d'études judiciaires », publié par le SM:
brochure, 2 ex.
1969
- 256J/784 « Formation continue. Formation permanente et
spécialisée. Bilan et programme 1982-1983 », ENM,
brochure.
1982
- 256J/785 Bulletin : *Dossier*, feuille d'information de l'Union syndicale
de la magistrature (USM).
s.d.

256J/786-787	Coupures de presse.	1970-1983
256J/786	Articles extraits du journal <i>Justice</i> .	1970-1975
256J/787	André GIRESSSE, président de la cour d'assises de Paris : coupures de presse.	1983
256J/788-789	Études.	1987
256J/788	« L'abus de confiance », par Gilbert COUSTEAUX et Renaud VAN RUYMBEKE, ENM.	1987
256J/789	Rapport sur la carrière des magistrats et sur la formation des magistrats et des avocats, groupe de travail présidé par le professeur François TERRE, ministère de la Justice , février 1987: rapport.	1987
256J/790-791	Périodiques.	1950-1974
256J/790	<i>Le pouvoir judiciaire</i> , mensuel de Union fédérale des magistrats (UFM) : n°50, novembre 1950 au n°264 décembre 1973 et janvier-février 1974 (collection incomplète).	1950-1974
256J/791	<i>Horizons judiciaires</i> , journal d'information des fonctionnaires du Syndicat autonome des cours et tribunaux.	1968-1972
	n°24/70, juillet-septembre 1968	
	n°28/73, juillet-septembre 1969 (3 ex.)	
	n°32/77, juillet-décembre 1970 (2 ex)	
	n°34/79, avril-juin 1971	
	n°35/80, juillet-septembre 1971	
	n°36/81, octobre-décembre 1971	
	n°37/82, janvier-mars 1972.	

256J/792	Textes réglementaires sur le statut de la magistrature : copies de textes officiels sur l'autorité judiciaire, statut de la magistrature (réglementaire et organique), commission d'avancement, conseil supérieur de la magistrature.	1958, 1982
256J/793-795	Notaires.	1983
256J/793-795	Périodiques	
256J/793	<i>La réforme du notariat ou l'authenticité appliquée</i> , bulletin du Syndicat national des notaires, mai 1983.	1983
256J/794	<i>Ventôse</i> , revue d'information du Syndicat national des notaires, n°6, juin 1983.	1983
256J/795	<i>VIP</i> , revue du Conseil supérieur du notariat, n°4, juin 1983.	1983
256J/796-804	Services de Police.	1961-1987
256J/796-797	Études.	1973-1982
256J/796	« Formation professionnelle des gardiens de la paix et organisation des centres d'instruction », Fédération autonome des syndicats de police (FASP), juin 1973.	1973
256J/797	Prérapport sur les réformes de la police, par Jean-Michel BELORGEY : brochure.	1982
256J/798-804	Périodiques.	1961-1987
256J/798	<i>Article 31</i> : n° spécial sur les bavures policières, décembre 1987.	1987

256J/799	<i>L'unité syndicale</i> , organe de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) : n°32, 4 mars 1971 ; n° 33, 25 mars 1971 ; n°34, 15 avril 1971 ; n°50, 4 mai 1972 ; n°60, 12 mars 1973 ; n°78, 30 mai 1974 ; n°128, décembre 1977 ; n°129, janvier 1978, n° 179,5 mai 1982 et n° 186, 18 avril 1983.	1971-1983
256J/800	<i>La voix de la police nationale</i> , journal de la Fédération générale des syndicats CGT de la police nationale : n°24, octobre 1973 ; n°25, décembre 1973 ; n°26, janvier- mars 1974 (2 ex.) ; n°27, avril-juin 1974 (2 ex.) ; n°43 , août-septembre 1978, (2 ex.).	1973-1978
256J/801	<i>Police parisienne</i> , organe officiel de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police: n°288, 30 décembre 1961 ; n°289, 15 janvier 1962 ; n°290, 30 janvier 1962 ; n°291, 15 février 1962 ; n° 292, 28 février 1962 ; n°293, 15 mars 1962 ; n°294, 30 mars 1962 ; n°446, 15 mars 1969, (numéros consacrés à l'affaire François ROUVE, secrétaire général de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police).	1961-1969
256J/802	<i>La tribune du commissaire de police</i> , organe du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale: n°1, avril 1972 ; n°2 décembre 1972 ; n°3 octobre 1973 ; n°4 avril 1974 (2 ex).	1972-1974
256J/803	<i>Police nouvelle</i> , organe du Syndicat national autonome des policiers en civil: n° 38, novembre 1972 ; n°41 , février-mars 1973 ; n°44, juin-juillet 1973 ; n°48, décembre 1973 ; n°50, mars 1974, (2 ex.) ; n°51, avril 1974 (3 ex.) ; n°52, mai 1974 (4 ex.) ; n°53, juin- juillet 1974 ; n°73, décembre 1976.	1972-1976
256J/804	Police et Justice : rapport de congrès du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale, 19-20 janvier 1973.	1973
256J/805-811	Services pénitentiaires.	1967-1989

256J/805	Plaquette d'information sur les métiers de l'école nationale d'administration pénitentiaire (ENAP), ministère de la Justice (s.d.).	s.d.
256J/806-809	Études.	1967-1989
256J/806	Rapport sur l'équipement pénitentiaire pour la préparation du VI ^e plan, ministère de la Justice, direction de l'administration pénitentiaire, 18 décembre 1969.	1969
256J/807	Troisième projet de programme de formation initiale d'élèves éducateurs. École d'administration pénitentiaire, 17 avril 1967.	1967
256J/808	Rapport annuel sur le fonctionnement de l'école au cours de l'année 1969, ministère de la Justice . École d'administration pénitentiaire, 25 mai 1970.	1970
256J/809	« La modernisation du service public pénitentiaire », par Gilbert BONNEMAISON, rapport au Premier ministre et au Garde des Sceaux, février 1989.	1989
256J/810-811	Périodiques.	1971-1978
256J/810	<i>L'action pénitentiaire</i> , journal de la Fédération des syndicats CFTC des personnels dépendants du ministère de la Justice.	1971-1978
	n°88, janvier 1971	
	n°89, avril 1971	
	n°92, mars 1972	
	n°95, avril-mai 1973	
	n°96, juillet-août 1973	
	n°97, janvier 1974	
	n°93, octobre 1972	

n°110, novembre 1978

Coupure de presse du *Monde* du 21/09/1972.

256J/811 *Le réveil pénitentiaire*, organe du syndicat national du personnel pénitentiaire de France et d'Outre-mer.

1971-1974

n°119 février-mars 1971

n°125, février-mars 1973

n°126, avril 1973

n°127, juin 1973

n°128, octobre 1973

n°129, janvier 1974.

256J/812-813

Départements et territoires d'Outre-Mer.

1973-1984

256J/812 Guadeloupe : revue du Centre d'information Guadeloupe-Guyane-Martinique (CIGGM), dossier spécial et coupures de presse.

Juillet 1984

256J/813 « Oubliés de la décolonisation française », étude.

Février 1973

256J/814-825

Droit (généralités).

1973-1989

256J/814-816 Bulletins.

1973-1989

256J/814 *Informatique et sciences juridiques*, bulletin du Centre de documentation sciences humaines, CNRS.

1973

256J/815	Bulletin d'information du Comité d'action droit (CAD).	1975-1976
256J/816	Bulletin quotidien d'information, documentation et prospective, n°4124, 31 août 1989.	1989
	<i>Cf. article sur Christian ROEHRICH, magistrat, p. 12</i>	
256J/817-822	Études.	1980-1989
256J/817	« Le principe de légitimité et le conflit entre deux légitimités prétendues: "Vichy" et DE GAULLE », mémoire de DEA d'études politiques présenté par Jean EBSTEIN-LANGEVIN, avocat à la cour, Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, 74 p. et annexes.	1980
256J/818	« Le statut matrimonial et ses conséquences juridiques, fiscales et sociales », journal officiel de la RF, Conseil économique et social, séance du 25 janvier 1985.	1985
256J/819-821	« L'héritage, recherche de sociologie du droit », par Marie-Pierre CHAMPENOIS-MARMIER, Marie Claude De ROTON et Madeleine FAUCHEUX, Université paris II-ministère de la Justice.	1986
256J/819	Tome 1.	1986
256J/820	Tome 2.	1986
256J/821	Annexes.	1986
256J/822	« L'application de la loi du 25 janvier 1985 dans la région Midi-Pyrénées. Étude sur le thème du droit, le changement social et la planification », rapport de recherche établi par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, Centre de recherche sur les entreprises en difficulté (CREDIF).	Juin 1989

256J/823-825	Périodiques.	1976-1978, 1989
256J/823-824	Actes, cahiers d'action juridique bimestriels.	1976, 1989
256J/823	N°10, printemps 1976.	1976
256J/824	N°66, avril 1989.	1989
256J/825	<i>RPDS, revue pratique de droit social</i> , : n°392, décembre 1977 ; n°395, mars 1978 ; n°396, avril 1978.	1977-1978

256J/826-829

Droit international.

1978-1992

256J/826	« La cour européenne des droits de l'homme » : brochure de présentation.	1989
256J/827	Études en anglais : extrait de <i>Minnesota law review</i> (1978), extrait de <i>Maryland law review</i> (1982), copie d'un article « Round and round the bramble bush: from légal réalisme to critical legal scholarship » (s.d.).	1978-1982
256J/828-829	Rapports parlementaires et textes réglementaires.	1982-1983, 1992
256J/828	Rapport d'information sur le Conseil de l'Europe, Sénat, 1982. Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre: « De l'union européenne », 1992.	1982, 1992
256J/829	Rapports et projets de lois parlementaires sur la communauté européenne, la cour européenne des droits	

de l'homme, le pacte international des droits civils et politiques, la convention judiciaire européenne.

1983

256J/830-832

Économie, finances.

1970-1984

256J/830 « Droit de l'exploitant-Droit de l'exploitation (problème de la charge foncière) », par François RAMAIN, Institut de recherche économique et de planification, Université des sciences sociales de Grenoble, janvier 1970

1970

256J/831-832 Périodiques.

1980

256J/831 *Problèmes économiques*, hebdomadaire de La Documentation française :

n°1688 du 10 septembre 1980.

n°1739 du 16 septembre 1981.

1980-1981

256J/832 *Fiscalité européenne*, revue 1984-6, et cartes de visites.

1984

256J/833-869

Étrangers, immigration.

1973-1991

256J/833 V^e conférence nationale de la CGT sur les problèmes de l'immigration des 20 et 21 novembre 1980 : actes.

1980

256J/834-837 Brochures.

		1985, s.d.
256J/834	« Maison des travailleurs immigrés ».	s.d.
256J/835	Plaquette sur les procédures disciplinaires et sur le droit des étrangers, notes.	s.d.
256J/836	« THOS : chuchotements dans l'arrière-cour », collectif de jeunes issus de l'immigration portugaise (CENTOPEIA).	1985
256J/837	« Vivre ensemble les E.T. parmi nous ».	s.d.
256J/838-843	Bulletins.	1977-1990
256J/838	Contre les atteintes à la liberté d'association. Abrogation de la loi 1939 sur les associations étrangères. Supplément au bulletin du CEDETIM, n°39.	1977
256J/839	<i>Migrants nouvelles</i> , bulletin du bureau de documentation migrants, ministère de l'Éducation, n°64, janvier 1981.	1981
256J/840	Conseil des associations immigrées en France (CAIF), <i>Bulletin d'informations sur les libertés et l'égalités des droits</i> , juin 1986	1986
256J/841	Association des travailleurs de Turquie (ATT), bulletin.	1987
256J/842	<i>Immigration graffiti</i> , bulletin d'information : n°spécial (juillet 1989) et n°12 (juin 1990).	1989-1990
256J/843	<i>Accueillir</i> , bulletin mensuel de l'association Service social d'aide aux émigrants (SSAE), n°50.	s.d.
256J/844-845	Coupures de presse.	

		1983, 1989
256J/844	1983	
256J/845	1989	
256J/846-847	Dossiers de presse.	1973-1980
256J/846	Les travailleurs immigrés.	1973-1979
256J/847	Cahier de presse sur les migrations méditerranéennes, édité par le Centre d'information et d'études sur les migrations méditerranéennes (CIEMM).	1980
256J/848-862	Études.	1977-1989
256J/848	« Le droit d'asile en danger », réalisée par la Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA) visant à promouvoir un mouvement d'opposition à la convention européenne de Strasbourg dite "sur la répression du terrorisme" (3 ex.) septembre 1977.	1977
256J/849	« Les étrangers et le droit d'association loi 1901 décret-loi de 1939 », Comité pour l'abrogation du décret-Loi de 1939 sur les associations étrangères.	1977
256J/850	« Discrimination raciale, racisme et apartheid », dossier réalisé par l'association internationale des juristes démocrates(AIJD), Juin 1977.	1977
256J/851	« La sécurité des étrangers en France. Les travailleurs immigrés », dossier réalisé par un collectif associatif, septembre 1977	1977
256J/852	« Des libertés pour les travailleur »s, mémoire sur les libertés des travailleurs immigrés en France, CGT.	1977

- 256J/853 « Simplifions la vie administrative des étrangers », dossier réalisé par l'association SOS Refoulement., octobre 1979.
1979
- 256J/854 « Les jeunes étrangers en France un droit compliqué des pratiques aveugles », Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés, éditions du CIEMM, Paris, janvier 1981.
1981
- 256J/855 Rapport annexe au bilan 1981 de la Mission de liaison interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre, ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, juillet 1982.
1982
- 256J/856 « Bilan de la lutte contre les trafics de main-d'œuvre étrangère pour l'année 1981 », étude réalisée par la Mission de liaison interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre, ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
1982
- 256J/857 « L'information et l'expression culturelle des communautés immigrés en France. Bilan et propositions. », étude réalisée par Françoise GASPARD, députée d'Eure-et-Loir, maire de Dreux.
[1982]
- 256J/858 « La nationalité française comment l'acquérir ? Comment la perdre? », par le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI).
1982
- 256J/859 « La politique des visas », GISTI (2 ex.).
1987
- 256J/860 « Le GAL ou le terrorisme d'État dans l'Europe des démocraties », rapport d'enquête du Comité d'enquête sur les violations des droits de l'homme.
1989
- Groupement antiterroriste de libération (GAL).*
- 256J/861 « L'avocat de permanence pénale et l'étranger », bulletin de la conférence du stage, étude réalisée par un collectif du barreau de Toulouse.

		s.d.
256J/862	Étude sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, s.d. (document incomplet p.9-67)	s.d.
256J/863-867	Périodiques.	1980-1989
256J/863	<i>Droit et liberté</i> , mensuel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, n°395, octobre 1980.	1980
256J/864	<i>Press-info migrations</i> , revue de presse hebdomadaire de l'Office national d'immigration (OMI), n°58, 15 novembre 1982.	1982
256J/865	<i>La Tribune</i> , mensuel de la CGT pour les travailleurs immigrés, n°116, avril 1983.	1983
256J/866	<i>Expression</i> , journal de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), n°hors-série, octobre 1987.	1987
256J/867	<i>Actualités migrations</i> , revue hebdomadaire de l'OMI : n°285 des 3-9 juillet 1989. n°286 des 10-16 juillet 1989. n°287 des 17-21 juillet 1989.	1989
256J/868-869	Textes réglementaires.	1979-1991
256J/868	Rapports parlementaires relatifs au séjour et entrée des étrangers en France, textes des JO.	1979-1989

256J/869	La convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : texte (1989), brochure (1991).	1989-1991
256J/870-878		
Faits de société.		
1970-1988		
256J/870-872	Études.	1970-1988
256J/870	Rapport sur les options de l'intergroupe handicapés-inadaptés, Commissariat général du plan.	1970
256J/871	Forum quartiers et développement économique, 27-28 septembre 1984, commission nationale pour le développement social des quartiers, délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté.	1984
256J/872	Avant-projet de loi sur les sciences de la vie et les droits de l'homme: rapport de présentation d'un groupe de travail du [Conseil d'État].	1988
256J/873	De la notion de secte : notes manuscrites et dactylographiées concernant la définition de secte, sectarisme et la question de la vérité d'un point de vue philosophique.	s.d.
256J/874-876	Périodiques.	1973-1980
256J/874	<i>Esclavage</i> , document social, revue :	1973-1975
	N°1, septembre-octobre 1973.	
	n°2, avril 1974.	
	n°4, juin 1974.	

n⁵, décembre 1974.

n⁶, janvier 1975

- 256J/875 *Le mouton enragé*, journal pour la protection des consommateurs.
1977
- 256J/876 *Hommes et libertés*, revue de la Ligue des droits de l'homme (LDH), n^o15-16, septembre-novembre 1980.
1980
- 256J/877-878 Rapports parlementaires.
1981-1983
- 256J/877 Actes de violence et homosexualité : rapports du Sénat et de l'Assemblée Nationale sur l'abrogation de certains articles de loi du code pénal.
1981
- 256J/878 L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapports.
1982-1983

256J/879-880

Fonction publique.

1981, s.d.

- 256J/879 Corruption publique : étude.
s.d.
- 256J/880 « Démocratiser et moderniser la haute fonction publique » : rapport au Premier ministre et annexes, par Robert FOSSAERT.
1981

256J/881-887

Institution militaire.

1961-1982

- 256J/881 « Attention SM » : brochure sur la sécurité militaire et ses fonctions, publiée par le Comité droits et libertés dans l'institution militaire, CDLIM et la Ligue des droits de l'homme (LDH).
[1979]
- 256J/882 « Droits et libertés dans l'institution militaire, plate-forme du rassemblement national pour la vérité sur les "accidents" à l'armée » : étude éditée par le Comité droits et libertés dans l'institution militaire (CDLIM) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) (1979), conférence de presse sur les accidents à l'armée (1980) (2 ex.).
1979-1980
- 256J/883-885 Périodiques.
1974-1980
- 256J/883 *Le soldat*, journal édité par Information pour les droits du soldat (IDS): n°1, 15 décembre 1974 et n°1, octobre - novembre 1980.
1974, 1980
- 256J/884 *Soldat-Travailleur*, n°5-6, mai-juillet 1977.
1977
- 256J/885 *Armée nouvelle*, revue des conventions pour l'armée nouvelle, n°1, 1979.
1979
- 256J/886-887 Textes réglementaires.
1961-1982
- 256J/886 Textes de lois sur les juridictions d'exception, Cour de sûreté de l'État.
1961-1963
- 256J/887 Textes de lois (rapports parlementaires, propositions et projets de lois) concernant le service militaire, la nationalisation, le service national, la Cour de sûreté de l'État, la suppression des tribunaux permanents des forces armées et les infractions en matière militaire.
1981-1982

Justice (généralités).

1979-1990

- 256J/888 *Le courrier de la Chancellerie*, bulletin.
1987, 1990
n° du 1^{er} avril 1987.
n°84, .septembre 1990.
- 256J/889-892 Études.
1979-1988
- 256J/889 « Accès à la justice et diversité des modes de défense. Les mandataires non membres des professions judiciaires », par Annette JOBERT et Patrick ROZENBLATT. Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), ministère de la Justice.
1979
- 256J/890 Prévention et justice : étude sur le magistrat et l'élu local, ENM, promotion 1985, programme d'une journée d'étude (1987).
1985-1987
- 256J/891 Mémoire au Président de la république sur la responsabilité du service de la justice, par Robert PAOLI, avocat au Barreau.
1988
- 256J/892 « Pouvoir et autorité judiciaire dans les constitutions françaises », par Pierre LECOCQ, professeur à l'Université de Lille II.
s.d.
- 256J/893 Texte d'une interview de Robert BADINTER, ministre de la Justice, sur RTL le dimanche 4 mars 1984.
1984
- 256J/894 Rapports parlementaires et textes réglementaires : projets de lois, rapports et débats parlementaires concernant diverses thématiques, notamment le code de procédure pénale (1982-1986), rapport sur le 9^e plan de développement économique, social et culturel (J.O. 1983).

256J/895-905

Justice des mineurs.

1976-1990

- 256J/895 Plaquette de présentation du Centre national de formation et d'études de la protection judiciaire de la jeunesse.
s.d.
- 256J/896 *La protection judiciaire de l'enfance. Un malaise. Des solutions syndicales*, bulletin édité par quatre syndicats (Fédération autonome de syndicats de policiers, Syndicat des avocats de France, Syndicat des personnels de l'éducation surveillée et Syndicat de la Magistrature), 2 ex.
1978
- 256J/897 Droit de l'enfant : coupure de presse.
1989
- 256J/898-903 Études.
1976-1990
- 256J/898 Rapport de la commission d'étude de la protection judiciaire de la jeunesse, par Jean-Louis COSTA, président de la Chambre à la Cour de cassation ; avant-projet de loi relatif à la prise en charge de la jeunesse délinquante ou en danger.
1976
- 256J/899 « Protection judiciaire de la jeunesse (1945-1989) », ministère de la Justice.
1989
- 256J/900 « L'audition et la défense de l'enfant en justice », rapport du Conseil d'État au Premier ministre.
1989
- 256J/901 Le régime pénal applicable aux mineurs, propositions de modifications de l'ordonnance du 2 février 1945.
1989

256J/902	Financement et bibliographie: extrait d'une étude sur les mineurs (document incomplet).	[1989]
256J/903	La parole des mineurs en justice, pré-projet d'une étude réalisée par un groupe d'étudiantes assistantes de service social de l'Institut de travail social et de recherches sociales (ITSRS).	1989-1990
256J/904	« Guide du travail auprès des mineurs en détention », ministère de la Justice , administration pénale.	s.d.
256J/905	<i>Liaisons</i> , revue d'éducation spécialisée et de travail social., octobre 1988.	1988
256J/906-952 Justice pénale. 1972-1993		
256J/906	Bulletin d'information de la Fédération de l'éducation nationale sur le code pénal, n°326, 19 Mai 1989.	1989
256J/907-910	Coupures de presse.	1972, 1980-1982
256J/907	Affaire de proxénétisme à Lyon.	1972
256J/908	Affaire du juge d'instruction Guy JOLY et du commissaire Marcel LECLERC, relation entre la police et la justice à propos d'un mouvement néo-nazi.	1980
252/909	Procès Bruno BREGUET.	1982

256J/910	Crimes et délits.	1982-1983
256J/911-912	Dossiers documentaires.	[1980-1981], 1989
256J/911	Amendements pour la révision du code pénal.	[1980-1981]
256J/912	Comptes rendus analytiques officiels des réunions du Sénat sur les réformes du code pénal.	1989
256J/913-945	Études	1972-1989
256J/913	« Le statut des jeunes adultes délinquants », par Philippe ROBERT, service d'études pénales et criminologiques, direction des affaires criminelles et des grâces, ministère de la Justice.	1972
256J/914	« Recherche criminologique et réforme du code pénal », par Philippe ROBERT, service d'études pénales et criminologiques, direction des affaires criminelles et des grâces, ministère de la Justice.	1972
256J/915	« Les attitudes des juges à propos des prises de décision », par Philippe ROBERT, Claude FAUGERON et Georges KELLENS, ministère de la Justice, direction des affaires criminelles et des grâces, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).	1972
256J/916	« Le coût du crime en France pendant les années 1970-1971 », par Philippe ROBERT et Thierry GODEFROY, ministère de la Justice, direction des affaires criminelles, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).	1973
256J/917	« Alcoolisme et coût du crime en France dans les années 1970-1971 », par Thierry GODEFROY et François HUSSON sous la direction de Philippe ROBERT, service d'études pénales et criminologiques, direction des affaires criminelles et des grâces, ministère de la Justice.	

- 1973
- 256J/918 « Images du viol collectif et reconstruction d'objet », par Philippe ROBERT, Thibault LAMBERT, Alain KREMENTCHOUSKY, Christian PASTURAUD, Claude FAUGERON, Pierre LASCOUMES et Ghislaine MOREAU, Université de Bordeaux I, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
- 1974
- 256J/919 « Étude sur la criminalité et la presse », par Thierry LÉVY et ses collaborateurs.
- [1972-1975]
- 256J/920 « Les attitudes des juges à propos des prises de décision », par Philippe ROBERT, Claude FAUGERON et Georges KELLENS, ministère de la Justice, direction des affaires criminelles et des grâces, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
- 1975
- 256J/921 « Recherche criminologique et casier judiciaire », par Claude FAUGERON, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
- 1975
- 256J/922 « Le coût du système de justice pénale dans un arrondissement judiciaire, par Thierry GODEFROY et Philippe ROBERT (SEPC).
- 1975
- 256J/923 Le coût du système de justice pénale dans un arrondissement judiciaire, par Thierry GODEFROY et Philippe ROBERT (SEPC) , annexes.
- 1975
- 256J/924 « Une analyse programmatique du système de justice pénale dans un arrondissement judiciaire », par Thierry GODEFROY (SEPC).
- 1975
- 256J/925 « Le coût du crime en France pendant les années 1970-1971 », par Thierry GODEFROY, ministère de la Justice, direction des affaires criminelles, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
- 1975

- 256J/926 « Alcoolisme et coût du crime en France dans les années 1970-1971 », par Thierry GODEFROY, ministère de la Justice, direction des affaires criminelles et des grâces, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
1975
- 256J/927 « Le contrôle judiciaire: première exploration », par Catherine VOURC'H, chargée de recherche au Centre de recherches de politique criminelle, Paris, Éditions A. PEDONE.
1975
- 256J/928 « Les femmes, les infractions, la justice pénale : une analyse d'attitudes », par Claude FAUGERON (SEPC).
1975
- 256J/929 « L'image de la justice criminelle dans la société. Rapport sur la phase extensive », par Claude FAUGERON et Philippe ROBERT (SEPC).
1975
- 256J/930 « Examen méthodologique de la réforme PEYREFITTE », par le juge Henri PASCAL.
1980
- 256J/931 « Le droit de grâce et la justice pénale », par Thierry GODEFROY et Bernard LAFFARGUE, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
1981
- 256J/932 « Les coûts du crime en France en 1978 et 1979 », par Thierry GODEFROY et Bernard LAFFARGUE, (SEPC).
1982
- 256J/933 « Le critère de la récidive dans l'évaluation des mesures pénales », par Pierre LANDREVILLE, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
1982
- 256J/934 « La pratique du sursis en France depuis 1960. Données juridiques et approche statistique », par René LÉVY et Renée ZAUBERMAN, service d'études pénales et criminologiques (SEPC).
1982

- 230/935 « La justice pénale et les contentieux de masse, », par Marc ROBERT et Anne-Marie FONCELLE, magistrats au bureau de la législation pénale, direction des affaires criminelles, ministère de la Justice.
1983
- 256J/936 « Le retour en prison. Analyse rétrospective de la cohorte des condamnés à une peine de trois ans et plus, libérés en 1973 ». Article extrait de *Déviance et société*, Genève, 1983, vol.7, n°3, pp. 237-248.
1983
- 256J/937 « La médecine légale en France », par Jean GORTAIS (SEPC).
1983
- 256J/938 « Réflexion méthodologique sur l'évaluation de la récidive », par Pierre TOUNIER, Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).
1988
- 256J/939 Articles pour la revue *Paroles et pratiques sociales*, Pierre TOURNIER, Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).
1988
- 256J/940 Rapport d'activité du Centre de recherche sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).
1987-1989
- 256J/941 « L'abandon des poursuites: ces classements dits d'opportunité », par Laurence SIMMAT-DURANT, Association de recherche, d'études et de formation en matière d'action sociale (PRAXIS).
1989
- 256J/942 « La mise en état des affaires pénales », rapport préliminaire de la Commission justice pénale et droits de l'homme.
1989
- 256J/943 « Le contrôle judiciaire et ses juges. Représentations du contrôle judiciaire auprès des magistrats de France métropolitaine », par Bénédicte MRABET, sociologue et Alain BASTIN, criminologue.

		1989
256J/944	« Le contrôle judiciaire », étude du SM.	s.d.
256J/945	Procès-pénal et droits de l'homme, extraits de plusieurs articles d'une étude sous la direction de Mireille DELMAS-MARTY, PUF, collection « Les voies du droit ».	s.d.
256J/946-947	Guides.	1975, 1986
256J/946	Guide de la procédure pénale, Centre de formation professionnelle des barreaux du ressort de la cour d'appel de Paris.	1975
256J/947	Mémento de l'instruction, Association d'études et de recherches de l'École nationale de la magistrature, collection : « Les documents pratiques de l'ENM ».	1986
256J/948-949	Rapports parlementaires.	1983-1992
256J/948	Rapport du Sénat sur le code pénal, code de procédure pénales et certaines procédures législatives dans les territoires d'Outre-mer.	1983
256J/949	Réforme de la procédure pénale et application des peines : rapports parlementaires et projets de loi.	1984-1993
256J/950-952	Textes réglementaires.	1980-1989
207/950	Avant-projets de code pénal.	1980, 1983
256J/951	Projet de loi portant réforme du code pénal.	1986
256J/952	Projet de loi sur la réforme du code pénal, Sénat.	

256J/953-961

Libertés publiques.

1974-1982

- 256J/953 Projet de loi « Sécurité et liberté » : coupures de presse.
1980-1982
- 256J/954 La commission nationale de l'informatique et des libertés à
travers la presse : revue de presse.
1980-1983
- 256J/955-957 Études.
1981
- 256J/955 « La justice et les fonctions sociales du secret », rapport
général et conclusions, par Michel COUETOUX,
université des sciences sociales de Grenoble.
1981
- 256J/956 « La justice et les fonctions sociales du secret », annexe
2, « Le secret professionnel des travailleurs sociaux.
Technique de l'assistance ou éthique du contrôle social
? », par Jérôme Dumoulin, université des sciences
sociales de Grenoble.
1981
- 256J/957 « La justice et les fonctions sociales du secret », annexe
3, « Le secret des sources d'informations des
journalistes », par F. DI RUZZA, université des sciences
sociales de Grenoble.
1981
- 256J/958 Guide d'utilisation du fichier STIC-FCE.
s.d.
- 256J/959-960 Rapports parlementaires.
1974-1982
- 256J/959 L'interruption volontaire de grossesse.
1974-1980

256J/960	Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes.	1979-1982
256J/961	Textes réglementaires (JO) sur la loi « Sécurité et liberté des personnes ».	1980-1981
256J/962-968		
Mouvement ouvrier.		
1918-1924, 1972-[1983]		
256J/962-963	Brochures.	1979-[1983]
256J/962	« Travailleuses. Combat pour une libération », CFDT.	1979
256J/963	« Le guide des droits nouveaux », CGT.	[1983]
256J/964	<i>Courrier confédéral</i> , bulletin d'information sur les droits des travailleurs, CGT, n°478, 8 septembre 1981.	1981
256J/965-968	Périodiques.	1918-1924, 1972-1980
256J/965	<i>Cahiers de mai.</i>	1972-1973
	n°38, novembre 1972.	
	n°39, janvier 1973.	
	n°40, mai-juin 1973.	
256J/966	<i>Le droit ouvrier</i> , revue juridique de la CGT.	1973, 1978
	n°300, juin 1973.	

n°359, mai 1978.

n°363, septembre 1978.

256J/967

Le travailleur de la Seine Saint-Denis, Union départementale des syndicats CGT, n°56, janvier-février 1980 (4 ex.).

1980

256J/968

L'ouvrier en meuble, organe de la Fédération nationale de l'ameublement CGT.

1918-1924

n°158, mars 1918.

n°160, octobre 1918.

n°161, janvier 1919.

n°162, avril 1919 et supplément.

n°163, juin 1919.

n°164, juillet 1919.

n°165, août 1919.

n°166, octobre 1919.

n°167, novembre 1919.

n°168, janvier 1920 au n°178, décembre 1920.

n°179, janvier 1921 au n°190, décembre 1921 (n° 184 en 2 ex.).

n°191, janvier 1922 au n°202 décembre 1922 (n°199 manquant).

n°205, mars 1923.

n°206, avril 1923.

n°207, mai 1923.

n°208, juin 1923.

n°209, juillet 1923.

n°211, septembre 1923.

n°1, janvier-février 1924.

n°2, mars 1924.

n°5, juin 1924.

n°8, septembre 1924.

n°9, octobre 1924 (2 ex.).

n°10, novembre 1924.

n°11, décembre 1924.

Collection très fragile : communication limitée et restauration à prévoir.

256J/969-998

Organisation et fonctionnement de la Justice.

1970-1989

- 256J/969 Annuaire des indicateurs figurant dans le budget de programmes du ministère de la Justice, ministère de la Justice. 1979
- 256J/970 *Lettre*, bulletin mensuel, n°189 (tribunaux, prison, police). 1974
- 256J/971-972 Coupures de presse. 1971, 1980-1981
- 256J/971 L'inauguration du palais de justice de Troyes. 1971
- 256J/972 L'expérience de gestion commune du tribunal de Villeurbanne. 1980-1981
- 256J/973 Enquête sur l'organisation des juridictions (Amiens), ministère de la Justice, direction des services judiciaires, rapport final. SEMA, conseil en management. 1974
- 256J/974-987 Études. 1973-1989
- 256J/974 Schéma directeur informatique, Commission de développement de l'informatique, ministère de la Justice. 1973
- 256J/975 VIII^e plan du ministère de la Justice .- Rapport de la première phase concernant les services de recherches et d'études du ministère de la Justice. 1978
- 256J/976 « Justice dépossédée ? Justice débordée ? » consultation des cours d'appel sur la place et le rôle des institutions judiciaires, ministère de la Justice, bureau du plan (1979-

1980), courrier du ministère de la Justice au SM (1981), note sur les travaux de la commission de pré-planification.

1979-1981

256J/977 Commission de l'informatique. Schéma directeur de l'informatique de gestion judiciaire 1979-1983, ministère de la Justice.

1981

256J/978 Solidarité prévention modernisation. Le budget 1983 du ministère de la Justice, service de l'administration générale et de l'équipement.

[1982]

305/979 « Rapport d'étape sur l'informatique judiciaire », par Philippe ROUVILLOIS, inspecteur général des finances.

1983

256J/980 Schéma directeur de l'informatique.1984-1988, ministère de la Justice.

1984

256J/981 « L'organisation des parquets et ses incidences en matière de gestion et de politique criminelle » par Michèle GUILBOT-SAUER, Centre de recherche en politique criminelle.

1988

256J/982 « Renouveau du service public de la justice. Avis et propositions des fonctionnaires des greffes de Saint-Quentin », rapporteur Pierre ESPER, greffier en chef du TGI de Saint-Quentin.

1989

256J/983 « Les relations d'information et de communication entre juridiction et environnement », par Christian BARRERE, professeur à l'université de Reims pour le ministre de la Justice, direction de l'administration générale et de l'équipement.

1989

256J/984 Rapport de présentation des propositions de la mission relative à l'organisation des administrations centrales concernant le ministère de la Justice.

1989

256J/985	« Les fichiers », document édité par le Centre d'études pratiques d'informatique et d'automatisation (CEPIA), André GALLIOT (2 ex).	s.d.
256J/986	« La chaîne de traitement », document édité par le Centre d'études pratiques d'informatique et d'automatisation (CEPIA), André GALLIOT (2 ex.).	s.d.
256J/987	« Les tables de décisions », document édité par le Centre d'études pratiques d'informatique et d'automatisation (CEPIA).	s.d.
256J/988	Projet de loi de finances pour 1985 : questionnaire de la commission des lois constitutionnelles sur le projet de loi de finances pour 1985 (budget de la justice).	[1984]
256J/989-991	Rapports parlementaires.	1980-1982
256J/989	Le code de l'organisation judiciaire.	1980
256J/990	La suppression de la Cour de sûreté de l'État..	1981
256J/991	les institutions représentatives du personnel et sur le fonctionnement de la justice.	1982
256J/992-998	Textes réglementaires.	1970-1987
256J/992	Projet de loi de finances pour 1971. Brochure éditée par l'Imprimerie nationale. Paris.	1970
256J/993	Projet de lois de finances, rapports et avis parlementaires ; textes du JO sur le budget de la justice.	1971-1983

256J/994	Projet de loi de finances pour 1981 du ministère de la Justice . Présentation du budget sous forme de « budget programmes ». Brochure éditée par l'Imprimerie nationale. Paris.	1980
256J/995	Projet de loi de finances: rapports et avis parlementaires.	1981-1982
256J/996	Projet de loi de finances pour 1985. Justice. Édition de l'Imprimerie nationale. Paris.	1984
256J/997	Projet de loi de finances pour 1985 : comptes rendus analytiques officiels, avis et rapports de l'Assemblée Nationale.	1984-1985
256J/998	Instruction des besoins de connaissance et des offres de recherche : circulaire du ministère de la Justice, inventaire des besoins, demandes des directions.	1986-1987
256J/999-1007		
Politique.		
1974-1989		
256J/999	Actes du forum national sur la sécurité du parti socialiste, Épinay-sur-Seine, 11 et 12 décembre 1987.	1987
256J/1000-1001	Brochures.	1977, s.d.
256J/1000	Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes socialistes. Pour un projet de société des réformistes de la gauche. Propositions pour un manifeste radical de gauche : plaquette.	1977
256J/1001	« Clé », brochure de présentation de la Fédération Léo Lagrange.	

s.d.

- 256J/1002-1003 Bulletins.
1979, 1989
- 256J/1002 Bulletin de liaison des insoumis, n°11, d décembre 1979.
1979
- 256J/1003 Bulletin de l'Union des travailleurs communistes
libertaires, n°136, octobre 1989.
1989
- 256J/1004-1006 Périodiques.
1974-1976
- 256J/1004 *Le quotidien rouge*, journal d'action communiste, n°19, 16
mai 1974.
1974
- 256J/1005 *L'internationale*, hebdomadaire communiste pour
l'autogestion, n°68, 20 décembre 1974.
1974
- 256J/1006 *Après-demain*, mensuel de documentation politique,
n°180, janvier 1976.
1976
- 256J/1007 Proposition de résolution relative à la création d'une commission
d'enquête sur les carences dans la protection des élus de
l'opposition à Sarcelles, par Georges MESMIN. Assemblée
nationale.
1983

256J/1008-1035

Prison.

1980-1989

- 256J/1008-1013 Application des peines : études.
1981-1989
- 256J/1008 « Condamnations et condamnés. Qui condamne-t-on ? A
quoi ? Pourquoi ? », par Bruno de CAVARLAY et Thierry

GODEFROY, ministère de la Justice , service d'études pénales et criminologiques (SEPC).

1981

256J/1009 « Érosion des peines perpétuelles. Analyse des cohortes des condamnés à mort graciés et des condamnés à une peine perpétuelle libérés entre le 1^{er} janvier 1961 et le 31 décembre 1980 ». par Pierre TOURNIER (expert démographe au CNERP) et Marie-Danièle BARRÉ (expert démographe au SEDS), direction de l'administration pénitentiaire, ministère de la Justice.

1982

256J/1010 « Les permission de sortir en 1981. Présentation statistique », par Marie-Danièle BARRÉ, service des études de la documentation et des statistiques (SEDS), direction de l'administration pénitentiaire, ministère de la Justice.

1983

256J/1011 « Casier judiciaire et insertion professionnelle, par M-C. DESDEVISES, université de Nantes, faculté de droit et des sciences politiques.

1988

256J/1012 « Contrôle judiciaire socio-éducatif et détention provisoire: un effet substitutif ? », par Philippe GEMINEL sociologue du Comité de liaison des associations socio-éducatives de contrôle judiciaire, Centre d'étude et de développement des applications des sciences sociales.

1989

256J/1013 Extrait du rapport « Farge » sur la liberté conditionnelle : sommaire.

s.d.

256J/1014-1018 Détention.

1979-1983

256J/1014 « Développer la culture en prison », compte rendu de la table ronde du 29 juin 1983 de l'association pour le développement des activités culturelles en milieu carcéral.

1983

256J/1015 Bibliographie sur la prison élaborée par le Centre d'information et de documentation socioculturelles, Grenoble.

		1980
256J/1016	Brochures concernant le fonctionnement des prisons. Administration pénitentiaire.	s.d.
	<ul style="list-style-type: none"> n°1 « Premier jour de prison ». n°2 « Un proche incarcéré ». n°3 « Affectation et transferts des détenus ». n°4 « Les liens des détenus avec l'extérieur ». n°6 « L'argent en prison ». n°7 « Sortir de prison avant la fin de sa peine ». n°8 « Régime disciplinaire en prison ». n°9/ « Étrangers privés de liberté ». 	
256J/1017	Bulletin d'information de l' Association réflexion-action prison et justice (ARAPEJ), décembre 1979.	1979
256J/1018	Politique pénitentiaire : coupures de presse.	1979-1980
256J/1019-1032	Études.	1977-1989
256J/1019	« Traitement des détenus en détention de longue durée », Comité européen pour les problèmes criminels, Conseil de l'Europe, Strasbourg.	1977
256J/1020	« La répression disciplinaire dans les prisons françaises métropolitaines au XIX ^e siècle », par Michel FIZE, Centre national d'études et de recherches pénitentiaires (CNERP), ministère de la Justice , collection Archives pénitentiaires.	1982
256J/1021	« Le travail en prison », par Dominique BIBAL, Annie KENSEY, Martine LAGRANGE, Dominique MEURS. Ministère de la Justice .	1983
256J/1022	« La démographie carcérale dans les États membres du Conseil de l'Europe », par Pierre TOURNIER (CNERP)	

avec la collaboration de Marie-Danièle BARRÉ (SEDS),
Direction de l'administration pénitentiaire, ministère de la
Justice

1983

256J/1023 « Une prison dans la ville, histoire de la prison modèle
de la Santé 1^{ère} époque: 1867-1914 », par Michel FIZE,
Centre national d'études et de recherches pénitentiaires
(CNERP), ministère de la Justice (2 ex.).

1983

256J/1024 « Une prison dans la ville, histoire de la prison modèle
de la Santé 2^e époque: 1914-1983 » par Michel FIZE,
Centre national d'études et de recherches pénitentiaires
(CNERP), ministère de la Justice (2 ex.).

1983

256J/1025 « Le travail en prison. Réponse au questionnaire de
l'Institut de recherche des nations unies sur la défense
sociales », par Denys MILLET, direction de
l'administration pénitentiaire, ministère de la Justice.

1987

256J/1026 « Travail et prison », avis adopté par le Conseil
économique et social le 9 décembre.1987.

1987

256J/1027 « Essai d'évaluation de la cohabitation justice pénale-
société civile dans le cadre du milieu ouvert en
Languedoc-Roussillon. Rapport final », ministère de la
Justice.

1989

256J/1028 « Essai d'évaluation de la cohabitation justice pénale-
société civile dans le cadre du milieu ouvert en
Languedoc-Roussillon. Annexes », ministère de la
Justice.

1989

256J/1029 « Le rhizome pénal. Milieu ouvert et décentralisation de
la politique criminelle », par Jacques Faget, chercheur
au CNRS, conseil de la recherche du ministère de la
Justice, Groupe européen de recherche et d'innovation
criminologique (GERICO), Institut de sciences
criminelles de Bordeaux.

		1989
256J/1030	Groupe de démographie carcérale publications 1979-1989, Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).	1989
256J/1031	Note de synthèse sur la recherche « Pauvreté en prison », par Anne-Marie MARCHETTI.	s.d.
256J/1032	Étude sur la pauvreté en prison.	s.d.
256J/1033-1035	Périodiques.	1984
256J/1033	<i>L'Écrou</i> , journal d'information des détenus des prisons de Lyon, n°11, juin-juillet 1984.	1984
256J/1034	<i>Le yoyo</i> , journal des détenus de Muret, n°39-40, mai-août 1984.	1984
256J/1035	<i>Prisons</i> , mensuel d'expression des enfermés.	1984

256J/1036-1046

Syndicat de la Magistrature.

1966-1983

256J/1036	<i>Bulletin quotidien d'information, documentation et prospective</i> , n°348, 9 décembre 1974.	1974
	<i>Cf. article sur la nouvelle direction du Syndicat de la Magistrature, p.13.</i>	
256J/1037-1043	Coupures de presse.	1966-1983

256J/1037	Affaires judiciaires.- Affaires: René TOMASINI, secrétaire général de l'Union des démocrates pour la République (UDR); Gabrielle RUSSIER, Serge FUSTER (Casamayor), Jean-Marie ROBERT et André FOURQUET.	1966-1971
256J/1038	Coupures de presse.	1970-1979
256J/1039	Coupures de presse.	1971, 1977
256J/1040	Articles sur la justice.	1971-1983
256J/1041	Coupures de presse.	1972-1983
256J/1042	Coupures de presse.	1975-1976
256J/1043	Dossier sur des sujets divers (asphyxie des tribunaux, meurtre de Géraldine LACOUR, policiers révoqués, élections municipales, le directeur de la prison de Bar-le-Duc et le répertoire de Tino ROSSI, drogue, objecteur de conscience.	1983
256J/1044-1046	Études.	1972-1978
256J/1044	Mémoire d'étude sur le SM, par Jean-Michel Olivier.	1972
256J/1045	Étude et recherche sur le SM.: correspondance manuscrite de chercheurs étudiants concernant une demande de consultation des archives du SM et une mise en relation avec le syndicat.	1974-1978
256J/1046	« Un syndicat dans la magistrature: le syndicat de la magistrature », mémoire réalisé par Gérald SIMON. Faculté de Droit et de Science politique de Dijon.	

256/1047-1064

Travail, emploi.

1966-1989

- | | | |
|----------------|--|-----------|
| 256JJ/1047 | « Quels nouveaux droits pour les travailleurs », colloque juridique du <i>Droit ouvrier</i> et de la <i>Revue pratique de droit social</i> , Paris, 7 mai 1982 : textes des interventions. | 1982 |
| 256J/1048 | « La violence dans les conflits collectifs du travail », brochure. | 1977 |
| 256J/1049 | « Le travail clandestin », Conseil économique et social, JO. | 1983 |
| 256J/1050-1053 | Coupures de presse. | 1966-1989 |
| 256J/1050 | Extraits du « Traité de droit du travail ». | 1966-1978 |
| 256J/1051 | La catastrophe minière de Liévin. | 1980 |
| 256J/1052 | Le projet de loi anti-sexiste de la ministre des droits des femmes Yvette ROUDY. | 1983 |
| 256J/1053 | Le droit du travail et le droit de grève. | 1986-1989 |
| 256J/1054 | « Traité du droit du travail » : copies d'articles sur les syndicats. | 1966-1978 |
| 256J/1055-1058 | Études | 1977-1989 |

256J/1055	Essai d'analyse et dossier de presse sur la jurisprudence de la Cour d'appel de Douai en matière de droit pénal du travail.	1977
256J/1056	« Les droits des travailleurs, rapport au président de la République et au Premier ministre », par Jean AUROUX, ministre du Travail.	1981
256J/1057	« L'exécution des décisions prud'homales en matière de licenciement sans cause réelle et sérieuse », par Brigitte REYNES. Centre d'études juridiques et économiques de l'emploi, université des sciences sociales de Toulouse ;	1987
256J/1058	« L'application de la loi du 25 janvier 1985 dans la Loire et à Lyon. La réforme des procédures collectives », par Jeanne PAGES, maître de conférence à la Faculté de droit de Saint-Étienne, Centre de recherches critiques sur le droit, université Jean MONNET, Saint-Étienne.	1989
256J/1059-1062	Périodiques.	1977-1989
256J/1059	<i>Options</i> , revue de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT), n° hors série.	1977
256JJ/1060	<i>Revue pratique de droit social</i> , « Droits nouveaux des travailleurs », n°442-443, février-mars 1982.	1982
256J/1061	<i>Travail</i> , revue de l'association d'enquête et de recherche sur l'organisation du travail, n°5-6 (novembre 1984), n°14 (octobre 1987), courrier au sujet de la parution du n°17 (1989), lettre manuscrite (1989).	1984-1989
256J/1062	<i>Cash</i> , journal des chômeurs et des précaires, n°11.-Mars - avril 1989	1989
256J/1063	Rapport parlementaire sur les sociétés de surveillance, la sécurité et le gardiennage.	

1982-1983

256J/1064 Droit salarial : proposition de loi relative au travail temporaire (1980), proposition de loi relative aux industries de main-d'œuvre (1981), annexe aux rapports relatifs aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (1981-1982), rapport parlementaire sur le projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (1982), rapport parlementaire relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (1982), rapport parlementaire sur le projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (1981-1982), loi relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (JO, 1982).

1980-1982

256J/1065-1066

Troubles psychiatriques.

1974-1975, 1986

256J/1065 Études sur la responsabilité pénale et le traitement psychiatrique des délinquants malades mentaux, Conseil de l'Europe, septième colloque sur la criminologie, 25-27 novembre 1985, Strasbourg.

1986

256J/1066 *Gardes fou*, revue de psychiatrie.

1974-1975

n°3, été 1974.

n°4, automne 1974.

n°5, hiver 1975.

n°7, 2^e trimestre 1975.

Annexes

Tableau méthodique des noms géographiques cités dans l'index

- Afghanistan*, 677
Afrique, 645, 647-655
Agen, 48, 93, 281, 372
Aix-en-Provence, 49, 266
Ajaccio, 52
Albertville, 57, 63
Alençon, 56
Alès, 66
Alger, 645
Allemagne, 646, 689
Alsace, 278, 422
Amérique, 656-676
Amérique Latine, 667, 674
Amiens, 383, 766, 973
Angers, 51
Angoulême, 54
Argentine, 663, 664
Argenton, 56, 362
Arras, 60
Asie, 677-679, 680-685
Athènes, 698
Auch, 48
Aurillac, 77
Auxerre, 70
Avesnes-sur-Helpe, 60
Avignon, 66, 332, 520
Avranches, 56
Bagnolet, 207
Barcelone, 697
Bar-le-Duc, 65, 1043
Bastia, 52, 258, 482
Bayonne, 158, 485
Beauvais, 50
Belfort, 53
Belgique, 646, 690-692, 723
Bergerac, 54
Berlin, 688
Berne, 717
Besançon, 53, 407, 408
Béthune, 60, 362, 401
Béziers, 64
Blois, 67
Bobigny, 72, 326, 769
Bolivie, 665
Bordeaux, 54, 93, 197, 198, 203, 212, 218, 258, 474, 475, 613, 694, 769, 918, 1029
Bouches-du-Rhône, 573
Boulogne, 60
Bourg-en-Bresse, 63
Bourges, 55
Bourgoin, 61
Brésil, 666, 667
Briey, 65
Brive-la-Gaillarde, 62
Bruay-en-Artois, 520
Bruxelles, 723
Caen, 56
Cahors, 48
Cambrai, 60
Canada, 658, 659
Carcassonne, 64
Carpentras, 66
Carqueiranne, 601
Cayenne, 83
Cervione, 482
Chalon-sur-Saône, 59
Chambéry, 57, 63, 93
Charolles, 362
Chartres, 80, 268
Châteauroux, 55
Châtenay-Malabry, 463
Chaumont, 59
Cherbourg, 56
Chili, 668-671
Chine, 644
Choisy-le-Roi, 746
Chonchocoro, 665
Clermont-Ferrand, 247, 686
Colmar, 58, 93, 310, 467, 611
Colombie, 672
Compiègne, 50
Conakry, 652
Corbeil-Essonnes, 71
Corrèze, 478
Corse, 481, 482, 483
Côte d'Ivoire, 574
Coutances, 56
Créteil, 567, 746
Digne-les-Bains, 49
Dijon, 59, 1046
Dole, 53, 327
DOM TOM, 641
Douai, 60, 93, 251, 399, 510, 1055
Draguignan, 49
Dunkerque, 60
Ensisheim, 620
Épinal, 65
Épinay-sur-Seine, 999
Espagne, 693-697
Essonne, 71
États-Unis, 660-662
Eure-et-Loir, 80, 857
Europe, 265, 395, 504, 592, 645, 683, 686-721, 731, 828, 860, 1019, 1022, 1065
Évry, 328

Fleury-Mérogis, 609, 621
Fontainebleau, 69, 686
Fort-de-France, 84, 85, 642
Frankfurt, 688
Fresnes, 608, 622
Gap, 61
Genève, 936
Grasse, 49, 312, 329
Grèce, 698-700
Grenoble, 61, 93, 469, 830, 955, 956, 957
Guadeloupe, 641, 642, 812
Guéret, 62
Guinée, 652
Guyane, 83, 641, 642, 812
Haïti, 656
Haute Savoie, 410
Hayange, 583, 588
Hazebrouck, 60
Hénin Liétard, 474
Île-de-France, 280
Île d'Yeu, 484
Île-Maurice, 653
Indre-et-Loire, 419
Iran, 678, 679
Iraq, 680
Irlande, 701-704
Israël, 681
Italie, 402, 646, 705-710, 708, 717, 723
Ivry-sur-Seine, 353, 390, 608
Korydallos, 700
Languedoc-Roussillon, 1027, 1028
Laon, 50
Larzac, 371, 497
Laval, 51, 329, 547
Le Havre, 78, 464
Le Mans, 51
Liévin, 1051
Lille, 60, 153, 219, 395, 404, 462, 520, 610, 756, 892
Limoges, 62
Lisbonne, 715
Lisieux, 56
Loire, 98, 410, 1058
Lons-le-Saunier, 53, 549
Loriol-sur-Drôme, 506
Lure, 53
Lyon, 63, 227, 607, 630, 907, 972, 1033, 1058
Mâcon, 59, 107
Maine-et-Loire, 578
Mantes-la-Jolie, 746
Marmande, 48
Marseille, 50, 254, 315, 332, 466, 477, 604
Martinique, 84, 85, 641, 642, 812
Meaux, 69
Melun, 69, 99, 257
Mende, 66
Metz, 58, 93, 310
Meudon, 624
Mexico, 343
Montargis, 67

Montbéliard, 53
Montbrison, 63
Montpellier, 64
Moscou, 720
Moselle, 583
Moyen Orient, 677-679
Mulhouse, 467
Nancy, 65, 93, 329
Nantes, 152, 1011
Narbonne, 64
Nevers, 55, 367
Nice, 49
Nîmes, 66, 256
Nouméa, 86, 87
Nouvelle Calédonie, 86-87, 489-490, 641, 642
Orléans, 67, 93, 370
Outre-mer, 83, 92, 93
Palestine, 681
Papeete, 88, 604
Paris, 68-72, 196, 197, 207, 208, 218, 226, 250, 251, 262, 278, 283, 295, 325, 330, 331, 334, 344, 364, 376, 390, 407, 408, 428, 462, 501, 519, 530, 551, 565, 570, 581, 594, 606, 624, 661, 665, 668, 684, 701, 702, 707, 777, 779, 787, 801, 817, 819, 820, 821, 854, 927, 946, 992, 994, 996, 1008, 1047
Pau, 73
Pays Basque, 484-488, 563-564
Périgueux, 54, 474
Péronne, 50
Pérou, 673
Perpignan, 64
Peuplingues, 158
Poitiers, 74
Polynésie française, 88, 604, 641, 642
Pontoise, 82, 256, 362, 558
Portugal, 646, 714, 715
Privas, 66
Québec, 310, 659
Reims, 75, 983
Rennes, 76, 362, 603, 755, 757, 758
Réunion, 89-92, 186
Riom, 77, 93
Rochelle, 406
Rodez, 64
Rotterdam, 713
Rouen, 78, 503, 518, 528, 543, 608
Roumanie, 716
Saint-Denis (La Réunion), 186
Saint-Dié, 65
Saint-Étienne, 63, 1058
Saint-Omer, 60, 251, 510
Saint-Quentin, 982
Sarreguemines, 93
Saumur, 51
Saverne, 58
Ségovie, 693
Seine-et-Marne, 69
Seine-Maritime, 686
Seine-Saint-Denis, 72, 280, 967

Sénégal, 654
Senlis, 50
Sens, 70
Soissons, 50
Strasbourg, 58, 93, 848, 1019, 1065
Suisse, 646, 698, 717-719
Tarascon, 49, 185
Thonon-les-Bains, 57
Toulon, 49
Toulouse, 79, 93, 185, 329, 451, 861, 1057
Tours, 67
Troyes, 75, 253, 971
Tulle, 62, 623
Tunisie, 644, 655
Turnhout, 691
Turquie, 682-685, 841
Union soviétique, 720
Uruguay, 672, 674, 675
Val d'Aoste (Italie), 402
Val d'Oise, 82
Valence, 61, 506
Valenciennes, 60, 327
Vaucresson, 157, 659
Verdun, 65
Versailles, 80-82, 309, 362, 398, 413, 456, 764

Vesoul, 53
Viareggio, 698
Vichy, 77, 817
Vienne, 61
Villefranche-sur-Saône, 63
Villeurbanne, 972
Yonne, 70
Yougoslavie, 721
Yvelines, 81
Zurich, 717

Tableau méthodique des mots matières cités dans l'index

Agriculture : 370-372	759, 764, 765, 767, 768, 908, 915, 920, 930, 943
Antisémitisme : 384, 385	Juriste : 645, 512, 655, 658, 669, 690, 692, 701, 704, 850
Avocat : 11, 261, 262, 268, 274, 275, 352, 368, 428, 447, 486, 511, 547, 562, 585, 613, 661, 667, 668, 673, 688, 723, 772, 777, 789, 896	Légitime défense : 489-500, 747
Avoué : 241, 261-265, 270, 271, 778, 779	Liberté conditionnelle : 599-601, 1013
Budget de la justice : 191, 296-308, 314, 727, 728, 969, 978, 988, 993, 994	Libertés individuelles : 493, 535-538
Carte judiciaire : 185	Libertés syndicales : 204, 284, 311, 388-393, 532, 534
Casier judiciaire : 440, 519, 521, 921, 1011	Licenciement : 388-390, 402-408, 1057
Code de la nationalité française : 577-578, 858	Logement : 143, 203, 204, 219, 423, 426-428, 587, 593, 726
Code pénal : 440-446, 526, 877, 906, 911, 912, 914, 948, 950-952	Main d'œuvre étrangère : 575, 576, 581-589, 590-595, 855, 856
Consommateur : 420-425, 825	Maison d'arrêt : 609, 610, 613, 621
Contrôle d'identité : 519, 520, 559, 568, 570	Militaire : 493-497, 666, 682, 881-887
Criminalité : 544, 568, 919	Mineur : 269, 273, 373, 429-435, 439, 503, 673, 895-905
Décision de justice : 409, 466, 661, 700	Notaire : 261-278, 310, 793-795
Délinquance : 477-480, 491	Objecteur de conscience : 495, 496, 1043
Détention provisoire : 445, 456, 457, 570, 1012	Obligation de réserve : 216, 353, 533, 534
Discrimination : 375-385	Palais de justice : 418, 715, 737, 769, 772, 971
Droit d'asile : 485, 560-566, 571, 574, 848,	Paysan : 370-372, 415, 497
Éducation surveillée : 279, 280, 295, 300, 373, 436-439, 896	Peine de mort : 462, 501-503, 602
Enfance : 429, 430, 435, 516, 896	Police : 282-285, 340, 343-350, 390, 399, 463-467, 520, 531, 583, 613, 707, 767, 796-804, 908, 970
Environnement : 411-419, 603, 983	Prison : 18, 386, 482, 562, 571, 596-640, 685, 700, 703, 746, 936, 970, 1008-1035, 1043
Étranger : 519, 560-565, 566-574, 579-580, 590-595, 833-869, 1016	Prisonnier politique : 664, 665, 670, 688, 711
Extradition : 470, 485, 562-565, 672, 702, 711	Procédure de conciliation : 357-364
Famille : 20, 367-368, 375-381, 420, 423, 426, 437, 669	Procédure de divorce : 365, 366
Femmes : 211, 289, 375, 377, 378, 381, 423, 592, 609, 746, 878, 928, 1052.	Prud'hommes : 408
Fiscalité : 369, 818, 832	Psychiatrie : 509, 618, 619, 623, 631, 1066
Formation du magistrat : 197-225, 230, 289, 444, 695, 782, 783, 784, 789, 946	Racisme : 384, 385, 573, 850, 863
Greffe : 153, 260, 320, 332, 336, 780, 982	Recrutement des magistrats : 95, 171, 190, 204, 211, 213, 217, 220, 223, 225-242, 314, 320, 321, 658
Grève : 166-178, 225, 252, 259, 266, 388-393, 482, 531, 532, 586, 591, 608, 613, 615, 685, 745, 746	Réfugié : 484, 485, 562-565, 574, 592, 668, 717, 746
Huissier : 261-278	Statut de la magistrature : 167, 171, 174, 179-196, 223, 229, 231, 232, 238, 241, 245, 281, 295, 310-318, 353, 765, 792
Homosexualité : 383, 877	Terrorisme : 468-474, 512, 560, 848, 860
Immigration : 573, 576, 581, 582, 833-869	Toxicomanie : 504-507, 605, 619
Indépendantiste : 482, 487-489, 642	Tribunal administratif : 247
Informatique : 326, 515-524, 814, 954, 974, 977, 979, 980, 985-987	Tribunal d'instance : 153, 251, 406
Interruption volontaire de grossesse : 379-380	Tribunal de commerce : 407
Jeunesse : 150, 429, 437, 439, 895, 898, 899	Tribunal de grande instance : 88, 91, 93, 107, 158, 185, 256-258, 266, 268, 313, 320, 326-329, 332, 341, 362, 390, 398, 401, 404, 451, 456, 467, 475, 482, 501, 506, 518, 520, 543, 550, 623, 686, 764, 982
Juge : 8, 87, 93, 101, 149, 227, 246, 251, 252, 254, 262, 269, 329, 332, 353-356, 359, 362, 365, 398, 407, 430, 431, 452, 467, 475, 510, 515, 520, 539, 547, 588, 613, 617, 628, 635, 646, 655, 658, 686, 698, 699, 732, 735, 756,	

Tribunal : 236, 510, 583, 604, 613, 634, 666,
667, 687, 972
Tribunaux permanents des forces armées :
494, 887
Victime : 314, 373, 461, 463, 478, 487, 513,
544, 563
Violence : 347, 375, 462-466, 613, 640, 877,
1048
Violation des droits de l'homme : 643-725

Index

Les noms de lieux sont en italiques, les noms propres en capitales et les mots-matière en caractères romains minuscules. Les chiffres renvoient à la cote 256J.

- ADAM Robert, 257
Afghanistan, 677
Afrique, 645, 647-655
Agen, 48, 93, 281, 372
AGRET Roland, 639
Aix-en-Provence, 49, 266
Ajaccio, 52
ALBERT Roger, 84
Albertville, 57, 63
Alençon, 56
Alès, 66
Alger, 645
Allemagne, 646, 689
Alsace, 278, 422
Amérique, 656-676
Amérique Latine, 667, 674
AMETEAU, 370
Amiens, 383, 766, 973
AMNESTY INTERNATIONAL, 547, 590, 651, 652, 655, 656, 666, 668, 673, 674, 675, 679, 680, 693, 716
Angers, 51
Angoulême, 54
APAP Georges, 506
Argentine, 663, 664
Argenton, 56, 362
Arras, 60
Asie, 677-679, 680-685
ASSEMBLEE NATIONALE, 183, 543, 544, 997, 1007, 1064
ASSOCIATION AMICALE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS, 411
ASSOCIATION BELGE DES JURISTES DEMOCRATES, 690, 692
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES ET D'INFORMATION SUR LES PROBLEMES PENaux, 513
ASSOCIATION DES ETUDIANTS BURKINABES EN FRANCE, 651
ASSOCIATION DES FEMMES JOURNALISTES, 377
ASSOCIATION DES MAGISTRATS ET ANCIENS MAGISTRATS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTERE DE LA JUSTICE , 45, 179, 239, 440
ASSOCIATION DROIT ET DEMOCRATIE, 510, 550, 551
ASSOCIATION DROITS SOCIALISTES DE L'HOMME, 159
ASSOCIATION EUROPEENNE DES MAGISTRATS POUR LA DEMOCRATIE ET LES LIBERTES, 645
ASSOCIATION FRANÇAISE D'AMITIE ET DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE D'IRAN, 679
ASSOCIATION FRANÇAISE DES JURISTES DEMOCRATES, 512
ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE, 429
ASSOCIATION FRANCE TERRE D'ASILE, 565
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JEUNES AVOCATS, 275
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JURISTES DEMOCRATES, 645, 850
ASSOCIATION LEGITIME DEFENSE, 500
ASSOCIATION NATIONAL MEDICAL AND DENTAL ASSOCIATION, 650
ASSOCIATION NATIONALE DES ASSISTANTS DE SERVICE SOCIAL, 520
ASSOCIATION NATIONALE DES AVOCATS DE FRANCE, 275, 352, 613, 773
ASSOCIATION NATIONALE DES EDUCATEURS DE JEUNES INADAPTES, 503
ASSOCIATION NATIONALE DES JUGES DE L'APPLICATION DES PEINES, 246, 547, 613, 617, 635
ASSOCIATION NATIONALE PAYSANS-TRAVAILLEURS, 371, 415
ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PROMOTION ET LA DEFENSE DES HABITATS DE LOISIRS, 416
ASSOCIATION NATIONALE POUR L'ETUDE DE L'AVORTEMENT, 379
ASSOCIATION NEERLANDAISE POUR LA JUSTICE, 711
ASSOCIATION PLAN DE CINQ ANS, 514
ASSOCIATION POUR LA DEMOCRATISATION DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE, 414
ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DES LIBERTES, 518
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES CULTURELLES EN MILIEU CARCERAL, 1014
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES MAGISTRATS, 45, 192, 194, 248, 249, 697
ASSOCIATION REFLEXION ACTION PRISON ET JUSTICE, 1017
ASSOCIATION REGION PARIS PRESSE, 530
ASSOCIATION S.O.S. REFOULEMENT, 583, 585, 853
ASSOCIATION TRUITE, OMBRES ET SAUMON, 419
Associazione nazionale di magistrati italiani (MAGISTRATURA DEMOCRATICA -MAGISTRATS ITALIENS), 689, 706, 707, 709, 710
A.T.D. QUART MONDE, 495
Athènes, 698
Auch, 48
AURESAN Jean-Michel, 719
Aurillac, 77
AUROUX Jean, 1056
AUVRAY Jean Gabriel, 474

Auxerre, 70
Avesnes-sur-Helpe, 60
Avignon, 66, 332, 520
Avranches, 56
 BADINTER Robert, 363, 635, 893
Bagnolet, 207
 BARABASS Ingrid, 469
Barcelone, 697
Bar-le-Duc, 65, 1043
 BARRAL Odile, 370
 BARRÉ Marie-Danièle, 370, 1009, 1010, 1022
 BARRERE Christian, 983
Bastia, 52, 258, 482
 BASTIN Alain, 943
 BAUDOT Oswaldo, 254
Bayonne, 158, 485
Beauvais, 50
Belfort, 53
Belgique, 646, 690-692, 723
 BELLAVITA Antonio, 562
 BELORGEY Jean-Michel, 797
 BENATTAR Charles, 92
Bergerac, 54
Berlin, 688
Berne, 717
 BERTRAND Maxime, 418
Besançon, 53, 407, 408
Béthune, 60, 362, 401
Béziers, 64
 BIBAL Dominique, 1021
 BIDAOU Jacques, 252, 256, 588, 767
 BIRGIN Raymond, 718
 BLET-PFISTER Véronique, 350
 BLOCH Etienne Joseph Gustave, 154, 262, 314, 351, 396, 397, 646, 698, 706, 707, 709, 763, 764, 765, 767, 768, 769
 BLOCH Philippe, 764
Blois, 67
Bobigny, 72, 326, 769
Bolivie, 665
 BONNEFONT, 351
 BONNEMAISON Gilbert, 809
 BONNET Christian, 572, 573, 574
Bordeaux, 54, 93, 197, 198, 203, 212, 218, 258, 474, 475, 613, 694, 769, 918, 1029
Bouches-du-Rhône, 573
Boulogne, 60
 BOUMAZA Ouali, 474
 BOUNAN Lionel, 257
Bourg-en-Bresse, 63
Bourges, 55
 BOURGOIGNIE Thierry, 421
Bourgoin, 61
 BREGUET Bruno, 909
 BRESCIANI Benjamin, 253
Brésil, 666, 667
 BRETON Jean-Louis, 283
 BREYTENBACH Breyten, 647
Briey, 65
 BRINKHOFF, 474

Brive-la-Gaillarde, 62
 BROUSSAIS Madia, 250
Bruay-en-Artois, 520
Bruxelles, 723
 BURMANN Eric, 508
 CABANNES Jean, 314
Caen, 56
 CAHN Robert, 604
Cahors, 48
 CALAIS-AULOY Jean, 424
Cambrai, 60
Canada, 658, 659
Carcassonne, 64
 CARLOTTO Massimo, 705
 CARON André, 314
Carpentras, 66
Carqueiranne, 601
 CAVARLAY Bruno, 1008
Cayenne, 83
 CECCALDI Etienne, 170, 736
 CENTRE ALEPH SUR L'HOMOSEXUALITE, 383
 CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION JURIDIQUE, 277
 CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE DE VAUCRESSON, 157, 659
 CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE, 889
 CENTRE DE RECHERCHE SUR LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE, 822
 CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES, 938, 939, 940, 1030
 CENTRE D'ETUDES ANTI-IMPERIALISTES, 725, 746
 CENTRE D'ETUDES DE FORMATION ET DE RECHERCHES EN ACTION SOCIALE, 382
 CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DES APPLICATIONS EN SCIENCES SOCIALES, 1012
 CENTRE D'ETUDES PRATIQUES D'INFORMATIQUE ET D'AUTOMATISATION, 985, 986, 987
 CENTRE D'INFORMATION ET D'ETUDES SUR LES MIGRATIONS MEDITERRANEENNES, 847
 CENTRE D'INFORMATION ET D'INITIATIVE SUR L'INFORMATION, 524
 CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, 814, 1029
 CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET RECHERCHES PENITENTIAIRES, 1009, 1020, 1022
 CENTRE NATIONAL D'ETUDES JUDICIAIRES, 195, 197, 198
Cervione, 482
 CHABOT Elisabeth, 624
 CHAILLOU Philippe, 681
Chalon-sur-Saône, 59
Chambéry, 57, 63, 93
 CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE PROFESSIONNELLE DE LA POLICE PRIVEE, 285
 CHAMPENOIS-MARMIER Marie-Pierre, 819, 820, 821
 CHAPRON Jean, 400, 401, 707
Charolles, 362

Chartres, 80, 268
 CHARVET, 351
Châteauroux, 55
Châtenay-Malabry, 463
Chaumont, 59
Cherbourg, 56
Chili, 668-671
Chine, 644
 CHING Charlie, 604
Choisy-le-Roi, 746
Chonchocoro, 665
 CHTCHARANSKI Anatoly, 384
Clermont-Ferrand, 247, 686
 COLCOMBET François, 351
 COLLARD Gilbert, 473
 COLLECTIF D'ENQUETE ET D'ETUDES SUR LES
 PRATIQUES PSYCHIATRIQUES, 508
 COLLECTIF D'INFORMATION ET DE RECHERCHES
 CANNABIQUES, 507
 COLLECTIF TRAVAIL JUSTICE, 273
 COLLECTIF UNITAIRE DU 17 OCTOBRE 1961, 746
Colmar, 58, 93, 310, 467, 611
Colombie, 672
 COMITE D'ACTION DES PRISONNIERS, 386, 609,
 610, 614, 615, 636-639, 775
 COMITE D'ACTION DROIT, 723, 815
 COMITE DE COORDINATION DES ORGANISATIONS
 PROFESSIONNELLES D'AVOCATS, DE MAGISTRATS
 ET DE LA PRESSE JUDICIAIRE, 447, 511
 COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS SOCIO-
 EDUCATIVES DE CONTROLE JUDICIAIRE, 1012
 COMITE DE PROBATION ET D'ASSISTANCE AUX
 LIBERES, 625
 COMITE DE SOLIDARITE FRANCE BRESIL, 667
 COMITE DE SOUTIEN AUX LUTTES DU PEUPLE
 ARGENTIN, 663
 COMITE DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS
 POLITIQUES AUX ETATS-UNIS, 661
 COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE, 325
 COMITE D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE AVEC
 L'ESPAGNE, 693
 COMITE D'INFORMATION SUR LES PRISONNIERS
 POLITIQUES AU QUEBEC, 659
 COMITE DROITS ET LIBERTES DANS L'INSTITUTION
 MILITAIRE, 493, 881, 882
 COMITE INTER MOUVEMENTS AUPRES DES
 EVACUES / SERVICE ŒCUMENIQUE D'ENTRAIDE,
 502, 503, 574, 577, 590-592, 669, 670, 746
 COMITE INTERNATIONAL LIAISON JUSTICE, 723
 COMITE NATIONAL CONTRE LA DOUBLE PEINE, 746
 COMITE NATIONAL DE LIAISON DES CLUBS ET
 EQUIPES DE PREVENTION SPECIALISEE, 585
 COMITE NATIONAL DE LIAISON JUSTICE, 295, 296-
 308, 322
 COMITE NATIONAL DE LUTTE DES ELEVEURS
 INTEGRES, 371
 COMITE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE
 L'HOMME EN PAYS-BASQUE, 564
 COMITE PRESSE POLICE JUSTICE, 340

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL, 238,
 311
 COMMISSION DE SAUVEGARDE DU DROIT D'ASILE,
 485, 560, 562, 645, 848
 COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET
 DES LIBERTES, 518, 519, 522, 524
 COMMISSION PERMANENTE D'ETUDE DES
 PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES, 45,
 183, 231, 309, 318, 328, 336
Compiègne, 50
 COMTE Philippe, 224
Conakry, 652
 FEDERATION FRANÇAISE DEMOCRATIQUE DU
 TRAVAIL, 147, 151, 179, 182, 187, 283, 290,
 300, 310, 314, 333, 337, 352, 367, 369, 371,
 378, 386-389, 392, 399, 403, 404, 406, 407,
 408, 415, 434, 482, 515, 519, 566, 591, 610,
 625, 626, 962
 CONFEDERATION GENERALE DU LOGEMENT, 426,
 427, 428, 726
 CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL, 148,
 265, 294, 333, 337, 388, 390, 392, 394, 395,
 397, 399, 403, 519, 547, 573, 584, 585, 626,
 665, 800, 833, 852, 865, 963, 964, 966, 967,
 968
 CONFEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS DE
 TRAVAILLEURS PAYSANS, 372
 CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT, 423
 CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES, 420,
 423, 426, 437
 CONFEDERATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE,
 417
 CONSEIL COMMUNAL DE LA PREVENTION DE LA
 DELINQUANCE, 477
 CONSEIL DES ASSOCIATIONS IMMIGREES EN
 FRANCE, 840
 CONSEIL NATIONAL D'ADMINISTRATION DE
 L'ACTION SOCIALE, 322, 323, 324
 CONSEIL REGIONAL D'ADMINISTRATION DE
 L'ACTION SOCIALE, 324
 CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE, 182,
 192, 193, 312, 314, 315, 316
Corbeil-Essonnes, 71
Corrèze, 478
Corse, 481, 482, 483
Côte d'Ivoire, 574
 COUETOUX Michel, 955
 COUR DE SURETE DE L'ÉTAT, 162, 474, 884, 887,
 990
 COUSTEAUX Gilbert, 788
Coutances, 56
Créteil, 567, 746
 CROISSANT Klaus, 471, 473, 562, 686, 711
 CUADROS Victor, 673
 CUENTAS Hernan, 673
 CURIEL Henri, 724
 DAMIEN André, 772
 DE BRIE Christian, 681
 DE MORTILLET J., 262
 DE REILHAN Philippe, 294

DE ROTON Marie-Claude, 819, 820, 821
 DE VARGAS Washington, 675
 DECLERQ Pierre, 86
 DEFFERRE Gaston, 162
 DELMAS-MARTY Mireille, 945
 DELPEUCH Bernard, 677
 DESDEVICES Marie-Clet, 1011
 DI RUZZA F., 957
 DIAB Mohamed, 498
 DIAZ Chavez Ricardo, 673
Digne-les-Bains, 49
Dijon, 59, 1046
 DIRECTION DES AFFAIRES SANITAIRES ET
 SOCIALES, 516
 DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES DU
 MINISTERE DE LA JUSTICE, 185, 193, 231, 232,
 336, 973
Dole, 53, 327
DOM TOM, 641
 DONTENWILLE Henri, 211
Douai, 60, 93, 251, 399, 510, 1055
 DOUCHIN Yves, 280
Draguignan, 49
 DUBEDOUT Hubert, 291
 DUCATEL Louis, 162
 DUCLOS Jacques, 162
 DUCOLONE Guy, 344
 DUMOULIN Jérôme, 956
Dunkerque, 60
 EBSTEIN Jean, 817
 ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION
 PENITENTIAIRE, 805, 807, 808
 ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE, 179,
 197, 202-224, 234, 244, 311, 372, 424, 520,
 605, 743, 769, 784, 788, 890, 947
 ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION, 286
Ensisheim, 620
Épinal, 65
Épinay-sur-Seine, 999
Espagne, 693-697
 ESPER Pierre, 982
Essonne, 71
 ESTOUP Pierre, 329
États-Unis, 660-662
 EULALIO ONA MEONO José, 673
Eure-et-Loir, 80, 857
*Europe, 265, 395, 504, 592, 645, 683, 686-
 721, 731, 828, 860, 1019, 1022, 1065*
Évry, 328
 FAUCHEUX Madeleine, 819, 820, 821
 FAUGERON Claude, 915, 918, 920, 921, 928,
 929
 FEDERATION AUTONOME DES SYNDICATS DE
 POLICE, 796, 799
 FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE, 280,
 388, 627, 632-634
 FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE SOLIDARITE
 AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES, 746, 866
 FEDERATION DES AVOUES DE FRANCE, 262, 778

FEDERATION DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS
 AGRICOLES, 371
 FEDERATION GENERALE DE L'AGRICULTURE
 CFDT, 371
 FEDERATION GENERALE DES SYNDICATS CGT DE
 LA POLICE NATIONALE, 800
 FEDERATION GENERALE DES SYNDICATS DE
 SALAIRES DES ORGANISATIONS
 PROFESSIONNELLES DE L'AGRICULTURE ET DE
 L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE, 372
 FEDERATION NATIONALE DE SYNDICATS
 EXPLOITANTS AGRICOLES, 371
 FEDERATION NATIONALE DES UNIONS DE JEUNES
 AVOCATS, 161, 261, 275, 547
 FEDERATION SYNDICALE DES FEMMES CHEFS DE
 FAMILLE, 423
 FEDERATION SYNDICALE DES PERSONNELS DE LA
 PREFECTURE DE POLICE, 341, 801
 Femmes, 211, 289, 375, 377, 378, 381, 423,
 592, 609, 746, 878, 928, 1052
 FIRESTON Cinda, 606
 FIZE Michel, 1020, 1023, 1024
 FLEURENCE Pierre, 405
Fleury-Mérogis, 609, 621
 FONCELLE Anne-Marie, 935
 FONDATION D'AGUESSEAU, 322, 324
Fontainebleau, 69, 686
 FORCE OUVRIERE, 626, 627, 629
Fort-de-France, 84, 85, 642
 FOSSAERT Robert, 880
 FOURQUET André, 1037
 FOYER Jean, 108, 185, 241, 578
Frankfurt, 688
Fresnes, 608, 622
 FRILET Alain, 702
 FRONT DE LIBERATION NATIONAL KANAK ET
 SOCIALISTE, 490
 FUSTER Serge, 1037
 GALLIOT André, 985, 986
 GALLUT Christian, 314
Gap, 61
 GARDE DES SCEAUX, 108, 139, 158, 185, 197,
 213, 215, 217, 225, 229, 256, 275, 281, 296,
 309, 322, 326, 336, 337, 342, 354, 357, 365,
 440, 505, 515, 516, 526, 552, 572, 609, 613,
 617, 809, 893
 GASPARD Françoise, 857
 GAULT Jocelyne, 659
 GEMINEL Philippe, 1012
Genève, 936
 GENEVEY J., 185
 GISCARD D'ESTAING Valéry, 165, 214, 623,
 744
 GODEFROY Thierry, 916, 917, 922-926, 931,
 932, 1008
 GODINOT Xavier, 495
 GORTAIS Jean, 937
Grasse, 49, 312, 329
Grèce, 698-700
 Greffe, 153, 260, 320, 332, 336, 780, 982

Grenoble, 61, 93, 469, 830, 955, 956, 957
Grève, 166-178, 225, 252, 259, 266, 388-393,
482, 531, 532, 586, 591, 608, 613, 615, 685,
745, 746
GROENEWOLD Herrn, 468
GROUPE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
EDUCATIVES ECONOMIQUES ET SOCIALES, 155
GROUPE D'INFORMATION ET DE SOUTIEN DES
TRAVAILLEURS IMMIGRES, 399, 566, 567, 572,
573, 576, 578, 593, 858, 859
GROUPE EUROPEEN DE RECHERCHE ET
D'INNOVATION CRIMINOLOGIQUE, 1029
GROUPE MULTIPROFESSIONNEL DE DEFENSE
JURIDIQUE ET SOCIAL, 278
GROUPE MULTIPROFESSIONNEL DES PRISONS,
606, 608, 610
GROUPE MULTIPROFESSIONNEL POUR LES
QUESTIONS PENITENTIAIRES, 630
Guadeloupe, 641, 642, 812
GUEMANN Monique, 256, 757
Guéret, 62
GUICHARD Olivier, 342, 357
GUILBOT-SAUER Michèle, 981
Guinée, 652
GUIOT Gilles, 352
Guyane, 83, 641, 642, 812
HAAG Siegfried, 469, 688
Haïti, 656
HALÉGUA, 474
Haute Savoie, 410
Hayange, 583, 588
HAZAN Adeline, 398
Hazebrouck, 60
Hénin-Liétard, 474
HERSANT Robert, 528, 529
HOFFMANN Siglinde, 469
HOLDER William Roger, 470
HUBERT Michel, 482
HUSSON François, 919
Île d'Yeu, 484
Île-de-France, 280
Île-Maurice, 653
IMPRIMERIE PRESSE NOUVELLE, 496
Indre-et-Loire, 419
INFORMATION POUR LE DROIT DES SOLDATS, 496
INSTITUT NATIONAL D'ETUDES DEMOGRAPHIQUES,
156
Interruption volontaire de grossesse, 379, 380,
959
Iran, 678, 679
Iraq, 680
Irlande, 701-704
Israël, 681
Italie, 402, 646, 705-710, 708, 717, 723
Ivry-sur-Seine, 353, 390, 608
JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE, 150
JOBERT Annette, 889
JOINET Louis, 351, 706
JOLY Claude, 251
JOLY Guy, 908

JOURNEE NATIONALE D'ACTION, 166-178, 209,
296, 304, 391
JOUVE Bernard, 365, 747-759
JUGE D'APPLICATION DES PEINES, 101, 613, 635,
764
JUSTICE PENALE NOUVELLE, 275, 447, 456, 511,
553
KAMOUDA Richard, 489
KAMP Karin, 469
KELLENS Georges, 915, 920
KENSEY Annie, 1021
KEPPE Norberto, 662
KERKOW Catherine-Marie, 470
KESSOUS Roland, 351
KIAOS Nicolas, 700
KLARSFELD Serge, 344
KNOBELSPIESS Roger, 616
KONATE Moussa, 584
Korydallos, 700
KREMENTCHOUSKY Alain, 918
KRIVINE Alain, 162
KUTLU Haydar, 684
LAFFARGUE Bernard, 931, 932
LAGRANGE Léo, 1001
LAGRANGE Martine, 1021
LAGUAY Catherine, 624
LAMBERT Thibault, 918
LANDREVILLE Pierre, 933
Languedoc-Roussillon, 1027, 1028
Laon, 50
LAPEYRE Michel, 610
LAPEYRIE J., 636
Larzac, 371, 497
LASCOURMES Pierre, 918
Laval, 51, 329, 547
Le Havre, 78, 464
Le Mans, 51
LE ROY Etienne, 364
LECANUET Jean, 139, 158, 275, 365, 441,
542, 544, 744
LECLERC Marcel, 908
LECOCQ Pierre, 892
LEDESMA Izquieta Genaro, 673
LEGRAS Lionel, 500
LELEU Jean-Marc, 464
LEMOINE Yves, 341
LEVASSEUR G., 344
LÉVY Jean-Claude, 511
LÉVY René, 934
LÉVY Thierry, 919
Liévin, 1051
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, 427, 430, 498,
518, 522, 526, 528, 529, 547, 577, 578, 644,
876, 881, 882
Lille, 60, 153, 219, 395, 404, 462, 520, 610,
756, 892
Limoges, 62
Lisbonne, 715
Lisieux, 56
LIVROZET Serge, 611

Loire, 98, 410, 1058
Lons-le-Saunier, 53, 549
 LORENZONI Marcel, 482
Loriol-sur-Drôme, 506
Lure, 53
 LYON CAEN Pierre, 142, 706
Lyon, 63, 227, 607, 630, 907, 972, 1033, 1058
 MAC CANN-KENNEDY James, 473, 702
 MACH DI PALMSTEIN Fernandino, 707
Mâcon, 59, 107
 MAGG Karola, 469
Maine-et-Loire, 578
 MAISON CENTRALE, 620, 628
 MALAUD Philippe, 107
 MAMAN Georges, 102
Mantes-la-Jolie, 746
 MARCHAIS Georges, 143
 MARCHETTI Anne-Marie, 1031
Marmande, 48
Marseille, 50, 254, 315, 332, 466, 477, 604
Martinique, 84, 85, 641, 642, 812
 MARTINOT, 474
 MARZOUKI, 644
 MAUREL, 101
Meaux, 69
 MÉHAIGNERIE Pierre, 427, 428
Melun, 69, 99, 257
Mende, 66
 MERVIN Sabrina, 681
 MESILI Alain, 665
 MESMIN Georges, 1007
Metz, 58, 93, 310
Meudon, 624
 MEURS Dominique, 1021
Mexico, 343
 MILLET Denys, 1025
 MITTERRAND François, 163, 165, 219
 MOLLE Marcel, 241
 MONNET Jean, 1058
Montargis, 67
Montbéliard, 53
Montbrison, 63
 MONTEILS Jacques, 616
Montpellier, 64
 MOREAU Gislaïne, 918
Moscou, 720
Moselle, 583
 MOUVEMENT CONTRE LE RACISME
 L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX (MRAP), 385,
 573, 648
 MOUVEMENT D'ACTION ET DE REFLEXION POUR
 LES REFORMES SOCIALISTES, 1000
 MOUVEMENT D'ACTION JUDICIAIRE, 276, 723
 MOUVEMENT POUR LE SOCIALISME PAR LA
 PARTICIPATION, 142
Moyen Orient, 677-679
 MRABET Bénédicte, 943
Mulhouse, 467
 MULSANT G., 496
 MUMIA Abou-Jamal, 661

MUNOZ Mario, 664
Nancy, 65, 93, 329
Nantes, 152, 1011
Narbonne, 64
 NEGRI Antonio, 469
Nevers, 55, 367
 N'GUYEN Frédéric, 482
Nice, 49
 NICOD Jean-Claude, 475
 NICOLAIS Régina, 469
Nîmes, 66, 256
Nouméa, 86, 87
Nouvelle Calédonie, 86-87, 489-490, 641, 642
 NOUVET Gérard, 84
 OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS,
 625
 OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION, 864
 OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE, 464, 467
 ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE
 CRIMINELLE INTERPOL, 343, 344
Orléans, 67, 93, 370
Outre-mer, 83, 92, 93
 PACHETO Claudia, 662
 PAGEARD Robert, 365
 PAGES Jeanne, 1058
 Palais de justice, 418, 715, 737, 769, 772, 971
 PALANQUE Bernard, 254
Palestine, 681
 PALIARD Michel, 266
 PAOLI Robert, 891
Papeete, 88, 604
 PAPINSKI Jacques, 293
 PAPON Maurice, 475
 PAQUES Georges, 474
Paris, 68-72, 196, 197, 207, 208, 218, 226,
 250, 251, 262, 278, 283, 295, 325, 330, 331,
 334, 344, 364, 376, 390, 407, 408, 428, 462,
 501, 519, 530, 551, 565, 570, 581, 594, 606,
 624, 661, 665, 668, 684, 701, 702, 707, 777,
 779, 787, 801, 817, 819, 820, 821, 854, 927,
 946, 992, 994, 996, 1008, 1047
 PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, 143, 302, 426,
 680
 PARTI SOCIALISTE UNIFIE, 141
 PARTI SOCIALISTE, 144, 290, 999
 PASCAL Henri, 314, 520, 930
 PASQUA Charles, 579, 580
 PASTURAUD Christian, 918
Pau, 73
Pays Basque, 484-488, 563-564
Périgueux, 54, 474
Péronne, 50
Pérou, 673
Perpignan, 64
 PERRIN Christine, 88
Peuplingues, 158
 PEYREFITTE Alain, 281, 545, 549, 552, 554,
 556, 572, 930
 PICARD Maurice, 474
 PLEVEN René, 139, 505

PLISSONNIER Gaston, 143
 POHER Alain, 162
Poitiers, 74
Polynésie française, 88, 604, 641, 642
 POMPIDOU Georges, 162
 PONIATOWSKI Michel, 484, 542-544
Pontoise, 82, 256, 362, 558
Portugal, 646, 714, 715
 PRADEL Jean, 450
 PRÉAU Josette, 406
Privas, 66
 QUARTIER DE HAUTE SECURITE, 606, 610, 615,
 616, 617
Québec, 310, 659
 RAOULT Christian, 496
 RASSEMBLEMENT DES NOUVEAUX AVOCATS DE
 FRANCE, 275
Reims, 75, 983
Rennes, 76, 362, 603, 755, 757, 758
Réunion, 89-92, 186
 REVENU MINIMUM D'INSERTION, 374
 REYNES Brigitte, 1057
Riom, 77, 93
 ROBERT Jean-Marie, 1037
 ROBERT Marc, 935
 ROBERT Philippe, 913-918, 920, 922, 923,
 929
 ROCARD Michel, 162
Rochelle, 406
Rodez, 64
 ROEHRICH Christian, 816
 ROMERIO François, 162
Rotterdam, 713
 ROUDY Yvette, 1052
Rouen, 78, 503, 518, 528, 543, 608
 ROUHETTE Georges, 154
Roumanie, 716
 ROUSSILHE Francis, 474
 ROUVE François, 801
 ROUVILLOIS Philippe, 979
 ROZENBLATT Patrick, 889
 RUSSIER Gabriel, 1037
Saint-Denis (La Réunion), 89-92, 186
Saint-Dié, 65
Saint-Étienne, 63, 1058
Saint-Omer, 60, 251, 510
Saint-Quentin, 982
 SALAS Artur Rodriguez, 673
 SARGIN Nihat, 684
Sarreguemines, 93
 SARTZETAKIS Antoniou, 698, 699
Saumur, 51
 SAVARY Alain, 221
Saverne, 58
Ségozie, 693
Seine-et-Marne, 69
Seine-Maritime, 686
Seine-Saint-Denis, 72, 280, 967
 SENDIC Raoul, 675
Sénégal, 654

SENESE Salvatore, 181, 698
 SENGELIN G., 467
Senlis, 50
Sens, 70
 SERVICE DES ETUDES DE LA DOCUMENTATION ET
 DES STATISTIQUES, 1009, 1010, 1022
 SERVICE D'ETUDES PENALES ET CRIMINOLOGIQUE
 DU MINISTERE DE LA JUSTICE, 918, 920-926, 928,
 929, 931-934, 937, 1008
 SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX EMIGRANTS, 843
 SERVICES PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE
 PROBATION, 625
 SIMEONI Edmond, 482
 SIMON Gérald, 1046
 SIMON Maurice, 224, 762
 SOCIETE DES AUTEURS ET COMPOSITEURS
 DRAMATIQUES, 149
Soissons, 50
 STAGE D'INITIATION A LA VIE PROFESSIONNELLE,
 398
Strasbourg, 58, 93, 848, 1019, 1065
Suisse, 646, 698, 717-719
 SYNDICAL NATIONAL PENITENTIAIRE-FORCE
 OUVRIERE, 629
 SYNDICAT AUTONOME DES FONCTIONNAIRES DES
 COURS ET TRIBUNAUX, 310, 311, 791
 SYNDICAT DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE,
 247, 729
 SYNDICAT DE LA MEDECINE GENERALE, 618
 SYNDICAT DE LA PSYCHIATRIE ET PSYCHIATRIE EN
 LUTTE, 618, 631
 SYNDICAT DE L'ARCHITECTURE, 153
 SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE, 274, 275,
 368, 428, 486, 547, 585, 668, 896
 SYNDICAT DES COMMISSAIRES ET HAUTS
 FONCTIONNAIRES DE LA POLICE NATIONALE, 282,
 347, 802, 804
 SYNDICAT GENERAL DE LA POLICE, 347
 SYNDICAT GENERAL DE L'EDUCATION NATIONALE,
 151
 SYNDICAT NATIONAL DES IMPOTS CFDT, 369
 SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES POLICIERS
 EN CIVIL, 284, 347, 803
 SYNDICAT NATIONAL CFDT, 310
 SYNDICAT NATIONAL DE LA PETITE ET MOYENNE
 ENTREPRISE, 410
 SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT
 SUPERIEUR, 145
 SYNDICAT NATIONAL D'EDUCATION ET DE
 PROBATION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE,
 287, 296, 627, 632, 634
 SYNDICAT NATIONAL DES CONTROLEURS DE
 TRAFIC AERIEN, 152, 393
 SYNDICAT NATIONAL DES INSPECTEURS DU
 TRAVAIL, 287
 SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES, 520,
 529, 531, 680
 SYNDICAT NATIONAL DES NOTAIRES, 793, 794
 SYNDICAT NATIONAL DES OFFICIERS MECANICIENS
 DE L'AVIATION CIVILE, 146

SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS DE
L'EDUCATION SURVEILLEE PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE, 279, 280, 300, 437, 439
SYNDICAT NATIONAL DES POLICIERS EN TENUE,
416
SYNDICAT NATIONAL DU PERSONNEL
PENITENTIAIRE DE FRANCE ET D'OUTRE-MER, 811
SYNDICAT NATIONAL DU PERSONNEL
PENITENTIAIRE, 306
SYNDICAT NATIONAL DU TRESOR CGT, 294
SYNDICAT NATIONAL PROFESSIONNEL DES
MEDECINS DU TRAVAIL, 618
SYNDICAT NATIONAL UNIFIE DES IMPOTS, 287, 290
TABTI Rachid, 474
TAITTINGER Jean, 139, 440, 515
Tarascon, 49, 185
TEHERIURA Félix, 604
TERRÉ François, 789
Thonon-les-Bains, 57
TJIBAOU Jean Marie, 489
TOMASINI René, 352, 1037
TOUFFAIT Adolphe, 388
Toulon, 49
Toulouse, 79, 93, 185, 329, 451, 861, 1057
TOURNIER Pierre, 939, 1009, 1022
Tours, 67
Tribunal, 236, 510, 583, 604, 613, 634, 666,
667, 687, 972
Tribunal administratif, 247
Tribunal de commerce, 407
Tribunal d'instance, 153, 251, 406
Tribunal de grande instance, 88, 91, 93, 107,
158, 185, 256-258, 266, 268, 313, 320, 326-
329, 332, 341, 362, 390, 398, 401, 404, 451,
456, 467, 475, 482, 501, 506, 518, 520, 543,
550, 623, 686, 764, 982
TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMEES,
494, 887
TRIGNOL Michel, 469
Troyes, 75, 253, 971
Tulle, 62, 623
Tunisie, 644, 655
Turnhout, 691
Turquie, 682-685, 841
UNION DES DEMOCRATES POUR LA REPUBLIQUE,
1037
UNION DES JEUNES AVOCATS, 275
UNION FEDERALE DES MAGISTRATS, 243-245,
299, 309, 440, 732, 790
UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU KAMEROUN,
574
UNION NATIONALE DES MAGISTRATS DE PREMIERE
INSTANCE (BELGIQUE), 690
UNION NATIONALE DES SYNDICATS DE
JOURNALISTES, 702
UNION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE, 352
Union soviétique, 720
UNION SYNDICALE DES MAGISTRATS, 179, 182,
213, 229, 242-245, 314, 315, 339, 451, 785
Uruguay, 672, 674, 675

Val d'Aoste (Italie), 402
Val D'Oise, 82
Valence, 61, 506
Valenciennes, 60, 327
VAN DE WIELE, 474
VAN RUYMBEKE Renaud, 789
VARÈNE Claude
Vaucresson, 157, 659
Verdun, 65
Versailles, 80-82, 309, 362, 398, 413, 456, 764
Vesoul, 53
Viareggio, 698
Vichy, 77, 817
Vienne, 61
Villefranche-sur-Saône, 63
Villeurbanne, 972
VOURC'H Catherine, 927
WEIL Jean-Louis, 681
WEINGLASS Leonard I., 661
WUILLAUME Roland, 401
YAHYAOUI, 655
YÉWÉNÉ Yéwéné, 489
Yonne, 70
Yougoslavie, 721
Yvelines, 81
ZAUBERMAN Renée, 934
ZÉMANI, 640
Zurich, 717

Table des matières

INTRODUCTION.....	5
SOURCES COMPLEMENTAIRES	13
BIBLIOGRAPHIE	15
REPertoire	17
ANNEXES	213
INDEX.....	221
TABLE DES MATIERES.....	231

